

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13715 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 2 MARS 1989

Couvre-feu dans plusieurs villes

Emeutes au Venezuela : des dizaines de morts

Le choc de l'austérité

Probablement une centaine de morts : les émeutes du début de la semaine au Venezuela sont les plus graves de celles provoquées en Amérique latine par l'application de mesures d'austérité depuis les troubles qui avaient endeuillé Saint-Domingue en 1984.

Les violences qui ont secoué Caracas et d'autres villes sont, comme d'habitude, parties des quartiers démunis entourant les centres opulents. Seules l'instauration du couvre-feu et l'annonce par le président Carlos Andrés Pérez de la suspension des libertés constitutionnelles ont ramené un semblant d'ordre.

Le calme semblait revenu mercredi 1^{er} mars à Caracas et dans les principales villes du Venezuela, après les émeutes des deux précédentes journées qui ont fait plusieurs dizaines de morts. Le couvre-feu (de 18 heures à 6 heures du matin), annoncé par le chef de l'Etat dans la soirée du 28 février, sera maintenu « jusqu'à nouvel ordre ». M. Carlos Andrés Pérez a informé ses compatriotes que le plan d'austérité, qui est à l'origine des violences, ne sera pas abandonné. Cependant, le FMI s'apprête à débloquer des crédits « frais » au pays. (Lire nos informations page 7.)

L'anniversaire du pogrom de Soumgaït

Manifestation monstre dans la capitale arménienne

Pour la première fois depuis plusieurs mois, des centaines de milliers d'Arméniens ont défilé, dans le calme, mardi 28 février, à Erevan. Ils célébraient le premier anniversaire du pogrom de Soumgaït, au cours duquel plusieurs dizaines d'habitants d'origine arménienne de cette localité azerbaïdjanaise avaient été tués par des Azéris.

EREVAN
de notre envoyé spécial

Erevan a exorcisé, mardi 28 février, trois mois de douleur et de silence forcé en descendant massivement dans la rue pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence en novembre dernier, peu avant le tremblement de terre qui a dévasté le 7 décembre le nord de l'Arménie. Appelée à célébrer le premier anniversaire du pogrom anti-arménien de Soumgaït (Azerbaïdjan), plu-

sieurs centaines de milliers de personnes sont venues témoigner dans le calme de la détermination de tout un peuple à réclamer ses droits et à conjurer un sort qui s'est une nouvelle fois acharné contre lui.

Le point de ralliement avait été fixé au mémorial du génocide de 1915, construit en 1964, sur une colline surplombant la ville et appelée la Forteresse des héros-dalles.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 6.)

Les consultations de M. Jospin

Le projet de loi sur l'enseignement est mieux accueilli par les parents que par les enseignants
PAGE 10

Succès du Likoud en Israël

Les municipales ont confirmé le lent virage à droite de l'électorat
PAGE 4

Hécatombe routière

Augmentation, en 1988, du nombre des victimes de la route en France : 10 500 tués
PAGE 28

Les succès de TAT

La « petite » compagnie aérienne française commence à jouer dans la « cour des grands »
PAGE 26

Minorités municipales

Le sort peu enviable des conseillers sans pouvoir
PAGE 8

Le sommaire complet se trouve page 32

La torture dénoncée par Amnesty international

Enfants martyrs en Irak



Dans un document rendu public mardi 28 février, Amnesty international dénonce les mauvais traitements et tortures infligés en Irak, d'une manière systématique, aux enfants des opposants politiques.

A Genève, cependant, la commission des droits de l'homme de l'ONU vient, grâce à une procédure tenue secrète, de blanchir l'Irak des graves accusations qui sont portées contre lui concernant les violations des droits de l'homme.

(Lire nos informations page 32.)

En Iran, la libéralisation avortée

Les timides mesures de libéralisation annoncées en Iran le mois dernier, à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, semblent avoir été remises en question à la suite de l'affaire des « Versets sataniques ».

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Le récent durcissement du régime iranien à la suite de l'affaire Salman Rushdie risque-t-il de remettre en question les timides mesures de libéralisation mises en application en Iran à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution islamique ? Une

telles éventualité ne peut être exclue si l'on tient compte du fait que toute mesure de cet ordre, en fin de compte, ne dépend que du bon vouloir des dirigeants et de la conception qu'ils ont des impératifs de la sécurité du régime.

Avec la proclamation du cessez-le-feu sur le front iranien en août dernier, on aurait pu s'attendre à un assouplissement relatif de la répression. C'est le contraire qui s'est produit et l'événement a déclenché une vague d'exécutions dans les prisons d'une ampleur sans précédent depuis plusieurs années. Il fallait, ont expliqué les autorités, « punir » les Moudjahidines du peuple qui avaient participé en juillet 1988 aux côtés des Irakiens à l'offensive contre Kermanschah.

L'ordre de sévir est venu comme d'habitude de très haut. Après la défaite de l'offensive contre Kermanschah, l'imam Khomeini a convoqué le procureur de la révolution, l'hodjatolislam Khoeniha, pour lui signifier que tous les moudjahidines devaient désormais être considérés comme des « guerriers contre Allah » et, en conséquence, devaient être mis à mort ; non seulement ceux qui avaient pris part aux combats sur le front, mais aussi ceux qui se trouvaient en prison ou ailleurs.

Les exécutions ont été précédées de simulacres de procès organisés, les « sentences » étaient rendues par une cour d'exception de trois membres : un représentant de M. Moussavi Ardebili, le président de la Cour suprême de justice, un délégué de M. Rey-chahri, le ministre des renseignements, et le directeur de la prison où était enfermé le prisonnier.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 4.)

L'affaire Rushdie

- L'URSS tente une médiation entre Téhéran et l'Occident
- En France, la communauté musulmane sous le choc

PAGE 3

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
Un entretien avec Terry Gilliam, réalisateur des « Aventures du baron de Münchhausen »
Les mutations de l'Opéra flamand
Le 3^e SAGA au Grand Palais
Pages 13 à 15

Immobilier : Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 22 à 24.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dc ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Mexique, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 160 l. ; Japon, 100 ¥ ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (N.Y.), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Les sociétés françaises et leurs actionnaires

Le capitalisme mixte

Le capitalisme français est en pleine transformation. Pour la seconde fois depuis le début de l'année (après Moët-Hennessy-Louis-Vuitton), le président d'une société cotée à la Bourse a été mis à l'écart par ses actionnaires. Les Italiens des Generali, Paribas, la Caisse des dépôts et d'autres ont en effet désigné M. Claude Bébear, en remplacement de M. Bernard Pagézy, à la tête de la Compagnie du Midi, le premier groupe d'assurances privé en France.

AXA-Midi, péripéties de l'offensive ratée sur la Société générale, prise de pouvoir du dernier venu chez Moët - Hennessy - Louis - Vuitton... - sont autant d'épisodes de cette quête cahoteuse et tâtouante.

Pour médiatiques qu'ils soient, ils ne doivent pas masquer le véritable enjeu de cette agitation : la constitution d'un système financier capable d'assurer le développement, la protection et la pérennité des entreprises françaises.

La France saura-t-elle y parvenir, alors qu'elle ne bénéficie ni de la tradition ni de la taille des marchés boursiers américains ou britanniques ?

CLAIRE BLANDIN.
(Lire la suite page 27.)

ALISON LURIE
LA VERITE SUR LORIN JONES

« Une satire qui foudroie par la dérision. »
Nicole Zand. *Le Monde*

« Un miroir tendu à toute une génération de femmes. »
Michèle Gazier. *Télérama*

rivages

SERVICES

TELEMATIQUE

- Connexion à l'ordinateur
- Accès à la base de données
- Recherche d'informations
- Traitement de textes
- Gestion de fichiers
- Communication
- LEMOINE

Refiler le pépé

... (text continues) ...

DUCAL
SPECIALISTE DU CONVERTISSEMENT

CAPÉLOU

INTERNATIONAL COMPUTER
PLUS COURT CHEMIN VERS MACHINES

... (text continues) ...

M 0147 - 0302 0 - 4,50 F

3790147004500 03020

Débats

EUROPE

Socialisme et grand marché

par MAURICE DUVERGER

Le manifeste électoral que vient d'élaborer en commun les douze partis socialistes de la Communauté proclame le ralliement de tous à l'économie de marché. A cet égard, leur congrès de Bruxelles présente pour l'Europe la même importance qu'à une époque où le congrès de Bad-Godesberg pour la République fédérale d'Allemagne. Les deux proclamations officielles la rupture avec les idéaux collectivistes et la pratique révolutionnaire. Les deux définissent un réformisme adapté aux réalités des économies modernes. Avec une différence, cependant. En 1959, les sociaux-démocrates d'outre-Rhin annonçaient une politique nouvelle, destinée à leur ouvrir la route du pouvoir, où Willy Brandt parvint dix ans plus tard. En 1989, les socialistes européens enregistrent une évolution déjà réalisée, qui a rapproché ceux du Nord et ceux du Sud.

Les uns et les autres n'ont pas été poussés par la théorie mais par la pratique. Assumant plus tôt des responsabilités gouvernementales, les premiers ont dû plus tôt s'incliner devant les faits. En acceptant le texte de Bruxelles, les Français, les Italiens, les Espagnols, les Grecs, les Portugais ont exprimé la conclusion des expériences de Mitterrand, Craxi, Gonzalez, Papandréou, Soares. Mais ils se sont inspirés aussi de l'évolution actuelle de l'Union soviétique et des démocraties populaires, qui enregistrent la faillite de l'économie collectiviste et en tirent les conséquences. Pierre Mauroy a résumé le double enseignement de sa propre gouvernance et de la perestroïka de Gorbatchev en constatant à la fois que « l'économie de marché n'est pas un bon système » mais qu'« il n'en est pas de meilleur », et en ajoutant : « Mais nous, nous refusons les injustices et les défaillances qu'il engendre ».

Le réel et l'idéal

Les trois formules successives révèlent le sentiment de militants qui s'inclinent devant le réel en restant fidèles à leur idéal. Elles soulignent en même temps les impératifs qui s'imposent à tous les socialistes démocratiques. Elles soulignent aussi les orientations essentielles du manifeste de Bruxelles, qui reste malheureusement plus précis sur les objectifs que sur les moyens, comme la plupart des programmes électoraux. Il était d'ailleurs plus difficile à rédiger que les autres, car il devait harmoniser les vues de douze partis, tous différents par leurs traditions, leurs structures, leur mentalité, leur environnement, leur puissance. Chacun devra préciser les siennes dans sa campagne pour le renouvellement du Parlement de Strasbourg. Et ailleurs.

En 1959, le ralliement à « l'économie sociale de marché » engagé à Bad-Godesberg était audacieux. Il se référait à une stratégie qui commençait à se répandre, et qui a fini par installer peu à peu l'un des meilleurs systèmes sociaux que le monde ait jamais connus. Il repose sur deux piliers. D'un côté, une production et une commercialisation dans le cadre de la libre concurrence. De l'autre,

de nationaliser des entreprises dans le grand marché de 1993. A cet égard, les pressions pour forcer Paris à changer le statut de Renault sont significatives. Il est vrai qu'elle s'appuie sur la remise de dette accordée par l'Etat actionnaire. Mais n'arrive-t-il pas à des actionnaires ordinaires de faire des sacrifices pour permettre à leur firme de se redresser ? La conception française d'une économie mixte fondée sur la coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé n'est certainement pas contraire au traité de Rome : sinon la France ne l'aurait pas signé, de même que beaucoup d'autres membres actuels de la Communauté !

Certes, tous doivent d'abord déterminer les moyens de maintenir le modèle social-démocrate, en l'ajustant aux réalités nouvelles : ce qui implique le développement de la productivité et la diminution du chômage. Mais ils ne pourront proposer que des améliorations de gestion tant qu'ils manqueront d'une théorie d'ensemble. Celle de Marx a échoué dans les régimes communistes parce qu'elle correspondait aux structures économiques du dix-neuvième siècle, dont le décalage avec celles du vingtième n'a cessé de s'élargir depuis la Révolution de 1917. Depuis cent cinquante ans, toute l'évolution mondiale montre que le marché est irremplaçable. Mais au moment précis où les Soviétiques découvrent sa supériorité, voici que certaines de ses insuffisances s'aggravent et que seules des interventions publiques semblent capables d'y remédier, étatiques ou communautaires. Leur analyse globale reste à faire. Tel est sans doute pour les socialistes le champ principal à défricher.

Il l'est déjà dans un domaine important : celui du progrès technique. Il a rendu les recherches de pointe si coûteuses et si aléatoires qu'elles ne peuvent se développer que par des investissements non rentables à terme raisonnable. L'énergie nucléaire, les fusées spatiales et beaucoup d'autres inventions auraient été impossibles dans le cadre du marché classique. Cela commence à être compris au niveau des Douze, où des projets tels qu'Eureka (formulé par la France) ont transposé sur le plan européen les actions développées jusqu'ici dans le cadre de chaque Etat. L'Acte unique a ajouté au traité de Rome un titre VI, consacré à la recherche et au développement technologique, qui décide l'établissement d'un « programme-cadre plurinational ». De telles pratiques correspondent à la vision socialiste de l'économie. Elles retrouvent aussi celle de Jean Monnet, dont on oublie trop qu'il était commissaire général au Plan français quand il a lancé la Communauté charbon-acier.

Dans d'autres domaines, les autorités de Bruxelles semblent parfois tourner le dos au père de l'Europe en donnant l'impression qu'elles glissent vers un intégrisme libéral, aujourd'hui fort à la mode en Occident. De-ci, de-là, on voit poindre des tentatives à exclure du circuit de production et d'échange tout ce qui n'est pas strictement privé. Certaines décisions conduisent à se demander s'il sera possible à un pays

de nationaliser des entreprises dans le grand marché de 1993.

A cet égard, les pressions pour forcer Paris à changer le statut de Renault sont significatives. Il est vrai qu'elle s'appuie sur la remise de dette accordée par l'Etat actionnaire. Mais n'arrive-t-il pas à des actionnaires ordinaires de faire des sacrifices pour permettre à leur firme de se redresser ? La conception française d'une économie mixte fondée sur la coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé n'est certainement pas contraire au traité de Rome : sinon la France ne l'aurait pas signé, de même que beaucoup d'autres membres actuels de la Communauté !

Il est vrai que la distinction des entreprises publiques et des entreprises privées tend de plus en plus à s'effacer. La mixité se développe aujourd'hui à l'intérieur même des entreprises. Des nationalisées peuvent augmenter leur capital en recourant au marché financier. Inversement, des firmes privées peuvent voir une partie de leurs actions acquises en Bourse par des organismes publics, telle notre Caisse des dépôts.

Géants apatrides

Actuellement, les conservateurs et les socialistes sont également opposés à ces bâtardises. Les seconds devraient examiner le problème de plus près, ce qui les porterait sans doute à voir là une nouvelle forme d'intervention permettant de rendre la production plus dynamique ou de protéger des firmes contre des OPA sauvages. Les premiers ne pourraient guère prohiber ces formes d'aides de l'Etat, quand ils acceptent celles qui résultent de l'achat par lui d'une grande partie de la production de firmes privées, pratique fort répandue aux Etats-Unis et ailleurs, notamment pour les commandes militaires.

L'économie de marché implique l'accès libre à ce dernier de tous les agents de production, quel que soit leur statut juridique. La mondialisation de l'économie entraîne d'énormes concentrations financières peu identifiables. Elles permettent l'achat des grandes firmes créées dans des nations incapables de mobiliser des capitaux privés suffisants pour protéger leur production nationale. Seule l'action de l'Etat ou d'organismes publics d'épargne peut rétablir alors une concurrence équilibrée.

La politique de chaque pays n'est pas seule concernée par cette fébrilement de géants apatrides. Celle de la Communauté l'est aussi. Dans son cadre, ce débat fondamental des prochaines années se formulera sans doute dans des termes que nul ne semble aujourd'hui aborder de front. Le grand marché sera-t-il contrôlé d'une main ferme, la libre circulation intérieure s'accompagnant d'une gestion efficace du tarif extérieur commun ? Ou se réduira-t-il à une zone de libre-échange ouverte à tous les vents, et à tous les carnassiers protégés par les frontières peu perméables des Etats-Unis ou du Japon ? Sur ce point aussi, les socialistes auraient beaucoup à dire.

ENSEIGNANTS

« Casser la baraque »

par JEAN-CLAUDE BARBARANT (*)

Où passent les milliards ? C'est la question que posent les enseignants. La ration n'a jamais fait un effort si grand depuis 1945 pour l'éducation nationale, affirmant tous les discours officiels. Dont acte. Mais, à la rentrée prochaine, rien pour les PEGC, rien pour les instituteurs, à l'exception d'une partie de ceux qui sont en fin de carrière.

Ces milliards seraient-ils affectés d'abord à la démocratisation du système éducatif ? La table ronde qu'organise le ministre de l'éducation nationale nous en apprendra peut-être plus. Mais, pour l'instant, à ce chapitre, c'est le flou. La rentrée 1989 menace d'être plus mauvaise encore que la rentrée 1988.

Pouvait-on espérer combler tout de suite tant de retards et d'insuffisances accumulés depuis des décennies ? Non. Mais comment accepter d'attendre et d'attendre encore ? Des discours mirabolants donnaient à espérer des lendemains qui chantent. « Priorité à la formation : il faut révaloriser prioritairement la fonction enseignante. » Ces slogans étaient sur toutes les bouches. Et cela continue d'être pour plus tard. C'est tout le métier qu'il faut révaloriser : huit cent mille personnes. C'est beaucoup. Alors le ministre propose un système qui fragmente les perspectives de carrière, qui établit entre les enseignants des discriminations selon les disciplines et les départements demandés.

La déconvenue est à la mesure de l'espoir. Les enseignants réagissent, s'insurgent, se révoltent. « C'est la première fois qu'on fait grève contre des milliards », riposte le ministre, non sans provocation. « On peut les retirer », ajoute le chef du gouvernement. Stupéfiant non-dialogue où l'emportement des pouvoirs publics surenchérit sur l'exaspération du corps enseignant.

Où va-t-on ? Ne faut-il pas par raison reprendre ? Et c'est aux pouvoirs publics d'y contribuer d'abord. Certes, dans ce tourbillon, des choses ont bougé. Après la manifestation nationale du SNI-PEGC le 1^{er} février, l'égalité entre les enseignants, quel que soit l'âge de leurs élèves, est acquise pour ceux qui seront recrutés à partir de 1992. Même niveau de formation (cinq années après le baccalauréat), même

tance, aide à l'évaluation et à l'orientation) :

— à un véritable travail en équipe (avec une responsabilité particulière pour ceux qui ont en charge l'animation de l'équipe pédagogique) ;

— à la possibilité de modular leur service hebdomadaire dans le cadre d'un projet d'établissement conçu en commun ;

— à l'établissement de relations avec les partenaires extérieurs (parents, entreprises, environnement social et culturel, intervenants extérieurs) ;

Nous sommes d'accord sur tout cela. Mais qu'on s'y engage résolument, au lieu d'hésiter, de temporiser, de ménager les conservatismes en décourageant les innovations. Il faut d'urgence préparer vraiment les enseignants à tous les aspects de leur métier, leur donner les moyens de travailler collectivement, de suivre mieux leurs élèves. Ou l'on se résigne à l'école à plusieurs vitesses, ou l'on se donne les moyens de l'école efficace pour tous. On n'y parviendra pas en perpétuant pour les élèves les programmes et les horaires actuels, en alourdissant les effectifs, en multipliant pour les enseignants les heures supplémentaires, les primes discriminatoires, les expédients. On ne fera pas l'école de l'égalité de réussite pour les élèves par l'inégalité entre les enseignants.

Revaloriser l'enseignement, révaloriser la fonction enseignante, c'est la même démarche. Car tout passe par ceux qui font la classe. Aujourd'hui, les propositions du gouvernement les accablent d'amertume et les soulèvent d'indignation. Paradoxal début pour une réévaluation. Au lieu de les admonester, d'altérer promesses sans suite et menaces sans raison, que le gouvernement les écoute, qu'il réponde à leur attente ! C'est pour cela que le SNI-PEGC appelle à la grève le 2 mars.

Pas tout ou rien, pas tout tout de suite, mais tout de suite du concret, du palpable, du sérieux. On ne peut pas faire plus, sinon « on va casser la baraque », rétorque le président de la République. Si on se limite à ce qui est aujourd'hui proposé, c'est la baraque éducation nationale qui va casser.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouls.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salot.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléx MONDIPUB 206 136 F

Imprimé en France

1989

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 090 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 360 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : dès que possible, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

l'Actualité

254 pages 98 F

330 pages 98 F

510 pages 120 F

Stock

GILLES DELAFON

BATROUTH

LES SOLDATS DE L'ISLAM

WILLIAM SHAWCROSS

LES MALADES

du monde

qui nous gouvernent

هكذا من الأصل

L'affaire des « Versets sataniques »

Attentats contre deux librairies et un hebdomadaire aux Etats-Unis

De l'Asie, où elle a déjà fait plus de vingt morts au cours des deux dernières semaines, la violence liée à l'affaire Rushdie semble avoir gagné les Etats-Unis. Deux librairies de Californie ainsi que les bureaux de l'hebdomadaire new-yorkais, le *Riverdale Press*, ont été la cible d'attentats à la bombe incendiaire qui ont fait un blessé léger, mardi 28 février. La police privilégie l'hypothèse d'actes directement liés aux protestations islamiques contre la publication des *Versets sataniques*.

« Nous ne savons pas encore si ces attentats sont liés au livre » de Salman Rushdie, a déclaré le président George Bush, « mais que cela soit bien clair : toute personne se livrant à des actes d'intimidation ou de violence contre l'auteur, les éditeurs ou les distributeurs des *Versets sataniques* sera poursuivie avec toute la rigueur de la loi ». « Oui », a-t-il poursuivi, « certains musulmans peuvent considérer le livre (de Rushdie) comme offensant, mais nous ne pouvons permettre la violence ». « Ce pays a été fondé sur les principes de la liberté de parole et de tolérance religieuse », a encore dit M. Bush, « et les Etats-Unis ne toléreront pas l'atteinte à ces droits ».

Le *Riverdale Press* avait critiqué, dans un éditorial publié la semaine dernière, les librairies américaines qui avaient décidé de retirer de la vente les *Versets sataniques*. Il est toutefois pas le seul journal à avoir milité en faveur de Salman Rushdie. L'une des deux librairies de Berkeley

visées avait, pour sa part, affiché mercredi dernier une banderole dénonçant « le terrorisme intellectuel dirigé contre M. Rushdie ».

Tandis qu'en Inde de nouvelles manifestations à Shrinagar, au Cachemire, contre Salman Rushdie faisaient vingt-cinq blessés mardi, l'Afrique est à son tour entrée dans la polémique. Le Kenya et le Sénégal ont interdit l'ouvrage. Ce dernier pays, où les chrétiens représentent moins de 10 % de la population, a interdit, dans la foulée, le film de Martin Scorsese, *La Dernière tentation du Christ*. Par ailleurs, plusieurs centaines d'étudiants musulmans ont manifesté à Kano, dans le nord du Nigeria, contre Salman Rushdie. Aux Comores, les journaux étrangers ont été saisis de crainte que certains d'entre eux n'aient publié des extraits des *Versets sataniques*.

Militantisme laïc

Confirmant la prudence observée par Alger depuis le début de l'affaire, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Boualem Bessaïeh, a estimé que si « l'indignation » des croyants était « légitime », les « religions doivent contribuer au rapprochement des civilisations et non à la discorde » et doivent permettre « la recherche d'un langage ouvert et fructueux entre les peuples et peuvent contribuer à sortir gagnants et rassurés de cette épreuve ». M. Bessaïeh a

fait ces déclarations à sa sortie de l'Elysée, au terme d'un entretien avec M. François Mitterrand destiné à préparer la visite du chef de l'Etat en Algérie les 9 et 10 mars.

A La Mecque, le ton est, là aussi, très loin des appels au meurtre de l'imam Khomeiny, puisque la Ligue du monde musulman s'est prononcée pour l'ouverture d'une procédure judiciaire contre Salman Rushdie, à engager par la Conférence islamique devant « les tribunaux spécialisés » pour « diffamation et horribles mensonges » envers l'islam.

Côté européen et laïc, le ton s'est fait militant à Vienne, où la Fédération internationale des libraires a demandé à « tous les hommes politiques et toutes les organisations internationales de garantir par tous les moyens appropriés la publication et la diffusion de tous les livres ». Cet organisme regroupe vingt-quatre fédérations nationales de libraires et un peu moins de deux cents adhérents individuels.

Eufin, sur le plan diplomatique, le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté a accueilli avec un flegme tout britannique la décision, mardi, du Parlement iranien de rompre les relations diplomatiques avec les deux pays, d'être une semaine, si Londres n'a pas condamné, dans ce délai, les *Versets sataniques* (le Monde du 1^{er} mars). L'avenir et la qualité des relations irano-britanniques dépendent uniquement de Téhéran, a commenté un porte-parole du Foreign Office.

Y.H.

En tentant une médiation entre Téhéran et l'Occident, l'URSS se donne le beau rôle

MOSCOU
de notre correspondant

Il y a des parties où l'on gagne à tous les coups, et celle que vient d'engager l'URSS en est une. Que la tentative de médiation entre l'Iran et les pays occidentaux, qu'elle a rendue publique le mardi 28 février, après en avoir jeté les bases dimanche, donne ou non des résultats, cette initiative n'aura en effet pu qu'améliorer l'image de marque internationale de l'Union soviétique.

Car d'ores et déjà, et par un simple effet d'annonce, l'URSS de M. Gorbatchev n'a pas seulement fait oublier qu'elle n'a pas eu, jusqu'à présent, un seul mot pour condamner l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny — ce silence est oublié avant d'avoir été vraiment relevé, — mais, dans l'impasse actuelle de cette crise, la seule petite lumière vient maintenant de Moscou, où le porte-parole du ministère des affaires étrangères se trouvait en situation d'annoncer mardi un point de vue d'arbitre suprême, de Sirius au-dessus des passions du moment, de seule puissance à même de s'entremettre.

« L'Union soviétique est très préoccupée [car] si une solution raisonnable n'était pas trouvée, cette affaire pourrait avoir des conséquences imprévisibles », a ainsi déclaré M. Guerassimov, en ajoutant : « L'impression

soviétique est que le gouvernement iranien veut trouver une solution et que le gouvernement soviétique peut jouer un rôle positif ». Ce n'était apparemment pas une information à la légère, puisque M. Guerassimov a révélé que le chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze, avait examiné le dossier dimanche à Téhéran avec le président du Parlement, l'homme d'Etat Rafsanjani, et le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

A raison de trente minutes avec le premier et d'une heure trente avec le second, ces entretiens n'ont pas fait qu'effleurer le sujet. Ils retiennent d'autant plus l'attention que ces deux personnalités ont la réputation d'être des partisans de ce réchauffement avec les pays occidentaux avec l'imam Khomeiny a compromis en mettant à prix la tête de M. Rushdie.

Peu de risques

Si l'entreprise (« très délicate », a estimé le porte-parole soviétique) vient à échouer, personne ne pourra en faire reproche au Kremlin. Il restera que l'URSS aura essayé de faire ce qu'elle pouvait et montré surtout qu'elle veut vraiment devenir — comme elle ne cesse de l'affirmer — un « partenaire » de l'Ouest.

La solution des crises. Ce n'est pas là bénéfice négligeable, et si d'aventure l'initiative soviétique permettait de faire, ne serait-ce que quelques pas vers une solution, ce serait un triomphe pour M. Gorbatchev.

D'un coup, il assurerait en effet de solides relations avec les éléments « modérés » du régime iranien, dont certains parient qu'ils finiront à la longue par l'emporter à Téhéran, et démontrer la capacité de l'URSS à favoriser la solution des conflits les plus complexes. A l'heure où le Kremlin aspire, dans la foulée du règlement afghan, à jouer un rôle de premier plan dans la définition d'un compromis de paix au Proche-Orient, le point ainsi marqué serait d'importance.

Il n'y a aucun risque à essayer. Si les chances de succès sont minces, elles ne sont pas inexistantes. Car le fait est là : au mieux, avec l'imam Khomeiny qui souhaite aujourd'hui développer avec elle de « fortes relations », l'URSS de M. Gorbatchev est aussi un interlocuteur parfaitement acceptable pour les « modérés » du régime islamique comme pour l'Europe occidentale.

Président ce semestre du conseil des ministres européens, le ministre des affaires étrangères espagnol, M. Ordóñez, était attendu jeudi à Moscou. On compte (ce n'est officiel) l'y entretenir du dossier Rushdie.

BERNARD GUETTA.

Les réactions en France

La communauté musulmane sous le choc

Le Parti socialiste et SOS-Racisme ont appelé à une manifestation, mercredi 1^{er} mars, à 18 heures, place du Trocadéro à Paris, en faveur de la publication en France du livre de Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*. L'Union des organisations islamiques se réunira au même moment, rue de Dunkerque à Paris, pour tenter de mettre au point une riposte légale à la sortie du livre.

« Nul n'est croyant que s'il m'aime, plus que son père, sa mère et tout le genre humain », dit un hadith (commentaire) du prophète. On ne comprendrait rien à l'indignation qui secoue actuellement la communauté musulmane en oubliant que l'amour du prophète Mahomet dans l'islam a valeur de dogme absolu. Que, par esprit d'ouverture, il soit favorable à la publication prochaine du livre de Rushdie en France ou qu'il au contraire il soit prêt à batailler devant les tribunaux pour obtenir son interdiction, il n'y a sans doute aucun musulman croyant qui ne se sente « agressé » par l'ouvrage de l'écrivain britannique, par la présentation qui y est suggérée de la vie du prophète et de ses épouses.

Les musulmans plaident la légitime défense. « On ne peut pas salir les religions en toute impunité. On n'a pas le droit de falsifier l'histoire pour insulter une catégorie de croyants », proteste M. Daniel Youssef Leclerc, Français converti, ancien président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), aussi inquiet pour l'avenir que son traditionnel rival dans le contrôle de cette communauté, le recteur de la Mosquée de Paris, Cheikh Abbas. « Même si elle n'a pas manifesté au complet, toute la communauté musulmane est très échauffée », dit M. Leclerc. Il va y avoir des affrontements. Nous risquons d'être débordés par des éléments incontrôlés.

Les vœux exprimés majoritairement dans la communauté islamique peuvent se résumer en trois points : se désolidariser de l'appel au meurtre ; condamner l'ouvrage de Rushdie ; tenter, par tous les moyens légaux, d'empêcher sa diffusion en France.

C'est le premier point qui est le plus mollement exprimé. « Je suis placé entre l'arbre et l'écorce », explique un responsable d'association qui préfère taire son nom. Je ne peux pas nier le bien-fondé de la loi qui punit le blasphème et l'apostasie, mais cet appel au meurtre, surtout dans un pays

non islamique, est évidemment un acte barbare. Le climat est tel, pourtant, que dire cela tout haut risquerait à se ranger dans le camp des antimusulmans. »

« Affaire malsaine, absurde, dangereuse », commente pour sa part M. Abdel-Magid Turki, directeur de recherche au CNRS, lui aussi péseuriste. « J'ai l'impression qu'une machine s'est mise en route et ne pourra pas s'arrêter ! » Cet intellectuel modéré ne voit pas d'avenir à la communauté vivant en France en dehors d'une rigoureuse indépendance par rapport à toutes les influences étrangères.

Interdire le livre ?

Faut-il aller devant les tribunaux pour tenter d'empêcher la publication de ce livre ? « Il ne faut pas l'interdire, même si l'on parvenait à une dimension essentielle de l'homme », estime pour sa part M. Hadi Edine Sari, l'un des principaux conseillers de Cheikh Abbas à la Mosquée de Paris qui, lui, s'est au contraire prononcé contre la diffusion en France des *Versets sataniques*. « La carte du pluralisme », poursuit M. Sari, « est une chance pour notre communauté, à condition qu'il s'agisse bien d'une laïcité reconnaisant l'existence de toutes les dimensions. »

Pour M. Rachid Ben Aïssa, professeur algérien à la Sorbonne, ce livre, au contraire, est « impubliable ». « Il est tellement blasphématoire que s'il était connu dans les pays d'islam même modérés, leur régime sauterait », ajoute M. Ben Aïssa qui s'affirme indigné par le caractère « sélectif » de la tolérance des Occidentaux : « On n'a pas le droit — et heureusement — de publier des livres attentatoires à la mémoire des juifs », dit-il. On s'est mobilisé contre le protocole des « sages » de Sion et contre les thèses de M. Faurisson. Mais pourquoi l'Occident n'aurait-il pas la même sollicitude pour les musulmans ? »

La montée d'un islam asiatique

La tension créée par cette affaire a soulevé deux phénomènes, relativement nouveaux dans le contexte musulman français : l'émergence d'un islamisme asiatique et d'un islam sectaire, notamment développé par la jeune association La voix de l'islam.

Les Pakistanais étaient plusieurs centaines à la manifestation. Ils n'avaient jamais fait, auparavant, partie d'une telle manifestation. Les responsables généraux parisiens estiment que « s'ils ont bougé, c'est à la suite d'une sensibilisation par un encadrement ».

La communauté pakistanaise est discrète. Elle ne compte en France que quelques quinze mille personnes. A Paris, les Pakistanais sont essentiellement employés dans des conditions très précaires par les ateliers de confection du quartier du Sentier. Ils ont commencé à arriver en France après la fermeture des frontières en Grande-Bretagne. Ils sont sunnites et parlent ourdou, anglais et le français.

Mohammed Bhatti est responsable de l'association Coopération et emploi, fondée en 1983 pour lutter contre le travail clandestin des Pakistanais dans le Sentier. Dans les locaux de la rue du Nil, un portrait de l'ancien président Zia Ul Haq orne celui de M. François Mitterrand. Vendredi dernier, des tracts ont été distribués dans la rue et M. Bhatti a répondu à l'appel. Il se défend d'être khomeiniste. Les Pakistanais, selon lui, sont « contre le livre », mais également « contre le terrorisme ». A voir dans la presse les photos des pancartes signées « Association pakistanaise » et « dénonciation de la mort de Rushdie », il est parfaitement indigné : « Si je trouve ces gens-là, je les emmène à la police ».

Ces Pakistanais, comme d'autres, affirment avoir été déçus. S'ils étaient aussi nombreux dimanche, c'est, affirment les ouvriers du Sentier, qu'ils ont « horde », parce que l'écrivain a vécu à Karachi. Les policiers relient la mobilisation dans cette communauté très fermée à la création récente d'une association 1901 dont le siège se trouve à la mosquée de la rue de Tanger (dix-neuvième arrondissement) : la Mission islamique mondiale.

Décrite par les policiers, comme « peu nombreuse, mais dotée d'un réseau efficace », la Mission islamique est une antenne de la World Islamic Mission, très implantée à Bradford où ont commencé les protestations en Angleterre. Cette association constitue elle-même la branche européenne de l'organisation des Jamaat-e-Islami, fondée en 1941 au Pakistan par Abou'l-ala Maudoudi, mort en 1979, qui a fourni de nombreux cadres au régime islamique du général-président Zia.

CORINE LESNES
et HENRI TINGO.

M. Chirac renvoie dos à dos les auteurs d'appels au meurtre et Salman Rushdie

M. Jacques Chirac s'est déclaré « outré » par les images de la manifestation des intégristes musulmans, dimanche à Paris. Il n'a pas moins réuni dans l'opprobre ceux qui appellent au meurtre et l'auteur du livre *Les Versets sataniques*.

Le maire de Paris, qui répondait mardi 28 février aux journalistes de l'Association de la presse municipale parisienne, a déclaré : « Je ne confonds pas les musulmans et les fanatiques, mais je m'imagine pas qu'on accepte à Paris des émeutes qui appellent au meurtre. S'ils sont français, ils doivent être poursuivis, et s'ils sont étrangers, ils doivent être expulsés. Les étrangers, lorsqu'ils sont sur notre sol, doivent respecter nos lois, et l'on ne peut tolérer des appels au meurtre dans la capitale des droits de l'homme ». Le gouvernement, a-t-il ajouté, « a réagi fermement, mais j'attends qu'il persévère dans la fermeté et pas seulement en paroles ».

M. Jacques Chirac a eu des mots très durs à l'égard de Salman Rushdie, affirmant qu'il n'a « aucune estime pour lui ni pour les gens qui utilisent le blasphème pour se faire passer pour des sages ». Je ne peux pas mes mots — qui s'appellent Scorsese, l'auteur d'un roman, *La Dernière tentation du Christ*. Quand on déchaîne l'irrationnel, il ne faut pas s'étonner de la suite des choses. Je ne réclame pas la censure, mais le viol des consciences est inadmissible ».

A la question de savoir ce qu'il pense du fait que les manifestants

condamnent un livre qu'ils n'ont pas lu, l'ancien premier ministre a répondu qu'il trouve cette question « ridicule », car « l'on n'a aucun droit de juger les gens qui se sentent blessés dans ce qu'ils ont de sacré par ce qu'on leur a dit de ce livre ».

M. Joxe : pas question d'interdire « les Versets sataniques »

Dans une intervention mardi à Radio-Orléans, M. Joxe, ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il n'est « pas question d'interdire les Versets sataniques pour délit d'idées ». « La France est un pays laïc. Il y a, en France, beaucoup de gens qui n'ont pas de religion, qui ne peuvent accepter l'idée qu'autour de questions ne les concernent pas il y ait des menaces de violence. C'est inacceptable », a-t-il affirmé.

« Je ne suis ni catholique ni musulman. J'ai pu comprendre que des catholiques aient été choqués par le film de Martin Scorsese. Je comprends le trouble et l'inquiétude des musulmans de France de voir qu'autour de cette affaire en est née une autre, qui verrait se dresser des hommes les uns contre les autres à cause d'une affaire qui relève avant tout de la politique intérieure française », a poursuivi le ministre de l'Intérieur. « Ceux dont la foi religieuse est sincère, et fondée sur des convictions personnelles, ne peuvent sentir leur foi, selon moi, atteinte par une œuvre d'art », a-t-il dit.

A propos du terrorisme, il a indiqué avoir été « obligé de prendre certaines mesures de protection », ajoutant qu'il ne savait pas si « il y avait des risques sérieux » d'attentats.

Dans la soirée, interrogé sur TF 1, M. Joxe a encore précisé que, « d'après les observations de la police, ce sont quelques étrangers » qui ont lancé des appels au meurtre lors de la manifestation anti-Rushdie, dimanche, à Paris. Evoquant d'éventuelles sanctions, il a ajouté que « les décisions qui pourraient être prises se feraient par la justice ».

M. Fabius ajourne un voyage au Pakistan

M. Laurent Fabius, le président de l'Assemblée nationale, a décidé, d'autre part, de reporter à une date ultérieure son voyage prévu dans un mois au Pakistan, à l'occasion d'un porte-parole de la présidence. Selon plusieurs sources, M. Fabius, qui avait qualifié l'imam Khomeiny d'« assassin », dimanche, lors d'une émission de télévision, a fait l'objet de menaces très précises contre sa personne, et sa sécurité personnelle a été renforcée. Officiellement, le président de l'Assemblée a pris sa décision pour des raisons de calendrier. La campagne des intégristes musulmans contre les *Versets sataniques* était partie d'Inde et du Pakistan.

L'HISTOIRE
D'OU VIENT LA NOBLESSE FRANÇAISE
par Jean Flori

PORTRAIT: FRANCOIS FURET
par Jean-Maurice de Montremy

MARIE-LOUISE D'ESPAGNE, LA REINE STERILE
par Arlette Lebigre

STALINE SOUS GORBATCHEV
par Jean-Jacques Marie

CICÉRON ET LA CORRUPTION À ROME : LE PROCÈS DE VERRES
par Catherine Solles

UN SIÈCLE D'INFLATION
par Jean-Charles Assélin

ETC.

N° 120
28F
mars 1989

Proche-Orient

ISRAËL

Les municipales ont confirmé le lent virage à droite de l'électorat

Forte avancée du Likoud et tassement des travaillistes : les élections municipales israéliennes ont confirmé, mardi 28 février, un lent mais constant virage de l'électorat vers la droite, la seule surprise du scrutin étant la percée des islamistes dans le secteur arabe.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Ce n'est sans doute pas le « raz de marée » annoncé par le Likoud, mais le parti du premier ministre, M. Itzhak Shamir, sort bel et bien renforcé des élections municipales, consultation tenue qui a laissé indifférents une bonne partie des Israéliens. Le taux de participation n'a pas dépassé les 48 % (comme lors des dernières municipales en 1983).

Il y a une logique dans le comportement de l'électorat. Depuis 1977, date de la victoire de M. Menachem Begin, le Likoud fait au moins jeu égal avec les travaillistes au niveau national. Les élections législatives de novembre dernier avaient laissé les deux formations coude à coude.

Mais le parti de M. Shimon Peres maintenait un net avantage local : dans bien des villes où la droite était majoritaire aux législatives, les travaillistes conservaient la mairie. C'est cet ultime bastion d'un pouvoir travailliste longtemps écrasant qui vient d'être entamé, sinon définitivement réduit. L'évolution conforte le Likoud dans son image de « solide parti de gouvernement », un profil politique dont les travaillistes ont longtemps eu le monopole.

M. Shamir dira qu'il a gagné son pari. Il voulait faire de ces élections un test politique majeur « à la signification nationale et même internationale », un sondage censé prouver que « l'humeur du pays » était plus en faveur du Likoud que des travaillistes, c'est-à-dire, selon ses propres termes, opposée à tout dialogue avec l'Olp et au principe d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient. Chez les travaillistes, la grogne monte contre une direction incapable d'écarter un mouvement d'érosion qui se confirme de consultation en consultation.

« C'est dur à encaisser », disait M. Uri Baran, ancien secrétaire général du Parti travailliste. Sa formation perd — au profit du Likoud — des villes importantes comme Petah-Tikva, Beersheba, Ashdod, Ramat-Gan, et même un bastion ouvrier comme Holon. Mais Haïfa — cible privilégiée du Likoud — paraît devoir rester aux mains des travaillistes. A Tel-Aviv, le Likoud renforce son assise : le maire, M. Shlomo Lahat — incarnation très personnelle du Likoud, car il est une « colombe » — est confortablement réélu.

Percée islamiste

Le maire de Jérusalem, M. Teddy Kolek, a, lui aussi, été réélu, mais, pour la première fois depuis vingt et un ans, sa liste perd la majorité au conseil municipal. La raison en est claire : les 15 % à 18 % de l'électorat arabe qui se prononçaient traditionnellement en sa faveur ne sont pas allés voter, ou presque pas, obéissant ainsi aux directives — accompagnées de lourdes et explicites menaces — de la direction unifiée du soulèvement palestinien, qui représente l'Olp, et voulait un boycottage complet du scrutin à Jérusalem.

La ville en ressort plus que jamais « coupée en deux » — secteur arabe, secteur juif —. M. Kolek perdant les deux ou trois sièges qui assuraient à sa liste la majorité. Humiliation certaine pour ce laïc convaincu, il devra composer avec les partis religieux orthodoxes qui s'installent en force au conseil municipal (1).

Dans les localités arabes israéliennes de Galilée où l'on a, comme de coutume, massivement voté, la surprise est venue des islamistes. Ils obtiennent une victoire écrasante à Um-el-Fahm, trente mille habitants, deuxième ville arabe de la région, traditionnellement place forte des communistes.

Ailleurs, ces derniers paraissent devoir conserver leurs positions dominantes, notamment à Nazareth. Mais là aussi le mouvement islamiste fait une entrée remarquée au conseil municipal.

ALAIN FRACHON.

(1) Lors de ce scrutin, les électeurs sont appelés à voter séparément pour le maire puis pour le conseil municipal.

(Suite de la première page.)

En fait de procès, il s'agissait de pressions pour faire abjurer le prévenu, l'humilier et l'amener à se repentir. Les séances de ce curieux tribunal qui se déroulaient dans une des pièces de la prison, surnommée la « salle de humilité », se résument à une série de questions auxquelles l'accusé tenait à répondre par oui ou non s'il tenait à rester en vie. On lui demandait successivement : « Êtes-vous toujours fidèle aux Moudjahidines ? », « Souhaitez-vous vous repentir ? », « Êtes-vous prêts à prêter à la télévision pour faire acte de contrition ? A aller au front ? » et « éventuellement sur les champs de mines ? ». Une seule réponse négative dans ce sinistre jeu du chat et de la souris mettait fin au procès et valait au détenu réadmission à l'exécution immédiate. Dernière et suprême épreuve : le moudjahidin théoriquement gracié à force de reniements successifs devait se déclarer prêt à espionner ses anciens compagnons sous peine de voir sa grâce remise en question. On cite les cas de jeunes moudjahidines exécutés alors qu'ils avaient été condamnés à la mort environ huit ans, à l'âge de douze ou quatorze ans, à diverses peines de prison pour avoir participé à des manifestations sur la voie publique.

Cette même procédure expéditive a été appliquée aux détenus communistes du Toudéh, aux fidèles marxistes et aux autres éléments de gauche. Au total, on estime à environ deux mille cinq cents le nombre de moudjahidines exécutés entre la fin de la guerre avec l'Irak et les cérémonies du dixième anniversaire de la révolution, et à environ quatre cents ceux des détenus appartenant aux autres groupements de l'opposition.

● LEBAN : deux tués et vingt-sept blessés dans un raid israélien au sud de Beyrouth. — Deux combattants palestiniens ont été tués et un enfant, blessé lors d'un raid israélien, mardi 28 février, sur une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawatmeh dans la montagne druze, au sud de Beyrouth. A Jérusalem, un porte-parole militaire a confirmé ce raid, ajoutant que l'objectif visé était le quartier général du FDLP et servait de base pour des attaques contre Israël et la « zone de sécurité ». — (AFP.)

● LEBAN : deux tués et vingt-sept blessés dans un raid israélien au sud de Beyrouth. — Deux combattants palestiniens ont été tués et un enfant, blessé lors d'un raid israélien, mardi 28 février, sur une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), de M. Nayef Hawatmeh dans la montagne druze, au sud de Beyrouth. A Jérusalem, un porte-parole militaire a confirmé ce raid, ajoutant que l'objectif visé était le quartier général du FDLP et servait de base pour des attaques contre Israël et la « zone de sécurité ». — (AFP.)

Iran : la libéralisation avortée

Quel était l'objectif de cette campagne de terreur déclenchée alors qu'on commençait à parler en haut lieu de libéralisation politique et d'amnistie générale afin d'inciter les exilés iraniens à retourner au pays pour participer à l'entreprise de reconstruction ? Placés subitement face aux nécessités de la paix, les autorités iraniennes réalisaient que leur pays avait un besoin désespéré de ces techniciens qualifiés qui, par centaines de milliers, avaient fui l'Iran pour échapper aux rigueurs du régime islamique et à la conscription. Ce problème avait fait à l'époque l'objet de vifs débats.

« Ayez peur d'Allah »

En octobre 1988, M. Rafsanjani avait, du haut de la tribune de la prière du vendredi, lancé un appel aux émigrés pour qu'ils mettent fin à leur exil tout en invitant les autorités à faire preuve de plus de souplesse et de moins de « sectarisme révolutionnaire » pour faciliter le « retour au bercail ». Cet appel fut repris par le ministre de l'intérieur Ali Akbar Mohtachemi, un des chefs de file de la ligne radicale, qui affirmait que « la République islamique devait préparer le terrain pour le retour de ses nombreux enfants possédant de bonnes qualifications scientifiques, techniques et administratives ». Le président de la Cour suprême, M. Mousavi Ardebili, directement impliqué dans les exécutions sommaires, renchérissait en soulignant que « ceux qui accepteraient de rentrer pourraient être sûrs que les maux dont ils se plaignaient — la répression et l'intégrisme — n'existent pas aujourd'hui et, à Dieu ne plaise, n'existeront jamais ».

Rares ont été pourtant ceux qui ont répondu aux chants de sirènes des ayatollahs. La réticence des exilés est d'autant plus compréhensible que, malgré les assurances prodiguées par les autorités, certains journaux ne se privaient pas alors de dénoncer les exilés, les qualifiant de « pilliers des biens du peuple », de « pions de l'ancien régime des tayloristes qui retourneront au pays les uns après les autres et pousseront l'outrecuidance jusqu'à mettre en jugement la révolution iranienne ».

« En réalité, affirme un intellectuel désemparé, [les dirigeants] ne pensent pas aujourd'hui à être démocrates. Ce n'est pas dans

leur vraie nature. » Le pouvoir est partagé sur le problème de la libéralisation, comme sur tant d'autres. Certains des religieux, dont l'ayatollah Montazeri, y sont favorables. D'autres pensent que, au contraire, il faut d'abord liquider physiquement tous les opposants dangereux, avant d'annoncer une politique de libéralisation graduelle et contrôlée. Tel serait le point de vue de l'imam et de son fils Ahmed. On prête à ce dernier cette phrase terrible : « Staline a bien liquidé son opposition. Ce qu'il a fait, nous pouvons le faire aussi ».

L'ayatollah Montazeri a tout fait pour empêcher les exécutions et a adressé plusieurs suppliques au « Guide de la révolution », dans lesquelles il affirmait que ces mises à mort étaient « contraires à l'islam, à la Constitution et aux intérêts de la République islamique », ajoutant : « Ayez peur d'Allah et ne faites pas le jeu des ennemis intérieurs et extérieurs de l'Iran ». Peine perdue. L'imam a même rejeté une requête de son successeur désigné suggérant que les peines de mort soient prononcées à l'unanimité et non à la majorité des trois membres chargés de juger les prisonniers.

Dans ces conditions, l'amnistie générale annoncée en février demeure plus qu'ambiguë : les quelques quatre mille prisonniers qui, jusqu'à présent, en ont bénéficié ont été obligés au préalable de se repentir et de renier toutes leurs convictions. Seule différence avec ce qui se passait il y a encore quelques semaines : ceux qui ont refusé de faire amende honorable n'ont pas été exécutés sur-le-champ, mais il n'est pas exclu qu'ils le soient dans le futur. Combien resteront encore en prison après le 20 mars (le nouvel an iranien), date limite fixée pour les libérations ? Nul ne peut l'affirmer et personne ne croit au communiqué officiel affirmant que seuls neuf cents « criminels irréductibles » seront maintenus en détention. Il semblerait même que les libérations des prisonniers politiques ont été suspendues à la suite de l'affaire Salman Rushdie.

Même confusion en ce qui concerne la promesse d'autoriser certains partis politiques. Dans ce domaine également il existe de profondes divergences au sein des dirigeants. Le ministre de l'intérieur, M. Mohtachemi, souhaiterait la mise en application de la loi sur les partis de 1981 qui comporte déjà de sévères limitations.

Le ministre des renseignements, M. Reychabari, le patron de la Savama, semble pour sa part vouloir multiplier les contrôles au point de faire des partis autorisés de simples et dociles appendices du régime. Plusieurs membres du Mouvement de libération de l'Iran (MLI) dirigé par M. Bazargan ont été récemment convoqués à la prison d'Evine et placés devant le choix de quitter le MLI ou d'accepter de devenir des « informateurs » de la Savama.

M. Bazargan la « bête noire »

Le récent message de l'imam Khomeiny (le Monde du 24 février) assumant le MLI à un « groupe qui n'a pas une idée pure de l'islam » augure mal de l'avenir. Avant même le récent durcissement, on affirmait à Téhéran que l'autorisation des partis serait probablement ajournée au lendemain de l'élection présidentielle d'août pour faire obstacle à une éventuelle candidature de M. Bazargan. On estime maintenant que le problème de l'autorisation des partis a été ajourné aux calendes grecques.

M. Bazargan demeure toujours la « bête noire » de ceux qui sont opposés à toute mesure de libéralisation, même symbolique. Les autorités ont tout fait pour empêcher que la lumière soit faite sur les circonstances de l'assassinat en novembre dernier de l'ancien ministre de la santé du premier gouvernement de la République islamique, le docteur Kazem Sami, proche ami de M. Bazargan et qui constituait le trait d'union entre l'ayatollah Montazeri et les libéraux qui gravitent autour du MLI. Nul ne croit au scénario officiel, laborieusement mis au point par les autorités après un mois d'explications contradictoires, et qui impute le crime à un « déséquilibre ». Le « déséquilibre » en question, toujours selon cette version, se serait suicidé au moment où il allait être arrêté.

Le crime, organisé probablement par certains groupements fascistes proches du régime, était d'autant plus embarrassant pour les autorités qu'il avait été commis dans des circonstances d'une extrême sauvagerie : l'assassin s'acharnant à percuter contre le crâne de sa victime. Un message transparent à l'adresse des libéraux : « Ne pensez pas mal et tenez-vous tranquilles ».

JEAN GUEYRAS.

Afrique

ALGÉRIE : après des déclarations d'intégristes

Des intellectuels s'inquiètent de la « montée des intolérances »

Alger. — Près de deux cents intellectuels algériens ont signé une déclaration dans laquelle ils « s'inquiètent vivement de la montée des intolérances ». Ce texte, qui vise clairement les intégristes islamistes, même s'il ne les cite pas, appelle « à bannir toute hégémonie et toute exclusivité idéologique, politique ou culturelle ». Faisant allusion aux déclarations des animateurs du courant intégriste à propos des femmes qui doivent « rester chez elles », les intellectuels se demandent s'il faut accepter que les femmes « soient reléguées au statut de recluses et de mineures ».

Les signataires, parfois renommés, sont des universitaires, enseignants, avocats, médecins, journalistes, artistes, écrivains, cinéastes, etc. La semaine dernière, le Mouvement des journalistes algériens (autonome) s'était inquiété du « boycottage lancé par certains appareils cléricaux à caractère paramilitaire ». Selon le MJA, les femmes et les jeunes sont « la cible privilégiée de ce processus ».

Plusieurs animateurs du courant intégriste, en particulier les fondateurs du Front islamique du Salut, se sont dit favorables au pluralisme, mais uniquement « dans le cadre de l'islam ». Ils se déclarent hostiles à toute mixité et déplorent les « calamités morales ». L'un d'eux, Cheikh Benazou, a récemment condamné la « dépravation » des mœurs, citant « la femme qui ne se cache plus et étale aux yeux de tout le monde son corps maigrit et nu ». Le même prédicateur avait aussi déploré « la consommation du vin devenu illégitime, la mixité dans les écoles, les lycées et les universités qui ont eu pour conséquence la prolifération des bâtardeaux ».

Fronde

à « el Moudjahid »

D'autre part, la majorité des journalistes du quotidien *el Moudjahid* ont décidé de cesser d'écrire à partir de samedi si des « changements notables » n'interviennent pas avant cette date, selon un communiqué des « délégués d'organe » du journal.

Face au « constat de censure » dressé en assemblée générale, les journalistes du quotidien ayant le plus fort tirage du pays (plus de trois cent cinquante mille exemplaires) ont décidé dans un premier temps de ne plus signer leurs articles. Dans un texte expliquant « pourquoi les journalistes d'*el Moudjahid* ont décidé de ne plus écrire », la rédaction rappelle qu'elle a attiré l'attention à maintes reprises sur la situation du journal, en particulier dans un rapport très argumenté intitulé « Qui a intérêt à un journal muet ? ».

Les journalistes, citant plusieurs exemples d'une information « indi-

gente et indigeste », dénoncent « l'insupportable antinomie qu'il y a à maintenir dans le premier quotidien du pays une gestion rédactionnelle totalement désuète, absolument dépassée ».

Enfin, ils protestent contre un article publié le 13 février sous le titre « La vocation d'*el Moudjahid* et signé du directeur général du journal, M. Mouradine Nait-Mazi, selon lequel le quotidien est le « patrimoine » du FLN. *El Moudjahid*, écrivait M. Nait-Mazi, ne saurait être une « auberge espagnole », un « pot-pourri de sensibilités attachées à se neutraliser les uns les autres ».

Pour sa part, le quotidien du soir en langue arabe *el Massa* rapporte que la ville de Bordj-Ménail, à quelque 70 km à l'est d'Alger, a connu dimanche et lundi, de violentes manifestations au cours desquelles population et forces de l'ordre se sont affrontées à coups de pierres et de grenades lacrymogènes.

L'affaire avait commencé lorsque le maire de la ville a pris la décision de reloger dans un immeuble neuf, dix-huit familles habitant des bidonvilles. Cette décision, selon le maire cité par *el Massa*, n'a pas plu aux autorités wilayales (préfecturales), lesquelles ont fait appel aux forces de l'ordre pour l'évacuation des logements distribués. La population s'est solidarisée avec les expulsés. Une « marche pacifique » a été entamée en leur faveur et en signe de soutien qu'un maire algérien obtient un soutien aussi ferme de la population de sa commune, depuis les événements d'octobre. Tous les mouvements de contestation qui ont eu lieu depuis cette date dans les communes ont été au contraire dirigés contre le maire. — (AFP.)

BÉNIN

Quatre condamnations dans un procès de comploteurs

COTONOU correspondance

La Cour de sûreté de l'Etat a prononcé son jugement lundi 27 février à l'encontre des quatre inculpés dans un complot contre le président Kérékou en juin 1988. Le capitaine Abdourahmane Amadou et le ressortissant mauritanien Ahmed Kadi Youba ont été condamnés à vingt ans de détention, le capitaine Séidou Fousseini Gomina à dix ans de réclusion et Hama Bilo Soumaila à cinq ans de prison. La Cour de sûreté de l'Etat, créée en septembre de l'année dernière, ne s'est pas prononcée sur le cinquième accusé, en fuite à l'étranger, M. Douroussimi Moudachiro, impliqué également dans un trafic de drogue et d'armes. Les deux officiers proches du président l'un était son aide de camp et l'autre responsable des services de sécurité et de renseignement, avaient envisagé d'éliminer Mathieu Kérékou, grâce à l'appui de deux marabouts chargés de les protéger dans leur action.

Les quatre inculpés et les témoins entendus à la barre ont tous mis en cause M. Moutapha Abousettia, l'ancien ambassadeur de Libye au Bénin. Ce dernier avait précipitamment quitté le pays une semaine après l'arrestation des comploteurs. Selon le capitaine Alexis Babalao, celui qui avait « vendu la mèche » au ministre de l'intérieur, d'autres putschs étaient en préparation avec le soutien direct de la Libye. Le marabout mauritanien, Ahmed Kadi Youba a nié toute participation au complot. Il a admis toutefois qu'il connaissait très bien le colonel Kadhaï, ainsi que de nombreux chefs d'Etat africains.

Ce procès, qui avait débuté le 13 février, s'est déroulé dans une

transparence inhabituelle. Le public, admis aux audiences, a souvent pris fait et cause pour les conjurés. La salle du tribunal a applaudi l'inculpé du complot au moment de sa première audition : l'accusé s'était lancé dans un réquisitoire sévère contre le régime et l'échec de sa politique économique.

Actuellement, les dernières négociations avec le FMI et la Banque mondiale s'achèvent à Cotonou. Selon le représentant de la Banque mondiale, le Bénin a besoin de 60 milliards de francs CFA (1,2 milliard de francs français). La crise économique est à l'origine d'une agitation sociale. A l'heure actuelle, les fonctionnaires réclament quatre mois d'arriérés de salaires et les étudiants n'ont toujours pas repris les cours à l'université.

ROBERT MINANGOU.

(Publicité)

CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires en vente et en location

C'est une exclusivité du Monde :

« La Sélection des Institutions »

SIERRA LEONE

Ambassadeurs en colère

Freetown. — Six ambassadeurs de la Sierra Leone ont protesté le dimanche 26 février contre le non-versement de leurs émoluments depuis huit mois et d'embarrassantes conditions de travail.

« Notre position en tant que diplomates est délicate, car même notre personnel n'est pas payé. (...) L'incapacité de régler des factures a conduit au pourcentage d'embarrasantes coupures de gaz, de téléphone et même d'électricité », a expliqué l'un des six intéressés à la presse.

Les six — en poste aux Etats-Unis, en Belgique, en Allemagne fédérale, au Nigeria, au Libéria et en Chine — ont regagné Freetown pour faire part de leurs doléances au ministre des finances.

Mme Mariam Kamara, ambassadrice à Bruxelles, a affirmé que les membres de son personnel devaient rentrer et partir de chez eux à la sauvette la nuit de crainte d'une rencontre gênante avec le propriétaire. — (Reuters.)

(Publicité)

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE MAROCAINE À ARABIES

Filial se livre à un large tour d'horizon : règlement du conflit saharien, coopération avec l'Algérie, privatisation, bataille pour la paix israélo-arabe...

Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

(Publicité)

Rectificatif concernant l'annonce « PALESTINE » publiée par l'Association Médicale Franco-Palestienne dans le Monde du 23 daté 24 février 1989. Il fallait lire au dernier paragraphe : « Pour vous joindre à cet appel, écrivez à :

A.M.F.P.
14, rue de Nanterre
75015 PARIS

Amériques

ÉTATS-UNIS

Dans l'affaire Tower, le président américain prend le risque d'une défaite devant le Sénat

WASHINGTON
de notre correspondant

Les jeux sont faits, et la traditionnelle lune de miel entre un nouveau président et le Congrès est terminée. M. George Bush a décidé de livrer bataille, jusqu'au bout, et en prenant à témoin le public américain, pour obtenir la confirmation de la commission des forces armées, qui s'étaient tous prononcés, le 23 février, contre M. Tower. M. Bush et les siens marchent au combat non seulement avec

même pourrait être retardé de plusieurs jours, sans doute jusqu'à la semaine prochaine.

Dé leur côté, les démocrates affirment, un air navré mais fourbissant leurs armes... Ils veulent la bague, mais le président va subir une défaite douloureuse... a déclaré mardi soir l'un des onze membres démocrates de la commission des forces armées, qui s'étaient tous prononcés, le 23 février, contre M. Tower. M. Bush et les siens marchent au combat non seulement avec

dans cette affaire, et c'est pourquoi le président a préféré accepter l'épreuve de force, quitte à la perdre, plutôt que de baisser pavillon devant le Congrès.

Injuste

Certes, la fidélité personnelle de M. Bush envers M. Tower joue un rôle dans l'attitude du président, de même que son souci d'équité : M. Bush, et les leaders républicains à sa suite, ont dit et redit que M. Tower était traité de manière



Pininfarini du nombre (leurs adversaires contrôlent solidement le Sénat), mais apparemment sans un clair soutien de l'opinion publique, qui avait si souvent consacré l'anneau de Ronald Reagan.

Selon un sondage de la chaîne ABC et de Washington Post, 50 % des Américains (contre 42 % de désapprobation) le choix de M. Tower. Mais les mêmes « sondés » n'estiment pas que son gâté supposé pour l'alcool le disqualifie pour autant (M. Tower a d'ailleurs solennellement juré une abstinence totale en cas de confirmation), et surtout l'opinion dans son ensemble approuve pour l'instant massivement le comportement de M. Bush en son débat de mandat. Or c'est bien M. Bush lui-même qui est de toute évidence visé

injuste, condamné sur la foi de rumeurs auxquelles les enquêtes du FBI n'ont pu apporter le moindre fondement. Mais surtout M. Bush, qui a pourtant, depuis l'élection, fait les plus grands efforts pour être aimé et concilier à l'égard du Congrès, semble décidé à marquer une limite et à faire comprendre aux élus et à l'opinion qu'il entend être un président à part entière et ne pas se laisser marcher sur les pieds.

C'est sans doute d'autant plus nécessaire pour lui qu'après un assez bon départ, il traverse actuellement une passe assez difficile. Les indicateurs économiques (reprise de l'inflation, tassement de la croissance) rendent de plus en plus improbables les prévisions budgétaires ; le processus de nomination des responsables traite en longueur (même si quelques postes vacants

ont enfin été pourvus jeudi au département d'État) ; sur nombre de questions majeures, en particulier en politique étrangère, la nouvelle administration multiplie les réponses vagues ou dilatoires, s'abrite derrière la nécessité de réfléchir, ce qui fait resurgir le vieux soupçon qui a toujours pesé sur M. Bush : celui de n'avoir pas d'idées très arrêtées.

Bref, le navire tangué un peu, et M. Bush se doit de faire sentir qu'il tient fermement la barre. L'affaire Tower, aussi mal engagée qu'elle puisse être, lui en donne l'occasion, et dans l'épreuve M. Bush peut compter sur le soutien de ceux qu'inquiètent ou irritent les prétentions croissantes du Congrès à dicter, en tous domaines, sa volonté au chef de l'exécutif.

Le premier visé est naturellement le président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn, dont la réputation de fair play et de modération est de plus mise en doute : bien des commentateurs estiment que s'il met tant d'acharnement à vouloir écarter M. Tower, c'est parce que ce dernier, qui a passé plus de vingt ans au Sénat et a exercé les fonctions de M. Nunn, connaît trop bien les ficelles et serait un adversaire trop redoutable pour des élus qui ont l'habitude d'imposer leurs petites volontés, et parfois leurs grandes, au Pentagone.

Le *Wall Street Journal*, qui depuis des semaines n'a cessé de tourner contre les prétentions de M. Nunn, s'est laissé aller mardi à une petite perfidie : il a publié un très ancien article d'un journal d'Atlanta relatant un épisode vieux de vingt-cinq ans : un certain Sam Nunn, après une soirée très arrosée, avait heurté une voiture en stationnement, omis de s'arrêter, et terminé ses équipées dans un fossé... Comme quoi personne n'est parfait, ni toujours sobre. Le *New York Times* s'est prononcé, lui, contre la confirmation de M. Tower, et souhaitait que, dans l'intérêt du président, l'incident restât sans conséquence. Il en est moins que jamais question. Tout est en place pour une belle empoignade, dont l'issue pourrait être fort importante pour la suite de la présidence Bush.

JAN KRAUZE.

La dynastie Daley s'apprête à reconquérir la mairie de Chicago

En remportant, mardi 28 février, la primaire démocrate de Chicago en vue de l'élection municipale du 4 avril prochain, Richard Daley Jr., qui a eu raison du maire noir sortant, Eugene Sawyer, a pris une sérieuse option pour succéder à son père, le légendaire Richard Daley, qui fut pendant plus de vingt ans le « boss » de la ville.

A quarante-six ans, « Richie » Daley, que ses amis surnomment déjà « Richard II », et ses ennemis « Little Big Boss », va-t-il réussir à s'installer en avril sur le trône municipal, dont seule une fatale crise cardiaque en 1976 réussit à déloger son père après vingt et un ans de règne houleux, mais absolu ? Dans cette cité ouverte à tous les vents (Windy City) où les immigrants italiens ont implanté le sens de la combinaison et la Mafia celui des rapports de forces bien compris, rien n'est encore joué. D'autant que le climat racial toujours un peu lourd dans une communauté composée à 49 % de Blancs, 42 % de Noirs et 9 % d'Hispaniques est venu ces dernières années troubler les rouages de la machine démocratique (et irlandaise) mise en place par Richard Daley père. Ce « faiseur de présidents », comme on l'appelait, à qui John Kennedy entre autres, dut une fière chandelle lors de son élection en 1960 : en partie grâce à la « persuasion » des hommes de Daley, il s'adjugea d'extrême justesse le vote de l'Illinois.

C'est ce climat de tension raciale autant que l'affaiblissement de la « machine » qui avait ainsi permis l'élection « historique » d'un Noir à la mairie en 1983 : Harold Washington. Autant de raisons qui, certes, mais surtout populaires, le charismatique Washington allait devenir, en beaucoup plus ouvert, une sorte de Daley noir. Et les libéraux blancs réformistes se rangèrent sous sa bannière, délaissant du même coup les visages du passé — dont « Richie » Daley, d'ailleurs, s'étant présenté aux primaires démocrates, fut balayé par Washington.

A la mort de ce deuxième homme fort, en novembre 1987, la guerre de succession allait prendre un tour plus violent encore, faisant de la cité des vents celle de toutes les turbulences raciales et politiques. Et, outre de jeu, le nouveau maire noir Eugene Sawyer, imposé par une majorité de conseillers municipaux blancs pour

finir le mandat interrompu de Harold Washington, en dépit des succès désignés par ce dernier, faisait figure d'« Omelette Tom » auprès d'une communauté noire frustrée. Enfin, le peu d'empressement de M. Sawyer à se séparer d'un conseiller municipal connu pour ses propos antisémites (le *Monde* du 8 septembre 1988) allait signer son arrêt de mort politique : la vieille coalition entre Noirs et libéraux blancs (parmi lesquels les Juifs sont très nombreux) s'effritait peu à peu. De fait, d'après les premiers chiffres, beaucoup de Noirs n'ont pas participé au vote mardi.

Est-ce à dire que la victoire de « Richie » Daley est surtout la défaite du maire infirmier sortant ? Pas seulement. Et les sous-entendus tenus de racisme de la campagne ont sans doute porté, même si Daley Jr. se défend d'avoir jamais dit publiquement que « Chicago avait besoin d'un maire Blanc après sept ans d'une municipalité noire ». Ensuite, « Richie » bien qu'il soit de l'avis général un pilier orateur (on l'appelle aussi « Monsieur Je-ca-fouille ») sait admirablement se servir de son nom. Il va ainsi jusqu'à rouler dans une voiture portant comme numéro minéralogique le nombre exact des voix obtenues par son père lors de sa première élection en 1955. Enfin, la promesse de « pacifier » un conseil municipal plus divisé que les phalanges de Beyrouth a rassuré ses mêmes libéraux blancs qui ont déserté Sawyer, tandis que celle d'imposer la loi et l'ordre dans une ville dévastée par les gangs et une criminalité grandissante a rassuré les plus conservateurs.

Il reste que « Richie » n'est pas, semble-t-il, un « aigle » (il aurait été recalé à son examen du barreau), et surtout que la route est longue d'ici au 4 avril, même si les vestiges de la « machine » peuvent s'avérer utiles. Les candidatures ne sont pas encore définitives, mais en face de lui l'adversaire aura à qui parler. En la personne de deux chevaux de retour qui ont tout deux des comptes à régler : le Noir Timothy Evans (qui figurait parmi les héritiers frustrés de Harold Washington) qui se présentera sous l'étiquette indépendante, et « Fast Eddie » Vrdoljak, l'ancien opposant malheureux de Washington aux primaires démocrates de 1983, qui prendra les couleurs républicaines. La « Restauration » devra-t-elle une fois de plus passer par la terreur ?

M.-C. D.

A TRAVERS LE MONDE

RDA

Le chef d'une manufacture d'Etat passe à l'Ouest

M. Reinhold Fichte, quarante-sept ans, chef de la célèbre manufacture d'Etat de porcelaines de Meissen, en RDA, est passé à l'Ouest, à l'occasion d'un voyage d'affaires à la Foire de Francfort mi-février, cédant ainsi aux charmes d'une jeune Allemande de l'Ouest dont il avait fait la connaissance lors d'un de ses fréquents séjours en RFA. M. Fichte, originaire de Dresde, était l'un des plus importantes figures de l'économie est-allemande.

Il était l'un des rares chefs d'entreprise est-allemand, et, à ce titre, il avait toute latitude pour voyager à l'Ouest. Il avait été pressenti comme candidat possible au bureau politique du parti. La manufacture qu'il dirigeait, fondée en 1709 et dont l'emblème aux deux épées croisées est renommé dans le monde entier, vend la moitié de sa production en RFA (136 millions de francs). Elle représente une source précieuse de devises pour la RDA, même si son fonctionnement est peu conforme aux normes communistes : on y produit des objets de luxe et les salariés sont rétribués à la pièce.

Tchécoslovaquie

Changements à la tête de l'Union des écrivains

M. Miroslav Valek, ministre de la culture slovaque de 1968 à décembre 1988, a été élu président de l'Union des écrivains tchécoslovaques, mardi 28 février, a annoncé l'agence CTK.

M. Valek, soixante-sept ans, avait démissionné en décembre dernier de son poste ministériel pour s'occuper de fonctions excessives. Il s'était fait remarquer par un appel à plus de tolérance politique en Tchécoslovaquie, dans un article publié en novembre par l'organe officiel *Rude Pravo*. M. Valek y critiquait notamment les « purges » opérées au sein du parti, à la suite du « printemps de

Prague » de 1968. Son prédécesseur à la tête de l'Union des écrivains, M. Jan Kozak, démissionnaire pour « raisons de santé », était généralement considéré comme ayant des vues politiques plus « orthodoxes ».

Par ailleurs, M. Augustin Navrátil, dissident catholique, a quitté la semaine dernière l'hôpital psychiatrique dans lequel il avait été interné en octobre dernier, à son anniversaire, 28 février, à Vienne. M. Navrátil était l'auteur d'une pétition en faveur de la liberté de culte, qui avait recueilli plus de six cent mille signatures. — (AFP, Reuters.)

Zaire

Brutale répression de manifestations étudiantes

Kinshasa. — Le gouvernement zairois a reconnu, mardi 28 février, qu'un étudiant avait été tué par balle lors de manifestations qui ont eu lieu le week-end dernier à Lubumbashi, tout en précisant que l'officier qui commandait la troupe avait été arrêté, « car il n'avait reçu aucune instruction pour tuer ».

Lundi, des sources concordantes et dignes de foi à Kinshasa avaient fait état de quatre étudiants tués et d'au moins deux autres blessés lors de manifestations provoquées par la découverte du corps d'un élève non loin d'un camp militaire.

De son côté, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, parti d'opposition interdit) avait affirmé mardi, à Bruxelles, que trente-huit personnes avaient été tuées et trois cents autres blessées à la suite de l'intervention des forces de l'ordre.

Dans un communiqué officiel, le gouvernement zairois « dément catégoriquement » qu'il y ait eu des morts lors d'autres incidents survenus cette fois à Kinshasa à la suite desquels l'université et certains instituts d'enseignement supérieur de la capitale ont été fermés.

« Nous reconnaissons qu'il y a eu des tirs en l'air qui se sont conformés aux règlements en matière de maintien de l'ordre public », précise le gouvernement, selon qui ces actions ont « donné lieu à la diffusion de fausses informations ». — (AFP.)

VENEZUELA : après de violentes émeutes

Le chef de l'Etat a suspendu les garanties constitutionnelles

Caracas. — « Les pires émeutes depuis celles qui avaient conduit au renversement, en janvier 1958, de Marcos Pérez Jiménez, le dernier dictateur du Venezuela », c'est le constat que font la plupart des observateurs après deux journées de violence, lundi 27 et mardi 28 février, à Caracas et dans la demi-douzaine des principales villes du pays. Les émeutes ont provoqué officiellement la mort de « plusieurs dizaines de personnes » (peut-être une centaine selon des indications officieuses). Les estimations du nombre de blessés vont de trois cents à cinq cents. Le calme n'est revenu qu'après que le président de la République, M. Carlos Andrés Pérez, ait annoncé, mardi soir, l'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles.

Les forces armées ont commencé à patrouiller dans les rues de la capitale, appuyées par des véhicules blindés prenant position devant les édifices publics et les postes d'essence. Les policiers, quant à eux, avaient tenté, le plus souvent vainement, de prévenir les pillages de magasins, qui se sont produits dans un grand nombre, notamment dans les bidonvilles de Caracas, dès lundi matin. La police a souvent essayé le feu d'émoussés armés ; les forces de l'ordre comptaient une douzaine de blessés et un mort.

Les violences avaient débuté aux premières heures de la journée de lundi, dès l'entrée en vigueur des hausses de prix et de tarifs, notamment dans les transports publics urbains. Ces augmentations avaient été annoncées le 16 février par le chef de l'Etat, dans le cadre d'un véritable plan d'austérité visant à rendre son dynamisme à une économie reposant trop exclusivement sur sa « route pétrolière ». Ces hausses et celles qui laissent prévoir les mesures complémentaires (dévaluation de fait de 25 % du bolivar ; hausse des taux d'intérêt, etc.) ont paru d'autant plus insupportables à une partie de la population que la chute des revenus consécutive à la baisse des cours du pétrole depuis 1986 est chiffrée à 40 %.

Dans son allocution, M. Carlos Andrés Pérez, tout en déclarant « comprendre » les raisons d'inquiétude de ses concitoyens, n'en a pas moins dit que le plan d'austérité était maintenu. C'est, selon le président social-démocrate, la seule façon de faire revivre à terme la prospérité. « CAP », quoique élu à l'issue d'une campagne de son populiste, a annoncé une « repriorisation » d'une notable partie de l'économie et favorisera une reprise des investissements étrangers, indispensables tant pour entreprendre enfin une diversification toujours retardée que pour faire affluer des devises dans un pays dont les réserves ont dramatiquement chuté depuis trois ans.

M. Carlos Andrés Pérez a, cependant, réitéré l'argument de ses opposants politiques, selon lesquels son plan est « une reddition au Fonds monétaire international ». Le chef de l'Etat a même vivement critiqué le FML, « organisme créé par les pays industrialisés en pensant à

leur bien-être et peu à celui des autres peuples ». Toutefois, mardi aussi, le président de la Banque centrale du Venezuela, M. Pedro Tinoco, grand industriel et principal architecte de la politique économique du pays, paraphrasait à Washington la Lettre d'intention au Fonds monétaire, démarche indispensable en vue d'obtenir le déblocage de nouveaux crédits.

Selon la délégation vénézuélienne, 453 millions de dollars seraient accordés au mois d'avril, prélude espéré à une avance globale de 1,24 milliard pour l'année 1989. L'un des besoins de base de l'Etat est de 5 milliards de dollars de « frais » pour les trois ans à venir. Le détail de la négociation devait être communiqué au Parlement mercredi. On apprendrait par ailleurs, mardi, à Caracas, que le puissant syndicat CTV et la fédération patronale Fedecamaras venaient de signer un accord pour une augmentation de salaires équivalant à 350 F par mois à compter de mars. — (AFP, AP, Reuters.)

SALVADOR : la préparation d'un plan de paix

Propositions et contre-propositions en série

San-Salvador. — A l'approche de l'élection présidentielle, dont la date est pour l'instant toujours fixée au 19 mars, les différents acteurs salvadoriens (gouvernement, partis politiques, armée et guérilla) multiplient les tractations pour la mise en place d'un plan de paix pour le pays.

Initialement lancée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, guérilla d'extrême gauche), le 24 janvier dernier, la proposition d'un report de six mois du scrutin en échange d'une reconnaissance du processus électoral a eu un certain écho. Le président José Napoleón Duarte a demandé, le 26 février, que la guérilla accepte le principe d'un cessez-le-feu dès le 1^{er} mars, s'engageant pour sa part à entamer le dialogue et à reporter la date du scrutin, mais de six semaines seulement.

Malgré les réticences du parti d'extrême droite ARENA (Alliance républicaine nationale), majoritaire à l'Assemblée nationale, cette proposition a reçu l'accord des autres partis politiques, l'armée a annoncé le début d'une trêve de trois mois à partir du 1^{er} mars afin d'appuyer la proposition du chef de l'Etat. Dans sa réponse — qu'il a fait parvenir à peu près au même moment — le FMLN ne rejette pas totalement l'offre qui lui est faite, mais des divergences demeurent sur les modalités. La guérilla propose l'ouverture de discussions sur un éventuel cessez-le-feu les 4 et 5 mars à San-Salvador, mais refuse le report de six semaines de l'élection présidentielle en demandant qu'il soit procédé à un référendum pour déterminer la date de la consultation. — (AFP, Reuters.)

n avortée

Les jeux sont faits, et la traditionnelle lune de miel entre un nouveau président et le Congrès est terminée. M. George Bush a décidé de livrer bataille, jusqu'au bout, et en prenant à témoin le public américain, pour obtenir la confirmation de la commission des forces armées, qui s'étaient tous prononcés, le 23 février, contre M. Tower. M. Bush et les siens marchent au combat non seulement avec

pininfarini du nombre (leurs adversaires contrôlent solidement le Sénat), mais apparemment sans un clair soutien de l'opinion publique, qui avait si souvent consacré l'anneau de Ronald Reagan.

Selon un sondage de la chaîne ABC et de Washington Post, 50 % des Américains (contre 42 % de désapprobation) le choix de M. Tower. Mais les mêmes « sondés » n'estiment pas que son gâté supposé pour l'alcool le disqualifie pour autant (M. Tower a d'ailleurs solennellement juré une abstinence totale en cas de confirmation), et surtout l'opinion dans son ensemble approuve pour l'instant massivement le comportement de M. Bush en son débat de mandat. Or c'est bien M. Bush lui-même qui est de toute évidence visé

injuste, condamné sur la foi de rumeurs auxquelles les enquêtes du FBI n'ont pu apporter le moindre fondement. Mais surtout M. Bush, qui a pourtant, depuis l'élection, fait les plus grands efforts pour être aimé et concilier à l'égard du Congrès, semble décidé à marquer une limite et à faire comprendre aux élus et à l'opinion qu'il entend être un président à part entière et ne pas se laisser marcher sur les pieds.

C'est sans doute d'autant plus nécessaire pour lui qu'après un assez bon départ, il traverse actuellement une passe assez difficile. Les indicateurs économiques (reprise de l'inflation, tassement de la croissance) rendent de plus en plus improbables les prévisions budgétaires ; le processus de nomination des responsables traite en longueur (même si quelques postes vacants

ont enfin été pourvus jeudi au département d'État) ; sur nombre de questions majeures, en particulier en politique étrangère, la nouvelle administration multiplie les réponses vagues ou dilatoires, s'abrite derrière la nécessité de réfléchir, ce qui fait resurgir le vieux soupçon qui a toujours pesé sur M. Bush : celui de n'avoir pas d'idées très arrêtées.

Bref, le navire tangué un peu, et M. Bush se doit de faire sentir qu'il tient fermement la barre. L'affaire Tower, aussi mal engagée qu'elle puisse être, lui en donne l'occasion, et dans l'épreuve M. Bush peut compter sur le soutien de ceux qu'inquiètent ou irritent les prétentions croissantes du Congrès à dicter, en tous domaines, sa volonté au chef de l'exécutif.

Le premier visé est naturellement le président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn, dont la réputation de fair play et de modération est de plus mise en doute : bien des commentateurs estiment que s'il met tant d'acharnement à vouloir écarter M. Tower, c'est parce que ce dernier, qui a passé plus de vingt ans au Sénat et a exercé les fonctions de M. Nunn, connaît trop bien les ficelles et serait un adversaire trop redoutable pour des élus qui ont l'habitude d'imposer leurs petites volontés, et parfois leurs grandes, au Pentagone.

Le *Wall Street Journal*, qui depuis des semaines n'a cessé de tourner contre les prétentions de M. Nunn, s'est laissé aller mardi à une petite perfidie : il a publié un très ancien article d'un journal d'Atlanta relatant un épisode vieux de vingt-cinq ans : un certain Sam Nunn, après une soirée très arrosée, avait heurté une voiture en stationnement, omis de s'arrêter, et terminé ses équipées dans un fossé... Comme quoi personne n'est parfait, ni toujours sobre. Le *New York Times* s'est prononcé, lui, contre la confirmation de M. Tower, et souhaitait que, dans l'intérêt du président, l'incident restât sans conséquence. Il en est moins que jamais question. Tout est en place pour une belle empoignade, dont l'issue pourrait être fort importante pour la suite de la présidence Bush.

JAN KRAUZE.

La mort de ce deuxième homme fort, en novembre 1987, la guerre de succession allait prendre un tour plus violent encore, faisant de la cité des vents celle de toutes les turbulences raciales et politiques. Et, outre de jeu, le nouveau maire noir Eugene Sawyer, imposé par une majorité de conseillers municipaux blancs pour

finir le mandat interrompu de Harold Washington, en dépit des succès désignés par ce dernier, faisait figure d'« Omelette Tom » auprès d'une communauté noire frustrée. Enfin, le peu d'empressement de M. Sawyer à se séparer d'un conseiller municipal connu pour ses propos antisémites (le *Monde* du 8 septembre 1988) allait signer son arrêt de mort politique : la vieille coalition entre Noirs et libéraux blancs (parmi lesquels les Juifs sont très nombreux) s'effritait peu à peu. De fait, d'après les premiers chiffres, beaucoup de Noirs n'ont pas participé au vote mardi.

Est-ce à dire que la victoire de « Richie » Daley est surtout la défaite du maire infirmier sortant ? Pas seulement. Et les sous-entendus tenus de racisme de la campagne ont sans doute porté, même si Daley Jr. se défend d'avoir jamais dit publiquement que « Chicago avait besoin d'un maire Blanc après sept ans d'une municipalité noire ». Ensuite, « Richie » bien qu'il soit de l'avis général un pilier orateur (on l'appelle aussi « Monsieur Je-ca-fouille ») sait admirablement se servir de son nom. Il va ainsi jusqu'à rouler dans une voiture portant comme numéro minéralogique le nombre exact des voix obtenues par son père lors de sa première élection en 1955. Enfin, la promesse de « pacifier » un conseil municipal plus divisé que les phalanges de Beyrouth a rassuré ses mêmes libéraux blancs qui ont déserté Sawyer, tandis que celle d'imposer la loi et l'ordre dans une ville dévastée par les gangs et une criminalité grandissante a rassuré les plus conservateurs.

Il reste que « Richie » n'est pas, semble-t-il, un « aigle » (il aurait été recalé à son examen du barreau), et surtout que la route est longue d'ici au 4 avril, même si les vestiges de la « machine » peuvent s'avérer utiles. Les candidatures ne sont pas encore définitives, mais en face de lui l'adversaire aura à qui parler. En la personne de deux chevaux de retour qui ont tout deux des comptes à régler : le Noir Timothy Evans (qui figurait parmi les héritiers frustrés de Harold Washington) qui se présentera sous l'étiquette indépendante, et « Fast Eddie » Vrdoljak, l'ancien opposant malheureux de Washington aux primaires démocrates de 1983, qui prendra les couleurs républicaines. La « Restauration » devra-t-elle une fois de plus passer par la terreur ?

M.-C. D.

Benin

Quatre condamnations
à un procès de comploteurs

Politique

Le sort des minorités dans les conseils municipaux

La loi du 20 novembre 1982 a instauré, pour les communes de plus de deux mille habitants, un mode de scrutin mixte proportionnel-majoritaire à deux tours. Ce système électoral est censé allier la règle proportionnelle, qui applique à la politique le principe de la justice distributive (selon lequel chaque liste doit récupérer un nombre de sièges proportionnel au nombre de voix qu'elle a obtenues), et le principe majoritaire, qui empêche la constitution de municipalités ingouvernables. L'objectif de la loi était donc de combiner efficacité et équité.

Pour le premier terme, le bilan des six dernières années est plutôt positif : les exemples de blocage de conseils municipaux par insistance de majorité sont restés l'exception (l'un des rares cas a été celui de Louviers, où les dissensions internes ont abouti à une série de démissions justifiant l'organisation de partielles).

Pour le second, l'expérience a donné des enseignements plus nuancés. La vie des « minoritaires » n'a pas toujours été rose ; leur apport à la gestion, limité ; leur présence souvent indésirable.

La vie locale y a sans doute gagné en terme de démocratie, mais il reste encore beaucoup à faire pour que le droit de cité accordé aux oppositions, dans les conseils municipaux, ne soit pas seulement un alibi donnant bonne conscience aux majorités.

Le piège de la cogestion

Le mode de scrutin en vigueur pour les communes de trois mille cinq cents habitants et plus est-il le « must » de la démocratie locale que d'aucuns prétendent ? Les réserves, voire les oppositions, qui se sont manifestées lors de son instauration ont quasiment disparu.

En six ans, le système a même fait tellement d'adeptes qu'il existe dans chaque parti politique des courants favorables à son extension pour les élections cantonales et/ou régionales. Reste que, dans ces mêmes partis, on ne s'est guère interrogé sur la « vie des minoritaires ». Chacun semble se contenter du constat : les majorités municipales gouvernent, les minorités municipales contestent et s'opposent. Point.

Il y a toutefois bien nombreux les chefs de file des oppositions locales, tête de liste en 1983, à avoir renoncé à la bataille de cette année. A Lille, à Rennes, à Poitiers, à Angoulême, à Valence, à Laval, à Montpellier, à Soissons, à Creil... Les maires sortants socialistes combattront de nouveaux adversaires. De même à Strasbourg, à Bordeaux, à Grenoble, à Paris, à Toulouse, à Avignon... Les maires de droite affronteront de nouvelles têtes de liste.

Bien sûr, à ces renouvellements, il y a d'évidentes justifications : pourquoi refaire justice à des perdants ? Mais il y a aussi et surtout l'effet de lassitude, que plusieurs résumant en confiance par l'aveu que « six ans d'opposition c'est usant ».

Triste condition que celle des minoritaires : ayant échoué, ils n'intéressent qu'accessoirement les états-majors de leur propre parti. Isolés, certains se sont découragés et ont déserté les hôtels de ville. D'autres ont considéré que leur avenir était ailleurs, comme Hervé de Charette qui a quitté Nevers la socialiste pour se faire élire député sur les terrains moins hostiles de Maine-et-Loire, ou encore Jack Lang qui a



transmis le flambeau parisien à Pierre Joxe pour tenter sa propre chance à Blois.

Les minorités, qu'elles soient de droite ou de gauche, avaient le choix entre deux types de comportements. Le premier, au sortir de campagnes électorales parfois rudes, relève d'une opposition qui dépasse les enjeux locaux : les séances de conseil municipal sont alors le théâtre d'invectives où les références à Pinocchio répondent à celles du goulag et, inversement. Mais à ce jeu-là, le découragement vient vite. Le second s'attache à la seule contestation des dossiers municipaux et se traduit par des votes systématiques contre les budgets, voire contre les projets culturels et les actions de communication et d'information, ces dernières étant considérées avant tout comme de la propagande.

En revanche, comment peut-on s'opposer aux subventions aux associations, à l'action sociale, à des équipements sportifs ? Au nom de quoi une opposition plaiderait-elle pour l'installation de réverbères bleus plutôt que verts ? Voilà la question qui se pose à cet élu UDF d'une commune communiste de la région parisienne.

Un luxe encombrant

Ayant renoncé à se représenter, le même assure que, à force de se vouloir constructive et responsable, l'opposition municipale n'est pas loin de tomber dans le piège de la cogestion.

Difficile à définir, le rôle des minorités dépend aussi de l'attitude des majorités. Alain Carignon tire fierté de ce que son opposition « dispose des mêmes

droits et moyens que ceux de la majorité », notamment dans le domaine matériel. La mairie de Grenoble s'est même livrée à une étude comparative de ce que d'autres grandes villes accordaient aux minorités. Il en ressort que la droite, à Besançon, est mieux traitée par le PS que la gauche ne l'est par l'UDF à Rouen.

Question d'appréciation, dira-t-on. Mais l'accès au téléphone, à une photocopieuse, la mise à disposition de locaux, de secrétaires, la franchise postale, le droit d'expression dans les bulletins municipaux, ce qui pourrait être considéré comme le *minimum minimum*, relèvent d'un luxe dont bien des minorités rêvent.

Il y a de ces luxes qui sont aussi encombrants. Ainsi un maire socialiste de l'Essonne n'hésite-t-il pas à asphyxier ses minoritaires sous des tonnes de documents. L'un de ses voisins de droite emploie la même tactique. Résultat : devant ce flot de papiers, les minoritaires se perdent ou se découragent.

Inconvénients, mais aussi avantages. Quel minoritaire n'aurait-il pas tiré profit de sa position pour s'imposer auprès des médias locaux ? Le conseil municipal est alors une tribune qui en vaut une autre pour ses retombées dans la presse locale et régionale. Condamnés à n'intervenir que du dehors avant 1983, les oppositions ont un droit de parole reconnu... du moins en province.

Utile à la vie démocratique, la présence d'opposants réveille des majorités assoupies et stimule le militantisme dans les quartiers. Mais à quel prix ? A défaut de règlement intérieur dans les municipalités, à défaut de comptes rendus officiels des débats, beaucoup misent sur un statut de l'élus. Pour le coup, majoritaires et minoritaires se retrouvent d'accord.

A. Ch.

La préparation

M. Rocard à Nantes :

« La plus intolérable des inégalités »

NANTES
de notre correspondant

M. Michel Rocard, venu à Nantes, mardi soir 28 février, soutenir la candidature de M. Jean-Marc Ayrault, chef de file de l'union de la gauche, était attendu comme au coin du bois par les enseignants en colère.

A peine avait-il rappelé les efforts financiers en faveur de l'éducation nationale que des cris d'opposition s'élevèrent au fond de la salle, accompagnés d'une banderole déployée par des militants du MPPT (Mouvement pour le parti des travailleurs, extrême gauche) et réclamant le « retrait du plan Jospin ».

Le premier ministre s'est tenu pendant une minute, jusqu'à ce que ces contestataires, très minoritaires dans l'assistance, n'insistent pas.

Y. R.

M. Mauroy à Brest :

« Une dangereuse dérive »

BREST
de notre correspondant

M. Pierre Mauroy, qui était venu à Brest, mardi 28 février, soutenir le candidat de l'union de la gauche, M. Pierre Maille, a appelé les électeurs à se rendre aux urnes : « Pour la première fois, a-t-il dit, le taux d'abstention constituera une donnée majeure du scrutin ». Selon lui, « les Français utilisent leur bulletin de vote non plus positivement mais négativement ». « C'est une dangereuse dérive qui autorise toute utilisation perverse et amoindrit la marge de manœuvre des gouvernements », a-t-il dit. « Ne rendez pas une copie blanche ! » a lancé l'ancien premier ministre à son auditoire de mille cinq cents personnes. « Votez tout simplement parce que la démocratie repose sur cet acte majeur. Faisons-nous avancer les problèmes en foulant aux pieds un droit que

nos ancêtres ont mis cent ans à conquérir ? »

Analysant les forces en présence, M. Mauroy a estimé que ces élections représentent « un dialogue de la gauche avec elle-même », avant de se demander : « Où est la droite ? Elle a oublié de faire campagne parce que son objectif c'est les européennes ». « La droite, a-t-il ajouté, n'est lancée dans une langue et difficile introspection. Balladur écrit des livres sur le temps où il se promenait en chaise à porteurs. Pasqua consulte ses archives, on assiste à un lent cheminement de Séguin, pour faire glisser Chirac de son fauteuil. La droite si désuète n'a jamais avant invoqué l'unité. »

M. Mauroy a été quelque peu chahuté par un groupe d'instituteurs et par les salariés du centre Brest-Morlaix de l'entreprise Thomson-CSF où sont prévus cent cinquante licenciements.

G. S.

Selon la SOFRES

Record de dépolitisation

Une majorité absolue de Français (55 %) estiment que les élections municipales sont, dans leur commune, des « élections locales » et non plus, comme 31 % des personnes interrogées le pensaient en février 1983, des « élections politiques ». En effet, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, mercredi 1^{er} mars, dans un groupe de journaux de province, seuls 35 % des interviewés transforment le scrutin municipal en choix politique. 58 % des mille personnes consultées du 18 au 22 février envisagent d'ailleurs de se déterminer en fonction de la « personnalité des candidats », 35 % prévoyant de s'inspirer de l'« orientation politique » des listes en présence.

Cette dépolitisation des élections municipales est également perceptible dans l'indifférence que suscite la composition de listes d'union tant à gauche qu'à droite. Si les listes de

rassemblement PC-PS satisfont 69 % des électeurs communistes et 50 % des sympathisants socialistes, elles indiffèrent 47 % de l'ensemble des personnes interrogées. De même, à droite, si 57 % des sympathisants du RPR et 36 % de ceux de l'UDF se félicitent des listes d'union réalisées, 55 % des interviewés s'en déclarent indifférents.

Enfin, seuls 39 % des interviewés (au lieu de 49 % en février 1983) entendent profiter du prochain scrutin pour « manifester leur mécontentement » à l'égard du gouvernement actuel.

Cette dépolitisation de ces élections n'est pas pour autant synonyme d'un désintérêt des Français pour ce scrutin. 63 % des consultés (au lieu de 64 % en février 1983) se déclarent intéressés par l'élection de leur maire, 37 % (au lieu de 36 % il y a six ans) affirment le contraire.

PROPOS ET DÉBATS

M. Chirac

Caricatures

M. Jacques Chirac s'est étonné, mardi 28 février, que les socialistes « soient dans l'incapacité de faire une campagne positive à Paris, avec des propositions et un véritable programme, préférant les affirmations caricaturales et dénigrant la mauvaise foi en système ». « Leurs critiques portent essentiellement sur le logement et la circulation, c'est-à-dire les deux seuls domaines qui dépendent du gouvernement. J'en conclus que, s'ils n'ont pas d'autres attaques, c'est qu'ils approuvent l'ensemble de ma politique municipale. »

A propos du Front national, le maire de Paris a affirmé qu'il répondrait « non à toute proposition d'alliance entre les deux tours ».

M. Longuet

Inutile et dangereux

M. Gérard Longuet, député général du Parti communiste, venu soutenir M. Prouvost, maire CNR de Dunkerque, a déclaré : « Le gouvernement socialiste est à l'image de ce que M. Michel Delebarre propose pour Dunkerque. Il est inutile et sans doute dangereux, inutile car il est incapable de gouverner. Pour gouverner

il faut un projet et une majorité. Le président Mitterrand s'est déclaré partisan d'une économie mixte et du développement de l'Etat, donc d'une aggravation de la fiscalité et, quarante-huit heures plus tard, M. Rocard déclarait exactement le contraire et estimait que le capitalisme français n'est pas assez libre ni agressif. Les deux responsables du pays parlent un langage différent. M. Rocard est condamné à godailler entre le soutien communiste qu'il réclame et la neutralité de certains socialistes. »

M. Juppé

L'Europe

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR en visite à La Haye mardi 28 février a estimé : « Les chances d'une liste commune RPR-UDF aux élections européennes progressent depuis que le président de la République a confirmé qu'il n'était pas question d'un accord entre les communistes et les socialistes. Au sein de l'UDF les tenants de la liste d'union font des progrès. » Il a souligné « l'absence de différence profonde sur l'Europe » entre les deux parties de l'opposition et « la nécessité de mobiliser les Français qui ne s'intéressent que modérément à cette consultation ».

Saint-Flour : jusqu'au tribunal

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

A Saint-Flour, cette sous-préfecture du département du Cantal (neuf mille cent quarante-huit habitants), quatre listes s'affrontent au premier tour : celle de Jean Julhes (UDF-FR), médecin, maire depuis vingt-deux ans ; celle d'André Maigne (PS), conseiller enseignant, qui conduit une liste (Pour la démocratie à Saint-Flour), où ne figure aucun communiste ; celle de François Delpuech, avocat, radical valésien dissident, proche de Michel Durieux ; celle enfin de Louis Cayraud, âgé de soixante-quinze ans, enseignant à la retraite, actuellement hospitalisé, qui fut élu en 1977 alors qu'il était chef de file de l'Union de la gauche, et qui conduira, le 12 mars, la liste Pour la gauche, où les communistes, parmi lesquels Raymond Bayol, le seul conseiller municipal sortant du PCF, figurent en bonne place.

Quatre listes pour une sous-préfecture, cela se voit ailleurs, mais à Saint-Flour l'affaire se corse lorsque l'on se penche sur un passé immédiat et qui en dit long sur l'ambiance qui règne dans la cité.

18 décembre 1984 : réunion du conseil municipal consacrée à l'examen du budget, sous la présidence de Jean Julhes. Une minute pour chaque intervenant sur une question. Tel est le règlement intérieur adopté par la majorité du conseil municipal (majorité à l'opposition (vingt-quatre élus sur vingt-neuf conseillers).

Il était impossible de parler, déclare aujourd'hui André Maigne. Les membres de la majorité tapotent des pieds... Ils sont allés jusqu'à déclencher les lumières... A l'époque, un recours avait été déposé devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand qui a, le 10 novembre 1988, rendu son jugement en estimant tout net que les décisions orales du maire « ont été prises dans le seul but d'empêcher toute contestation de la part de certains conseillers municipaux et qu'elles ont aussi manifestement porté atteinte grave et sans

justification à la liberté d'expression des élus locaux concernés ».

« Rien n'a changé depuis, assure André Maigne. La façon de procéder est la même. (...) Nous avons à nous prononcer sur des dossiers que nous n'avons jamais pu examiner. Quant à la gestion de la ville, c'est celle d'un homme qui décide seul. C'est une gestion de prestige qui fait que notre commune a un endettement deux fois supérieur à la moyenne si l'on prend en compte sa population. »

Dossiers

« J'en suis fier », répond le maire sortant. « Voilà qui apporte la preuve que j'ai investi en faveur d'une cité qui, en vingt-deux ans, a vu sa population doubler, voilà qui m'a permis de créer trois écoles maternelles, trois écoles primaires, trois lycées, trois collèges, deux piscines, trois gymnases et quatre stades. » « Outre cela, ajoute-t-il, il faut tenir compte de mille emplois supplémentaires, cinq cents dans le public, cinq cents dans le privé. »

Et lorsqu'on lui rappelle le jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, il le ramène au rang de la seule anecdote : « Il est vrai qu'une minute pour chaque élu et par intervenant ont été nécessaires et bénéfiques. Faites le calcul. Mais peu importe, après ils ont tout loisir de s'exprimer », estime-t-il.

« Faux », répond M. André Maigne, « tous les dossiers nous ont été dissimulés. Je me suis même vu dans l'obligation d'envoyer une lettre recommandée pour accéder à l'un d'entre eux. Tout ceci, nous le devons aux Sanflorins. »

« Si j'en ai dit tout ce qu'ils veulent. Les Sanflorins jugeront sur ce qui a été fait », rétorque M. Jean Julhes.

M. François Delpuech, qui conduit la liste d'ouverture, lance tout sourire : « A Saint-Flour, nous avons affaire à une droite archaïque qui affronte une gauche qui ne l'est pas moins. »

JEAN-PIERRE ROUGER.

Saint-Etienne-du-Rouvray : une trotskiste en terre communiste

ROUEN
de notre correspondant

En mars 1983, Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), commune ouvrière de la banlieue de Rouen, bastion du PCF, qui compte trente-deux mille habitants, a élu une femme, Michèle Ernès, trente-neuf ans, institutrice, militante à la Ligue communiste révolutionnaire, tête de la liste La voix des travailleurs contre l'austérité, présentée par la LCR et Lutte ouvrière.

L'union de la gauche, emmenée par le maire sortant communiste, Michel Grandpierre, l'avait emporté au premier tour, avec 65,5 % des voix et trente-trois élus, laissant à la droite cinq élus.

L'élection de Michèle Ernès avait semé l'effroi dans les rangs du PCF, fort de dix-neuf conseillers municipaux. Un rapide calcul effectué, ils s'aperçurent que la militante d'extrême gauche, mêlant ses voix à celle du PS (quatorze élus), alliée pour la circonstance à la droite (cinq élus) pouvait mettre en minorité M. Grandpierre. Les attaques verbales contre Michèle Ernès la dénonçant comme un suppléant du PS s'élevèrent donc multipliées.

Il n'y avait pourtant aucune malice socialiste dans l'élection de la conseillère trotskiste. Six ans après, Michèle Ernès avait plutôt l'effet d'une dynamique restant en cours de campagne électorale : avec les conflits importants à la papeterie Chapelle-Darblay, au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen, à l'hôpital psychiatrique où des militants de la LCR sont actifs. Elle poursuit : « S'il y a eu élection, c'est parce que la droite est insignifiante à Saint-Etienne. Alors, les travailleurs n'ont pas eu le réflexe du vote utile. » Mais de rôle-clé dans les scrutins au conseil municipal,

Michèle Ernès n'en garde qu'un seul souvenir, celui d'avoir sauvé la minorité communiste lors du vote d'une motion sur la paix.

« Je ne me suis jamais considérée comme membre de la majorité municipale et j'ai toujours voté en fonction d'un choix ponctuel, même si par exemple je me suis retrouvée avec la droite contre l'adoption du budget », dit Michèle Ernès en dressant la liste des retombées locales de la politique nationale qu'une militante d'extrême gauche ne peut accepter : la loi de programme militaire, le RMI à un niveau indécemment « les impôts... »

Comment, dans ces conditions, mettre en application ses convictions révolutionnaires ? « Je mettais le doigt sur des pratiques. Un exemple : il n'y a rien à Saint-Etienne pour la petite enfance, aucune crèche, alors que 10 % de la population a moins de cinq ans. Je me suis prononcée contre la campagne sécuritaire lors de la bataille pour la construction de commissariats. J'ai refusé d'assister aux cérémonies du 11 novembre mais j'étais présente à celles du 8 mai. »

Mars 1989, Michèle Ernès est prête à repartir. Pour quoi faire ? Avec qui ? Les « copains » de la LCR sont plutôt pour, alors que Lutte ouvrière a vite fait valoir « ses différences d'appréciation sur les problèmes tactiques », mais, elle, juge « l'expérience intéressante tout en reconnaissant les limites de l'action d'un élu isolé ». « La solution dit-elle, ce serait d'accorder un statut à l'élu local, ce qui permettrait un débat interne, escamoté lorsque les dossiers municipaux arrivent au dernier moment. » Un handicap majeur pour une trotskiste.

ETIENNE BANZET.

هكذا من الأصل

Politique

des élections municipales

Après l'exclusion du PCF de M. Gaston Viens

L'« honneur » des communistes

Il est beaucoup question, ces jours-ci, au Parti communiste, d'honneur, de fierté, de honte et d'exclusion. Ces quatre mots symbolisent une nouvelle crise qui traverse en profondeur — car elle touche à son histoire — un parti qui, depuis maintenant plus de dix ans, fait plus parler de lui à cause de ses déchirements qu'en raison de son action.

Après les « communistes unitaires », d'abord regroupés derrière M. Henri Fiszbin, en 1981, avant d'être absorbés par le Parti socialiste, un septennat plus tard, après les « rénovateurs communistes », d'abord regroupés derrière M. Pierre Juquin, entre 1984 et 1988, avant de fonder, sans lui, leur propre mouvement autonome, voilà que les « restructeurs communistes » sont, à leur tour, pris dans le mécanisme qui conduit de la contestation interne à l'opposition externe.

Troisième vague

La première vague de contestation était un phénomène surtout parisien. La deuxième touchait essentiellement une génération issue de l'union de la gauche. La dernière en date saisi une frange d'élus, d'anciens hauts responsables du parti théoricien et d'autres cadres formés par Waldeck Rochet, parfois promus par M. Georges Marchais. Le phénomène le moins visible de la contestation « restructrice » se traduit par la dissolution de fait d'une fédération entière, celle du Doubs, dont l'écrasante majorité des mille cinq cents adhérents officiels sont mis « hors parti ».

Le phénomène le plus visible de cette opposition au secrétaire général est l'exclusion de M. Gaston Viens, le maire d'Orly, qui intervient peu de temps après celle de M. Robert Jarry, le maire du Mans.

Invité, mardi 28 février, de la Cinq, M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central, a estimé que M. Viens s'était comporté comme « un roquet » en désignant « des clients » sans romain du terme, après avoir exclu les communistes de sa liste. M. Lajoinie a omis de préciser que M. Viens avait lui-même été exclu de la présidence de l'OPAC, un office de construction, par ses camarades du Val-de-Marne, voici quelques semaines, et que sa section prétendait l'exclure des négociations avec le PS. Quand on pousse le bouchon un peu loin, il ne faut pas s'étonner de le voir s'échapper.

Et le bouchon, M. Lajoinie l'a peut-être lancé un peu trop loin. Non content d'avoir considéré que M. Viens était « indigne » de venir pleurer à la télévision (on venait de lui montrer l'interview du maire d'Orly, assaut sentimentalement par son ex-épouse), M. Lajoinie a refusé l'expression de « grands récalcitrants », utilisée à propos de MM. Marcel Rigout et Louis Odru, « restructeurs » qui apportent leur soutien au maire d'Orly, lui-même ancien récalcitrant.

MM. Rigout et Viens n'étaient peut-être pas de « grands » récalcitrants, car ils n'étaient pas bien vieux, mais, à quinze ans, le premier était déjà membre du PCF et agent de liaison dans le maquis du Limousin, alors que le second en avait dix-huit et que, après un an de prison, il fut déporté à Buchenwald. Tous les communistes comprennent ce que signifie l'évocation de l'honneur au sujet de cette époque. Tous ? Apparemment pas.

OLIVIER BIFFAUD.

Marseille : M. Robert Vigouroux refuse tout rapprochement entre les deux tours avec le PS

La campagne électorale à Marseille a enfin pris du nerf, à douze jours du premier tour de scrutin, avec les deux meetings tenus simultanément, mardi 28 février, par le maire (ex-PS), Robert Vigouroux, et le chef de file de la droite, Jean-Claude Gaudin. Le premier a présenté de façon très médiatique ses listes à forte connotation socialiste et son programme devant environ 4 000 personnes réunies au nouveau Palais

des sports de la ville. Au cours de son intervention, le maire de Marseille a donné au scrutin un tour personnel en affirmant qu'il « serait candidat dans les huit secteurs municipaux de Marseille » et a semblé exclure une fusion au deuxième tour entre ses listes et celles de la gauche unie. M. Pezet n'a vu dans les listes Vigouroux qu'« une espèce de salmigondis ».

M. Gaudin, salle Valfier, a également défendu devant 3 500 personnes le programme qu'il avait rendu public le 17 janvier et largement diffusé depuis dans la population marseillaise, en lançant de vives attaques à la fois contre M. Michel Pezet, tête de liste PS-PC, et M. Vigouroux, incarnant à ses yeux, l'un « le socialisme encore aggravé », l'autre « le socialisme prolongé par la paralysie ».

MARSEILLE de notre correspondant régional

Décidément, M. Robert Vigouroux s'est confié à d'excellents spécialistes de la communication qui ont su utiliser toutes les ressources techniques du nouveau et moderne Palais des sports de Marseille. Laser, écran géant, superbes clips vidéo : rien ne manquait pour faire de la présentation des listes et du programme du maire de Marseille un événement spectaculaire. En maître de cérémonie, Yves Mourouli. Au parterre et aux côtés de M^{me} Edmonde Charles-Roux, la veuve vigilante de Gaston Defferre, une partie de l'intelligentsia marseillaise et parisienne, dont Roger Hanin venu « en amoureux de Marseille » et non pas en « émissaire du président de la République ». En choisissant le Palais des sports (6 000 places), les organisateurs de la réunion avaient sans doute vu un peu grand : l'effet Vigouroux n'avait pas suffi à emplir la salle.

Les listes Vigouroux, les dernières à être rendues publiques, n'ont pas réservé de réelles surprises. Sur 101 candidats au conseil municipal, 35 à 40 environ sont des socialistes — fidèles de Gaston Defferre ou adversaires de Michel Pezet — qui ont franchi le pas de la dissidence et dont certains sans doute ont déjà pris, au cours des derniers mois, leurs distances avec le parti. Le Groupe d'action économique et sociale (GAES) en revendique une dizaine, l'Association des démocrates, deux, et les communistes restructeurs sont, comme prévu, au nombre de sept. Les

autres appartiennent à la société civile ou représentent les diverses communautés de la ville, ainsi que les associations de quartier. Deux d'entre eux, néanmoins, viennent des partis de droite, M. Serge Gambini (UDF), dans le troisième secteur, et M. Armand Gallo (RPR, rebaptisé gaulliste de progrès) dans le septième secteur. Mais leur présence ne permet pas de parler d'ouverture à droite des listes Vigouroux, qui sont plutôt une nébuleuse teintée de rose avec une touche plus colorée de communisme critique. Telles qu'elles sont composées, elles sont susceptibles de séduire une fraction notable des électeurs socialistes et de mordre assez largement sur l'électorat modéré.

Le maire de Marseille se présente, lui, dans le premier secteur où la gauche était minoritaire (38,58 % des voix) aux législatives de 1988, et où il aura pour adversaires principaux le député Philippe Sannarou, qui fut l'un de ses derniers soutiens à la mairie, et M. Jean-Louis Tourret, président de l'Union patronale régionale (sans étiquette, liste Gaudin). Les autres têtes de liste sont MM. Jean-Jacques Leonetti, ancien député (PS) dans le deuxième secteur, Guy Massias, conseiller municipal sortant (PS) dans le troisième, Yves Bonnel (Association des démocrates) dans le quatrième, Charles Emile Loo, député européen (PS), qui est associé à M. René Olmetta, ancien député PS dans le cinquième; Jacques Rocca-Serra, conseiller municipal (GAES) dans le sixième, où il affrontera M. Michel Pezet; Jacques Rastoin, adjoint sortant (GAES)

dans le septième et Lucien Vassal, adjoint sortant (communiste restructeur) dans le huitième, où il sera notamment opposé au député communiste Guy Hermier. Au total, douze conseillers ou adjoints sortants dont huit socialistes, ont rejoint M. Vigouroux.

Du maire candidat au candidat maire

A l'en croire, le maire de Marseille n'entre dans l'arène électorale qu'après le début de la campagne officielle, malgré, dit-il, le handicap que cela peut représenter et devient désormais « candidat maire », oubliant de citer les multiples inaugurations faites les semaines précédentes par le maire candidat. Il veut personnaliser autant que possible le scrutin. « L'élection, explique-t-il, est celle du maire de Marseille et

d'une équipe municipale. Maire, je me suis occupé de l'ensemble de la ville, candidat maire je le suis dans tous les secteurs de Marseille ». M. Vigouroux a semblé d'autre part fermer la porte à une opération de fusion entre ses listes et celles de la gauche unie au second tour, soit qu'il se sente assez fort pour obtenir seul la majorité absolue, soit qu'il ait voulu se donner les mains libres jusqu'au troisième tour (l'élection du maire), où il sait pouvoir compter sur des ralliements. « Certains candidats, a-t-il déclaré, se disent mes amis mais se présentent contre moi. Une élection est une élection. On est avec ou contre quelqu'un. On est sur une liste ou sur une autre. Seuls ceux qui sont sur mes listes sont avec moi, ceux qui sont sur d'autres listes sont contre moi ».

GUY PORTE.

Re-de-France : cinq mille candidats pour le FN. — Le Front national « présentera cinq mille candidats sur l'ensemble de l'île-de-France, soit environ cent quarante listes », a annoncé, lundi 27 février, le président du groupe FN au conseil régional, M. Jean-Yves Le Gallou. « Partout où nous avons des listes, nous constatons une très forte mobilisation de nos militants et sympathisants », a assuré M. Le Gallou.

(Oise). Gannevilliers (Hauts-de-Seine), Lize (Nord), Lyon (huitième arrondissement), Mézières (Gironde), Montbéliard (Doubs), Orléans (Loiret), Pessac (Gironde), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Toulouse (Haute-Garonne), Vierzon (Cher). Porte-parole de LO, M^{me} Lagulier participera à plusieurs meetings de soutien : à Lille, Montbéliard, Gannevilliers et Vierzon.

Lutte ouvrière : Treize villes. — L'organisation trotskiste, Lutte ouvrière, dont la candidate, M^{me} Arlette Lagulier, a obtenu 1,98 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, sera présente dans treize communes. Il s'agit d'Argentan (Val-d'Oise), Belfort (Territoire de Belfort), Creil

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait dire, dans nos éditions du 1^{er} mars, que M. Michel Carré, ancien responsable aux élus des Verts, était chef de file d'une majorité favorable aux alliances. Il s'agit, évidemment, d'une minorité dans les instances dirigeantes du mouvement écologiste.

Dans un entretien à la revue le Débat

M. Raymond Barre continue de croire à l'émergence d'« une force libérale, européenne et sociale »

La revue le Débat publie dans son dernier numéro un long entretien avec Raymond Barre qui permet à l'ancien premier ministre de tirer les leçons de sa campagne présidentielle, d'évoquer la recomposition du paysage politique français, de traiter des dossiers importants de l'économie, particulièrement celui de l'éducation et d'envisager enfin la place de la France en Europe.

qu'il lui a donné dans les trois dernières semaines.

M. Barre en vient ensuite à évoquer le jeu « des appareils de partis ». Tout le monde sait, explique-t-il, que mon indépendance suscitait une certaine méfiance au sein des appareils de partis. Tout le monde sait aussi que je n'ai pas reçu en cours de campagne tous les soutiens que m'avaient été promis. Tout le monde a pu observer le soin avec lequel certains responsables politiques ont, de décembre 1987 à février 1988, quotidiennement mis ma position tout en feignant de me soutenir. (...) Il y avait les nostalgiques, les frustrations, les ambitions. Il y avait des plans de carrière susceptibles d'être contrariés par mon succès et je m'étais à cet égard refusé à toute promesse.

Enfin, l'ancien premier ministre tire une leçon à ses yeux « essentielle », déjà mise en exergue lors d'une récente conférence à Sciences-Po (le Monde du 16 février) : le piège de la cohabitation. « Je me suis laissé engager par les jeux politiques : j'ai perdu ma spécificité. Je n'aurais point dû y consentir et cela dès 1986 où, cédant aux conseils plus qu'à mon propre sentiment, au lieu de m'abstenir, j'ai voté la confiance au gouvernement de cohabitation. (...) Quel qu'il puisse en coûter, il faut toujours rester soi-même. »

Education : l'exemple à suivre

Pour l'avenir, M. Barre continue de croire que tôt ou tard « une recomposition » du paysage politique français « s'imposera ». Les formations politiques de droite « sont... loin d'être homogènes et cohérentes ». Le PS va entrer « dans l'après-mitterrandisme ». « Devant les tendances qui se manifestent dans ce parti, relève M. Barre, je ne

peux être sûr de l'unité de candidature... ». « Je ne souhaite pas une formation de plus, conclut-il sur ce chapitre, je souhaite que la recomposition du paysage politique actuel aboutisse, grâce à des recensements, à la formation d'une force libérale, européenne et sociale qui soit homogène, autonome et responsable. Que ceux qui se ressemblent s'assemblent. (...) L'indépendance, l'loyauté, la discipline, voilà les qualités que je souhaiterais voir cette force nouvelle manifester, si les pesanteurs, les scléroses et les jeux personnels ne l'empêchent pas de se former au cours des années à venir. »

Évoquant les grands dossiers du moment, l'ancien professeur d'université se penche longuement sur celui de l'éducation nationale pour avancer notamment cette idée : « Je suppose que le ministère de l'éducation nationale cesse d'être un ministère de gestion, d'administration des hommes et des établissements pour devenir un ministère de mission, chargé de susciter l'adaptation continue de notre système éducatif. Grande tâche qui demandera du temps et de la ténacité. J'ai toujours pensé qu'il faudrait qu'un président de la République convaincu de l'importance de l'enseignement veillât à ce que soit nommé un ministre de l'éducation qui resterait en place pour la durée de son septennat et qui serait soutenu par lui-même et par les corps enseignants, toutes les pressions. Lorsque le général de Gaulle au lendemain de la guerre d'Algérie a décidé de réformer l'armée il a nommé un ministre qui demeura en poste pendant neuf ans. Voilà l'exemple à suivre ! »

Pour le reste, M. Barre refuse de reprendre à son compte la revendication d'« un grand dessein », formule « tarte à la crème que l'on ressert périodiquement à chaque nouveau premier ministre ». Il constate cependant que M. Michel

Rocard s'est montré jusqu'à présent dans sa gestion des affaires « trop pointilliste », mais relève que le président de la République « a donné à la politique européenne de la France une orientation qui mérite d'être approuvée ».

« Si les circonstances... »

M. Barre rappelle cependant de ses vœux un « grand discours national » : « Les Français, observe-t-il, s'interrogent sur leur avenir à un moment où le discours européen commence à susciter certaines craintes et leur fait confusément craindre une dilution de la communauté nationale dans une Europe qui leur apparaît encore incertaine d'elle-même. Il me paraît donc indispensable — pour la France et pour l'Europe — que les Français puissent retrouver une conscience forte de l'identité nationale et les raisons d'affirmer une ambition nationale. »

Terminant enfin sur une touche personnelle, M. Barre se réjouit de n'avoir pas « perdu toute audience dans l'opinion », mais refuse pour autant de se poser « en recours ». « Je ne peux empêcher les imaginations de se donner libre cours, mais je peux savoir ce que je fais et dans quel esprit je le fais. Je réponds aux questions que l'on me pose en homme libre ; mais je ne me livre en aucun cas à cette agitation par laquelle certains cherchent à jouer un rôle qu'ils se sont eux-mêmes attribués, sans grand succès d'ailleurs ! Quant à vouloir être un recours, c'est-à-dire en fin de compte spéculer sur le malheur de sa patrie, ce n'est pas mon genre. Ma philosophie est simple : nul n'est indispensable et ne doit se croire indispensable. Si les circonstances conduisent à ce que l'on ait besoin de vous, ne vous dérobez pas et servez votre pays, là où vous êtes appelé à le faire ! Tout le reste est vanité ! »

Le droit à l'erreur

« Tout le reste est vanité. » Sous ce titre déjà provocant, la revue le Débat publie un copieux entretien avec M. Raymond Barre, qui risque de causer quelques aigreurs d'estomac chez certains. Avec le style qu'on lui connaît, l'ancien premier ministre s'attarde une nouvelle fois sur les réalités, bien tristes à ses yeux, du « microcosme » et présente ses perspectives personnelles qu'il juge au contraire encourageantes.

Au risque de lasser et de faire secroire que, contrairement à ses dires, l'amertume a fini par l'emporter sur la naturelle déception, l'ancien candidat à l'élection présidentielle ressasse les mêmes griefs pour justifier les causes de son échec de mai 1988 contre certains journalistes, contre la disproportion des moyens financiers. Il est contre les « appareils politiques » qui ne songent, selon lui, qu'à cultiver « les nostalgies, les frustrations, les ambitions ». Pour M. Barre, c'est la cause « essentielle » de son revers. Il s'est laissé, confesse-t-il, « englué » par les jeux politiques.

Mais à qui la faute ? Ainsi qu'il avait eu l'occasion de l'expliquer récemment devant un auditoire de Sciences-Po, M. Barre s'en veut aujourd'hui d'avoir, en 1986, voté la confiance au gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, « cédant, explique-t-il, aux conseils plus qu'à mon propre sentiment ». Erreur fatale, peut-être. Mais un chef est toujours seul. On peut en tout cas se demander si la face de la politique française n'aurait pas

été changée, si l'ouverture n'aurait pas eu plus de chances de se concrétiser si M. Barre avait enjoint aux siens de ne point entrer au gouvernement. On comprend que M. Barre ait aujourd'hui le sentiment d'une occasion perdue.

Avec moins de 10 % au premier tour de cette élection présidentielle, il aurait, explique-t-il encore dans cet entretien, défilé. Jugement n'avoir pas démenti, M. Barre pense qu'il a toujours un rôle à tenir sur la scène politique. Lequel ? Il refuse de se poser en recours, égarant au passage M. Giscard d'Estaing qu'il range dans la lot « de ceux qui cherchent à jouer un rôle qu'ils se sont eux-mêmes attribués ». Il veut promouvoir cette grande force libérale, européenne et sociale, ancrée au centre, mais craint « les pesanteurs, les scléroses, les jeux personnels » qui pourraient, laisse-t-il deviner, empêcher les centristes de faire mouvement. M. Barre veut agir en homme libre. On a dit souvent qu'il ne croyait qu'en lui-même. Au bout de cet entretien, ce reproche apparaît quelque peu fondé. L'inconvénient, c'est que M. Barre aussi peut se tromper. Il s'est trompé en mars 1986. Il se trompe peut-être aujourd'hui en s'engageant à Lyon derrière le vieux maire sortant, M. Francisque Colombeau.

M. Barre, pourtant, suscite toujours l'intérêt. Réussira-t-il, un jour, à engendrer autour de lui l'adhésion ?

DANIEL CARTON.

M. Fabius et les élections européennes. — M. Laurent Fabius a déclaré, mercredi 1^{er} mars à Europe 1, qu'il n'exclut pas d'être la tête de liste du Parti socialiste aux élections européennes du 18 juin. « Je prendrai mon orientation personnelle dans le mois qui vient », a indiqué le président de l'Assemblée nationale, ajoutant que « la cause européenne est une cause formidable, c'est l'avenir de la France ».

M. Fabius, qui a annulé le voyage qu'il avait prévu de faire au Pakistan

à la fin du mois de mars, a assuré que personne n'avait cherché à le dissuader de se rendre dans ce pays à la suite de ses propos du 26 février, sur TF 1, qualifiant l'imam Khomeiny d'« assassin » pour son appel au meurtre de Salman Rushdie.

[Ses propos sur l'affaire Rushdie ont valu à M. Fabius des menaces de mort, formulées par téléphone. La sécurité a été renforcée autour du président de l'Assemblée nationale.]

La préparation

M. Rocard à Nantes : « une plus intolérable des inégalités »

M. Rocard, ministre de l'Économie, a été reçu à Nantes par le maire, M. Jean-Claude Gaudin, et le député, M. Michel Pezet. M. Rocard a souligné la situation de la région et a évoqué les inégalités sociales.

M. Mauroy à Brest : « Une dangereuse dérive »

M. Mauroy, ministre de l'Économie, a été reçu à Brest par le maire, M. Jean-Claude Gaudin, et le député, M. Michel Pezet. M. Mauroy a souligné la situation de la région et a évoqué les inégalités sociales.

Record de dépolitisation

Le record de dépolitisation a été battu à Brest, où le maire, M. Jean-Claude Gaudin, a été élu sans opposition.

PROPOS ET DÉBATS

M. Juppé a déclaré que la France doit retrouver son rôle de grande puissance.

Société

TÉMOIGNAGE

La mort de Konrad Lorenz

Un personnage fascinant

Le médecin autrichien Konrad Lorenz est mort lundi 27 février, à Altenberg (Basse-Autriche), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il avait obtenu le prix Nobel de médecine en 1973 — avec son compatriote Karl von Frisch et le Néerlandais Nikolaas Tinbergen — pour ses recherches éthologiques. (Nos dernières éditions.)

Ma première rencontre avec Konrad Lorenz en Westphalie à la fin de l'hiver de 1981 m'avait fait découvrir, au-delà du scientifique aux idées sans cesse renouvelées, un personnage fascinant. Physiquement, il évoquait un patriarche et cultivait peut-être cette image. Mais sa création animale avec une aisance peu souvent observée à l'époque. Le jeune chercheur que j'étais, habitué à considérer l'animal étudié comme un objet à l'opposé des animaux de compagnie, rencontra pour la première fois un scientifique de ce modèle.

A l'opposé des relations que les physiologistes peuvent entretenir avec leurs animaux de laboratoire, Konrad Lorenz entretenait, en effet, des liens affectifs avec ses chiens, ses choux, ses chats et même les poissons de ses aquariums. Sans qu'on puisse l'accuser d'anthropomorphisme, il considérait chacune de ces créatures comme des individus dont l'histoire lui importait.

Sur la base de la lecture de la « Vieillesse de Camille » — Le premier ministre, M. Michel Rocard, a demandé, au ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, de surseoir à la construction du barrage de la Borie (Gard), qui doit noyer le village historique du Miallet sous 20 millions de mètres cubes d'eau. M. Nallet a chargé un expert, M. Jean Périgaud, ingénieur du génie rural, de faire un rapport d'ici au 30 avril. Ce projet de barrage, destiné à l'irrigation de la plaine agricole située entre Nîmes et Alès, a rencontré dans l'origine une forte opposition dans les communes concernées.

MÉDECINE

Le ministère de la santé va augmenter le nombre des centres agréés de fécondation « in vitro »

Le nombre des centres agréés de fécondation in vitro, qui vient d'être fixé à soixante-quatre par le ministre de la santé, doit être prochainement augmenté. Cette augmentation correspond aux revendications formulées depuis quelques semaines, de manière souvent vive, par les responsables du groupe d'études de la fécondation in vitro en France (GEFF), qui réunit la grande majorité des spécialistes, médecins et biologistes, des techniques de procréation médicalement assistée (PMA) (Le Monde du 3 février).

La Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction examinera, jeudi 2 mars, une série de contentieux soulevés après la décision ministérielle de n'accorder des autorisations que pour soixante-quatre centres. Mais, l'augmentation ne répondra nullement à l'attente de ceux qui estiment soit qu'aucune restriction de l'activité médicale n'est nécessaire dans ce domaine, soit que la grande majorité des équipes des techniques de procréation médicalement assistée (plus de deux cents dossiers avaient été déposés au ministère) devraient être agréées.

Le chiffre initialement retenu était fondé à la fois sur un indice fixé par arrêté ministériel et sur le travail d'une commission nationale réunissant les différents repré-

Je pense qu'au-delà des théories scientifiques qui suivent le sort commun et font l'objet de révision, cette attitude attentive vis-à-vis de l'animal restera. Elle a sans doute plus marqué notre temps qu'on ne le pense. Les animaux de Lorenz nous ont été révélés avec leur personnalité, leurs relations affectives et aussi leur intégration dans leur milieu.

L'autre révélation c'est que l'homme peut souvent s'intégrer dans cet univers. Konrad Lorenz était accepté par ses oies cendrées comme plus tard des éthologistes se sont fait accepter par des lions ou des gorilles. Cette attitude de fusion avec la nature devait donc se révéler être un outil de recherche, une voie vers la connaissance.

Ces choses, qui nous paraissent évidentes, ne l'étaient pas avant que Konrad Lorenz ne les impose largement. Même si les théories scientifiques évoluent, cet apport ne peut pas être oublié.

JACQUES LECOMTE
directeur de recherches
à l'Institut national
des recherches
agronomiques (INRA).

Principaux ouvrages traduits en français

- Il parlait avec les mammifères, les oiseaux et les poissons. Flammarion, 1968.
- L'Aggression, une histoire naturelle du mal. Flammarion, 1969.
- Evolution et Modification du comportement. Payot, 1970.
- Tous les chiens, tous les chats. Flammarion, 1970.
- Essai sur le comportement animal et humain. Le Seuil, 1970.
- Les Huit Pêchés capitaux de notre civilisation. Flammarion, 1973.
- L'Ennemi du miroir. Une histoire naturelle de la connaissance. Flammarion, 1975.
- L'Amour de l'oiseau cendré. Stock, 1978.
- L'Homme dans le monde du vivant. Flammarion, 1981.

JUSTICE

A Reims

Remise en liberté de la boulangerie meurtrière d'un jeune homme

L'association SOS-Racisme a demandé audience au ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, après la remise en liberté de M. Marielle Garnier, la boulangerie qui avait tué un jeune homme de vingt-trois ans, Ali Rafa, d'une balle dans la tête, le 12 février à Reims.

Inculpée d'homicide volontaire par le juge d'instruction, M. Gérard Lion, M. Garnier a été placée sous contrôle judiciaire, mardi 28 février. Le parquet dispose de cinq jours pour faire appel de cette décision, qualifiée par SOS-Racisme de « véritable provocation ».

Deux manifestations réunissant plusieurs centaines de commerçants de la région avaient eu lieu à Reims, et le Front national avait aussi organisé, le 23 février, un rassemblement devant la boulangerie pour réclamer la remise en liberté de « la courageuse boulangerie ».

Celle-ci et son compagnon, Jacky Toillon, inculpé de détention d'arme de quatrième catégorie (un pistolet automatique), soutiennent la thèse de la légitime défense.

Des jeunes étaient venus acheter des croissants. Ils reconnaissent s'être servis dans la vitrine, et cela parce que le commerçant demandait à être payé avant de les servir. Selon eux, les incidents — bris de glace, coups — ont eu lieu après le meurtre et non avant (Le Monde du 25 février).

L'avocat de la famille d'Ali Rafa, jeune homme né en France dans une famille d'anciens barakés, M. Emmanuel Ludo, a, en outre, annoncé son intention de porter plainte pour « atteinte à la mémoire d'un mort » contre le député européen du Front national, Michel Collinot, pour les propos tenus pendant le rassemblement devant la boulangerie.

L'avocat de M. Garnier a, de son côté, déclaré mercredi 1^{er} mars, que SOS-Racisme et M. Harlem Desir devenaient « une superchance » ce qui était « inadmissible ».

Contrairement aux autres médecins hospitaliers

Les internes maintiennent leur préavis de grève

Comme prévu, la coordination des syndicats de médecins, de biologistes et de pharmaciens des hôpitaux publics, a décidé mardi 28 février de lever son préavis de grève pour le 9 mars. De même que l'intersyndicale nationale des médecins hospitaliers, la coordination devait signer mercredi 1^{er} mars le protocole d'accord proposé par le ministre de la santé, M. Claude Evin.

Pour l'instant seuls les internes ont donc maintenu leur préavis de grève pour les 8 et 9 mars. Ils réclament toujours une revalorisation substantielle du tarif des gardes, la parution d'un texte législatif sur l'obtention du diplôme de spécialiste et la création de postes d'assistants-spécialistes dans les hôpitaux généraux, de manière à pouvoir en partie les 2 700 postes actuellement vacants.

On indique au ministère de la santé que l'on étudie actuellement de quelle manière des rapprochements entre établissements hospitaliers pourraient être réalisés et comment les gynécologues obstétriciens pourraient être associés à l'activité des centres agréés afin qu'il n'y ait pas — par le biais de cette augmentation — des coupures entre les médecins spécialistes et leurs patientes souffrant de stérilité.

J.-Y. N.

Le meurtre, première cause de mortalité Nourrissons en péril aux Etats-Unis

Selon une étude publiée dans la Revue américaine de santé publique par une équipe de l'université Johns Hopkins de Baltimore (Maryland), le meurtre est devenu aux Etats-Unis la première cause de mortalité chez les nourrissons. Les chercheurs, qui se sont déclarés abasourdis par ce résultat, ont relevé qu'entre 1980 et 1985, 1280 bébés de moins d'un an ont été tués aux Etats-Unis. Le taux d'homicides pour cette classe d'âge est de 5,68 pour 100 000, soit un peu plus que le taux de mortalité par accidents de la route. 40 % des nourrissons sont décédés à la suite de mauvais traitements divers, 11 % ont été étouffés ou étranglés, 5 % tués par des

armes à feu, 3 % noyés et autant poignardés.

D'autre part, cette étude fait apparaître que le taux de suicide des enfants de dix à quatorze ans a doublé entre 1980 et 1985, il atteint 1,6 pour 100 000, essentiellement par balles ou pendaison.

Washington est la ville la plus meurtrière des Etats-Unis : les homicides y sont la cause principale de mortalité infantile jusqu'à l'âge de quatorze ans. La capitale fédérale est devenue, l'an dernier, la ville des Etats-Unis où le taux de meurtre par habitant est le plus élevé. A tel point que son conseil municipal a décidé d'interdire les rassemblements de jeunes dans les rues après 23 heures. — (AFP.)



Décollez en anglais allemand espagnol italien.

EUROCENTRES

Devant la cour d'assises du Rhône

Une passion criminelle pour l'informatique

LYON
de notre bureau régional

Un crime passionnel. Bien qu'aucune trace de rivalité ou de frustration amoureuse n'apparaisse dans le dossier, comment qualifier autrement le crime dont est accusé de s'être rendu coupable, le 15 octobre 1988, Philippe Gombert, un étudiant en sciences de vingt-trois ans, technicien en électronique ? Une passion commune, dévorante, exclusive, obsessionnelle, en effet, le meurtrier — qui comparait depuis mardi 28 février devant la cour d'assises du Rhône — et sa victime : celle de l'informatique et des folles spéculations qu'elle peut engendrer.

Alchimistes des temps modernes, cherchant à transmuter en or la matière grise, les deux hommes se consacraient corps et âme à la mise au point d'un système de piratage des cartes bancaires qui devait leur permettre d'effectuer un nombre illimité de retraits dans les guichets automatiques. « La fraude n'était pas mon but premier, c'est par pure satisfaction intellectuelle que je voulais perfectionner le système jusqu'à le rendre infailtible », affirme Philippe Gombert pour expliquer une « dispute » qui, selon lui, finit tragiquement par un inévitable concours de circonstances. Une manière pour ce soudain de l'ordinateur, qui ôte l'âge de treize ans, avait connu des logiciels commercialisés dans plusieurs pays d'Europe, de démontrer que son geste n'était pas programmé.

A défaut d'écarter complètement un mobile qui demeure confus, l'examen des faits accreditait pourtant la thèse de la préméditation. Le 15 octobre 1988, Gombert était allé chercher José Pereira, rencontré un an plus tôt au sein d'un club d'informatique — les Infocinéma — sur les lieux de son travail pour l'amener dîner au domicile de sa mère à Villeurbanne. Durant le trajet, une vive discussion s'engageait entre eux à propos de l'oppo-

tion d'explorer le procédé pirate sur lequel chacun réfléchissait et fantasmaient jour et nuit depuis des mois. Selon l'accusé José Pereira se trouvait dans un état d'excitation anormale et insistait pour « passer à l'acte ».

C'est « pour le calmer » que Gombert aurait introduit deux comprimés d'hypnotique — un puissant hypnotique — dans la soupe bouillonnante réchauffée pour leur repas. L'excitation de son camarade persistant, c'est pour « changer de sujet de conversation » qu'il lui aurait montré le petit revolver — acquis quelques jours plus tôt afin de se « protéger des voyous ». C'est « par maladresse » que le coup serait parti, atteignant José Pereira en pleine tête. C'est « par effacement » qu'il lui d'alerter la police. Gombert serait alors parti acheter une malle métallique dans un hypermarché. Et c'est pour égarer de chez sa mère toute trace du drame qu'il aurait ensuite transporté le corps dans un garage souterrain peu fréquenté où la « malle sanglante » ne devait être découverte que quarante-trois jours plus tard.

La vie

Décrit par les psychiatres comme un garçon d'une intelligence supérieure à la moyenne, doté d'une capacité d'analyse s'élevant au-dessus du sens pratique, Gombert, chez qui la raison l'emportait largement sur l'émotion, est avant tout un introverti. Il redoutait sans doute d'être dominé par la « personnalité plus forte, plus ironique, plus rayonnante » de José Pereira. « Je lui en voulais de m'avoir obligé de le faire », confie-t-il plus tard sur des experts qui relèvent la les regrets caractéristiques d'un « meurtrier passionnel ».

Issu d'un milieu modeste — un père VRP et une mère employée de banque — ce brillant bachelier qui préparait un DEUG à l'université scientifique de Lyon reconnaît n'avoir jamais eu ni ami ni copain. S'il avait un temps pratiqué le tennis de compétition — tango et échecs — qui lui avait permis de rencontrer une jeune femme employée à la sécurité sociale pour partager sa vie, son vrai bonheur, il le trouvait dans les chiffres, les symboles, la programmation. A force de s'exprimer en basic, Philippe Gombert avait fini par fonctionner comme un ordinateur.

ROBERT BELLERET.

Le Monde SERGUEI



PLUS DE 150 DESSINS PARUS DANS LE MONDE ET DE NOMBREUX INEDITS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE - 148 p. - 47 F

BON DE COMMANDE SERGUEI

NOM : _____
PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
LOCALITÉ : _____
CODE POSTAL : _____ PAYS : _____

FRANCE (franc de port inclus)
Nbre ex. : X52 F =
ETRANGER DOM-TOM (franc de port inclus)
Nbre ex. : X57 F =
Commande et règlement à retourner à :
Le Monde
service vente au numéro
7, rue des Italiens
75003 Paris (France)

Société

JUSTICE

Aux assises de la Gironde

Les aveux d'Alain Thomasson ou les bons effets de la prison britannique

BORDEAUX
de notre correspondant

Quatorze ans après son crime, Alain Thomasson, quarante-trois ans, a comparu, les 27 et 28 février, devant la cour d'assises de la Gironde. « Taulard professionnel », selon sa propre expression, Thomasson, qui a passé vingt-quatre ans de sa vie en prison, est accusé du meurtre d'un policier et d'avoir tenté d'en tuer un second au cours d'une fusillade, le 16 mai 1975 à Villeneuve-d'Ornon, dans le barreau de Bordeaux. Jusqu'alors l'inculpé avait nié les faits. Il est passé aux aveux lors de la première audience, expliquant son « revirement brutal » par le souci d'éviter d'être « l'engrenage fatal qui conduit de la délinquance à la criminalité ».

Le 3 mai 1975, un postier bordelais alertait la police. D'un côté on entendait un bruit de pas, de l'autre un bruit de fusil. L'argent provenait d'une attaque à main armée commise le 25 avril 1975 à Clermont-Ferrand. La piste conduisait à Alain Thomasson.

Le 16 mai 1975, trois policiers, les inspecteurs Pierre Pabot et Jacky Bochaud et le sous-brigadier Gilbert Peyre, venaient en 41 arrêter Thomasson, pris du domicile de sa sœur, à Villeneuve-d'Ornon. Ils l'interpellaient en compagnie de son neveu Serge Dejean. Les choses paraissent se passer si tranquillement que les policiers négligeaient de

vérifier le contenu d'une petite sacoche que portait Thomasson. On s'entassait à cinq dans la 41 des policiers. Direction : le commissariat central de Bordeaux. Soudain, Thomasson sortait un pistolet de sa sacoche : « A présent, c'est moi qui commande. Arrêtez-vous ! » L'inspecteur Pabot sautait en marche, suivi du neveu de Thomasson. Mais, dans le véhicule, une fusillade éclatait. Le sous-brigadier Gilbert Peyre était tué, l'inspecteur Bochaud blessé et Thomasson s'enfuyait.

Il devait se réfugier en Grande-Bretagne sous le faux nom d'Albert Messier.

Une dérive dans la délinquance

Le 29 juillet 1975, en exécution d'un mandat d'arrêt international, il est arrêté à Londres. La France n'obtient son extradition qu'en mars 1983, date à laquelle commence l'instruction de l'affaire bordelaise, qui ne sera close qu'en mars 1987. Le président de la cour d'assises de la Gironde, M. Jean-Louis Castaigne, entendait justifier par cet « historique » détaillé les quatorze années écoulées entre la fusillade de Villeneuve-d'Ornon et la comparution de cet accusé tant attendu.

Pendant toute l'instruction, Thomasson a nié sa culpabilité. Il n'a pas voulu se prêter à une reconstitution. Il a refusé toute expertise psychiatrique.

Et voilà qu'Alain Thomasson a choisi, devant les assises, d'opérer un revirement total, de tout avouer pour, a-t-il expliqué, contribuer à la prévention de la délinquance et de la criminalité. « Je puis être utile en expliquant comment j'ai pu en arriver à ces actes-là pour éviter, ne serait-ce qu'à un jeune, de finir sur ce banc comme moi ».

Profite, Alain Thomasson a donc décrit sa « dérive dans la délinquance », son itinéraire de fils d'ouvrier sans histoire, de « jeune qui voulait vivre sa vie » transformé par dix ans de tulle en un « petit bonhomme pété de haine, qui ne respectait rien, même pas un feu rouge ». Il met d'ailleurs sur le compte du système carcéral français cette chute vers la criminalité. En revanche, la découverte du système judiciaire et carcéral britannique serait, selon lui, à l'origine de son amendement. Il en vante d'ailleurs à tout propos l'« humanité » en l'opposant au système français. Cela a provoqué un agacement parmi les magistrats de la cour. « C'est en Angleterre que j'ai compris que l'acte de Bordeaux était un grand crime. Il y a eu mort d'homme. J'en suis l'auteur mais je ne suis pas un tueur », a plaidé Thomasson. Il voulait convaincre le jury qu'il n'avait été que pour protéger sa fuite et sans l'intention de tuer. Mais la cour ne l'a pas suivi. Alain Thomasson a été condamné, le 28 février, à la réclusion perpétuelle à perpétuité.

GINETTE DE MATHA.

Sur la Côte d'Azur

Un professeur et un ancien légionnaire inculpés après les attentats racistes

NICE
de notre correspondant

Les policiers du groupe criminel de la police judiciaire de Nice chargés de l'enquête sur les cinq attentats à caractère raciste commis sur la Côte d'Azur, notamment contre des foyers d'immigrés, viennent d'arrêter deux autres personnes appartenant au groupe tenu pour responsable de ces attentats. Il s'agit de Bernard Sablon, cinquante ans, professeur d'allemand au lycée Beau-Site à Nice, et de Jean-Pierre Nauvel, quarante-trois ans, ancien légionnaire, demeurant à Saint-Laurent-du-Var.

Les deux hommes, connus pour leur engagement raciste de longue date et présentés comme les « idéologues » du groupe extrémiste, ont été inculpés respectivement d'« incitation à la haine raciale et provocation à des actes qualifiés de crimes ou délits » et d'« association de malfaiteurs ». Ils ont été écroués.

Chez Jean-Pierre Nauvel les enquêteurs ont découvert des explosifs de même nature que ceux utilisés lors des attentats de décembre dernier. En 1984, il avait été interpellé pour des faits comparables.

Bernard Sablon a été arrêté, lundi 27 février, dans le bureau du concours du lycée Beau-Site où il avait été convoqué.

Trois autres personnes ont déjà été inculpées et écrouées pour la même affaire (le Monde du 28 février).

MICHEL VIVÉS.

Mort accidentelle du consul de France à Francfort

M. Jacques Simon, consul général de France à Francfort, a trouvé le mort, mardi 28 février, dans un accident de la route survenu dans la région de Tübingen.

[Né en 1930, ancien élève de l'ENA, Jacques Simon avait été en poste auprès de Saint-Siège (1970-1973), à Bruxelles (1973-1976), puis à Rome comme consul général (1976-1981). Il était consul à Francfort depuis septembre 1981.]

(Publicité)

STAGES RADIO

De courte durée, ces enseignements d'expression orale et de formation aux techniques radiophoniques s'adressent aux personnes souhaitant devenir speaker, réalisateur ou animateur, mais aussi à celles qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans la vie quotidienne et professionnelle. Deux stages intensifs de 5 jours à raison de 7 heures par jour auront lieu du 20 au 24 mars 1989 inclus et du 24 au 28 avril 1989 inclus.

Renseignements et inscriptions : ARAC, 3, rue Mont-Louis 75011 PARIS. Tél. : 43-70-54-48.

Selon la cour d'appel de Paris

L'arc est un « instrument de chasse prohibé »

Créé en 1985 dans le but de promouvoir la chasse à l'arc, le Bow Hunting Club a été dissous, lundi 27 février, par un arrêt de la première chambre de la cour d'appel de Paris selon lequel l'objet de cette association est illicite, car l'arc serait une arme de chasse prohibée.

C'est la Ligue française des droits de l'animal, qui avait à l'origine saisi le tribunal civil de Paris en lui demandant d'ordonner la dissolution du Bow Hunting Club. Par un jugement rendu le 7 août 1987, les magistrats de première instance l'avaient déboute, estimant que l'association en cause ne poursuivait aucun but contraire à la loi.

La Ligne demanderesse avait interjeté appel. Devant la cour, elle avait notamment soutenu que la location de « chasse à l'arc » figurait parmi les modes de chasse autorisés par l'article 373 du code rural ne pouvait concerner que les armes à feu.

De son côté, le Bow Hunting Club avait plaidé qu'aucun texte n'interdisait précisément la chasse à l'arc, « discipline sportive techniquement difficile, beaucoup moins dévastatrice que d'autres moyens de poursuite et de mise à mort du gibier ». En outre, son avocat avait rappelé les attendus du tribunal selon lesquels l'association « n'avait pas incité ses membres à chasser dans des conditions ayant

provoqué des poursuites pénales et ne causé aucun trouble à l'ordre public lorsqu'elle participait, avec la Fédération française des associations de chasseurs à l'arc et en relation avec les pouvoirs publics, à l'élaboration des conditions d'exercice de cette discipline ».

La cour, présidée par M^{me} Suzanne Martzloff, n'a pas suivi cette argumentation puisqu'elle se borne à rappeler les termes de l'article 9 de l'arrêté du 1^{er} août 1986 qui dispose : « L'emploi d'engins, tels que pièges, cages, filets, lazos, harpons, glissas, etc., et tout autre moyen ayant pour but d'effectuer la capture ou la destruction du gibier est interdit, sauf dans les cas autorisés par le ministre chargé de la chasse, pour la chasse des oiseaux de passage ainsi que la destruction des animaux nuisibles et par le commissaire de la République en cas de capture du gibier en vue du repeuplement ».

Sans donner d'explications supplémentaires à leur interprétation de cet arrêté, les magistrats ont déclaré que « l'arc est nécessairement un moyen d'effectuer la destruction du gibier et qu'il n'est mentionné dans aucun des cas d'exception à cette interdiction ». Il en résulte, sans avoir à rechercher si érymologiquement ou juridiquement la chasse à l'arc est une chasse à tir au sens de l'article 373 du code rural, que l'arc est, selon l'arrêt pris en application de ce texte, un instrument de chasse prohibé.

MAURICE PEYROT.

SCIENCES

M. Guy Pailletot nommé administrateur général adjoint du CEA

M. Guy Pailletot, ingénieur général du corps des Mines, est nommé administrateur général adjoint du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à compter du 1^{er} mars. Ce poste, qui n'était plus pourvu depuis six ans, avait été tenu de 1982 à 1983 par M. Gérard Renon, nommé par la suite administrateur général du CEA. Jusqu'en 1986 et aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

[Né le 1^{er} novembre 1940 à Paris, M. Guy Pailletot est ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole des mines de Paris. Chef du service de biophysique au CEA de 1976 à 1982, il fut, de 1982 à 1983, secrétaire général des programmes nucléaires au ministère de la recherche. De retour pendant un an au CEA en tant que chef du département de biologie, chargé du secteur de la recherche fondamentale, il était depuis juillet 1984 directeur général adjoint de l'Institut national de recherches agronomiques (INRA).]

Communication

Confronté à un déficit de 3 millions de francs

« Politis » en cessation de paiement

L'hebdomadaire Politis est en cessation de paiement. Son passif est de 3 millions de francs. Il appartient maintenant au tribunal de commerce de Paris de désigner un administrateur judiciaire qui examinera les propositions de reprise qui pourraient lui être présentées. Le journal, lancé en janvier 1988 par Bernard Langlois, ancien éditeur du magazine « Résistances » (Autisme 2), et par plusieurs autres journalistes venus des différents courants politiques de la gauche, diffusait 16 000 exemplaires, dont plus de la moitié par abonnement. Politis, qui avait pu malgré tout à 6 500 actionnaires qui avaient versé 4 millions de francs de capital, avait été récemment autorisé

par la Commission des opérations de Bourse (COB) à lancer une augmentation de capital. Mais la banque destinée à jouer le rôle de relais avant cette nouvelle souscription a refusé un crédit à l'hebdomadaire.

Réalisé par une trentaine de salariés, dont une douzaine de journalistes permanents, le journal n'a jamais eu les moyens de se faire connaître et de faire progresser ses recettes publicitaires. La grève des PTT l'automne dernier ainsi que le départ de dix journalistes en conflit avec la direction du titre (le Monde du 17 décembre 1988) ont aggravé ses difficultés, en dépit du lancement d'une nouvelle formule.

POINT DE VUE

On ne prête qu'aux riches

par Bernard Langlois

Pour la première fois depuis le 21 janvier 1988, Politis ne sera pas, ce vendredi, à son rendez-vous hebdomadaire avec ses lecteurs. Après un an, un mois, et une semaine d'existence, Politis n'est plus. Ce avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

Un vieux sketch de Robert Lamoureux me trotte dans la tête : « Le deuxième jour, le troisième, le cinquième jour, le canard était toujours vivant... » Notre canard (ou plutôt celui des six mille cinq cents actionnaires qui l'avaient voulu avec nous) a toujours vécu dans une pauvreté apprise. Chaque fin de mois, à l'heure des échéances, nous nous demandions si nous allions « passer ». Nous « passions », grâce une fois à telle avance des NMPP, une autre à quelque publicité payée d'avance ou encore à un remboursement de TVA qui tombait à pic... Pendant cinquante-quatre semaines, les fournisseurs ont été payés, les salaires versés. Dure vie d'un petit journal d'opinion sans trésorerie, sans ligne de crédit, sans le moindre découvert bancaire autorisé : nous imaginions, naïfs, que le métier de banquier consistait à prêter de l'argent, et pas seulement à en prendre ; à aider une jeune entreprise à s'installer, à trouver sa place sur un marché. Nous savons aujourd'hui ce qu'a de profond la sagesse populaire : on ne prête qu'aux riches...

En octobre dernier, le journal faisait son lifting. Nouvelle maquette, plus ligne, plus adresse. Pagnation plus abondante, permettant une couverture plus complète de l'actualité, une plus grande diversité de sujets. Effort de promotion, car il ne suffit pas de s'améliorer, encore faut-il le faire savoir. La grève des PTT torpille la campagne d'abonnements. Eche. Nos actionnaires, le 19 novembre, nous autorisent à lancer un nouvel appel à l'épargne publique pour reconstituer nos réserves. Comme la première fois, il faut l'autorisation de la COB. Démarche compliquée qui prendra plusieurs semaines. Le 21 février, enfin, le visa est accordé. Encore faut-il pouvoir « tenir » jusqu'à la clôture de la souscription, qui prendra plusieurs mois. Du moins, avec cette perspective ouverte doit-il être possible d'obtenir un prêt-relais gagé sur les résultats de cette souscription que l'attachement de nos lecteurs permet d'envoyer avec confiance.

Le 27 février au matin, le canard était toujours vivant. A 15 heures, un coup de fusil mieux ajusté que les autres avait raison du volatile : la réponse du banquier avec lequel nous négocions était négative. Avec le bonjour de Proudhon, dont le buste orne le hall de cette grande banque coopérative... « Silence au pauvre ! » Rien de bien nouveau sous le soleil.

« Le Nouvel Observateur » se sépare d'une vingtaine de messageries roses

Le Nouvel Observateur a décidé de se séparer d'une vingtaine de messageries roses hébergées sur son centre serveur télématique. Il s'agit de services réalisés et commercialisés par d'autres éditeurs mais qui utilisaient les supports techniques du groupe de M. Claude Pédriel. Selon la direction du Nouvel Observateur, la décision n'a pas été prise pour des raisons économiques (ces services rapportaient entre 150 000 et 200 000 F par mois) ni pour des raisons « morales » mais parce que l'évolution des messageries « n'était pas conforme à l'atmosphère générale des journaux du groupe ».

Le Nouvel Observateur entend recréer ses activités télématiques vers « des services plus orientés vers la communication professionnelle et l'information spécialisée ». Il faut cependant remarquer que ce raccourci épargne les deux messageries roses Jane et Aline, directement créées et exploitées par le Nouvel Observateur. « Il s'agit de produits que l'on surveille et dans lesquels on peut maintenir un certain dynamisme », souligne-t-on à la direction du groupe de presse.

depuis Lammensis. Contente de savoir que M. Carignon a disposé de 13 millions pour ses seuls journaux municipaux. Tous ensemble, nos actionnaires auront dépensé 4 millions. Nous pensons ne pas avoir à rougir de l'usage qui en a été fait : un an d'existence d'un journal engagé mais libre, pauvre et fier.

L'aventure se termine donc. Mais nous ne renonçons pas. Huit mille cinq cents abonnés, autant d'acheteurs fidèles, ce n'est pas suffisant, ce n'est pas rien. Une équipe soudée,

qui a appris au fil des mois à construire sa cohérence, à forger son identité, ce n'est pas rien. Avis à d'éventuels « repreneurs » : nous sommes ouverts à toutes solutions qui respecteraient ce que nous avons voulu être. Un lieu de rencontres et de débats au carrefour des gauches, un outil d'information et de réflexion pour tous ceux qui ne se résignent pas au désordre du monde. Nous demeurons persuadés que ce journal-là doit trouver sa place et rencontrer son public, pour peu qu'on lui en laisse le temps.

Avant les municipales

Le câble, partout !

Vite, vite, des images ! Depuis septembre, pas de mois, pratiquement pas de semaine, sans inauguration d'un nouveau réseau câblé de télédiffusion. Et de Marseille à Bordeaux, de Brest à Villeneuve-d'Ornon, de Toulon à Versailles, le rythme s'accroît à l'approche des municipales, comme si les maires ne savaient plus où donner du câble.

Même les villes moyennes, de Villeneuve-d'Ornon à Epinay-sur-Orge, veulent au grain : comme les piscines dans les années 70, les réseaux câblés sont à la fois symbole de modernité, source éventuelle d'emplois dans le génie civil... et occasion de beaux discours pour l'édification des équipements de télédiffusion. Pourquoi s'en priver ? Surtout si cela ne coûte rien, France Télécom ou les opérateurs privés prenant en général à leur charge l'investissement et l'exploitation.

Vues de loin, ces inaugurations semblent donc des événements répétés à l'usage de campagne électorale. Pourtant, de site en site, des innovations apparaissent, des innovations qui dessinent concrètement les nouvelles orientations de la politique du câble. Car tous les acteurs ont intérêt au changement.

Du côté de l'administration, France Télécom veut alléger le fardeau de ses investissements et engager des abonnés pour les rentabiliser. Les opérateurs ont besoin de clients pour amortir leurs chaînes thématiques. Quant aux élus locaux, même si leur risque n'est pas financier, ils savent qu'un fiasco ne leur serait pas pardonné.

Logements collectifs

Ainsi, à Evry (Essonne), les élus ont accepté de payer à France Télécom une avance remboursable pour obtenir en échange que le réseau soit étendu et démarré directement avec dix chaînes de télévision, et pas seulement avec les quinze chaînes prévues dans les contrats standards. Un geste qui ravit l'administration, mais

inquiète d'autres maires peu décidés à mettre la main à la poche, ou qui veulent en tout cas obtenir des contreparties, comme la possibilité de contrôle d'accès, et donc de mise en œuvre de services payants diversifiés.

Un peu partout ailleurs, de Nice à Meaux, de Tours au Mans et bien sûr à Angers, ville pionnière en la matière (le Monde daté 18-19 décembre 1988), le câblage des logements collectifs est au centre des préoccupations. L'idée générale est d'offrir plusieurs niveaux de services, dont le premier — quelques chaînes seulement — soit d'un coût inférieur à 20 F par foyer et par mois, et donc intégrable dans les charges par les gestionnaires d'IHM, dont beaucoup ont dans de toute façon renouer leurs antennes collectives.

Une telle solution à l'avantage d'alléger le poids des abonnés et de prendre de vitesse des systèmes concurrents comme les antennes collectives de satellites. Encore faut-il arriver à des accords entre constructeurs et opérateurs, qui sont toujours en négociation dans les villes du plan câble.

Cette tendance générale à la baisse des prix d'abonnement est plus facile à mettre en œuvre dans le cas des réseaux à maîtrise d'ouvrage privée : qu'il s'agisse du futur réseau de Strasbourg, confié à Communication-Développement, ou des réseaux construits par Citécable à Villeneuve-sur-Seine et dans d'autres petites communes, ou même des préfigurations de Charenton et du Kremlin-Bicêtre ouvertes par la Générale des eaux-Téléservice, tous visant un abonnement à moins de 100 francs par mois et par foyer.

La multiplication de telles expériences a l'avantage d'assouplir les procédures rigides des décrets du câble. Mais elle aboutira inévitablement à des disparités dans des communes voisines. Un problème qui ne sera sans doute résolu qu'aux prochaines municipales.

M. C. L.

M^{me} Catherine Tasca que soient auditionnés les auteurs d'une proposition sur le financement du service public. M. François Giquel, président du groupe de travail numéro 2 sur l'avenir de l'audiovisuel public, nous écrit : « Je tiens à vous préciser de la façon la plus formelle que c'est la commission elle-même qui, dès le début de ses travaux en décembre, a décidé d'entendre des représentants de la thèse que vous évoquez — ce qui fut fait plus tard que prévu initialement, pour des raisons indépendantes de notre volonté ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Avant la sortie du film de Terry Gilliam

Le magicien de Munchausen



John Neville.

projets ? Lesquels ? Des projets, j'en ai. Rien de sûr. Pour me débarrasser des curieux, j'ai inventé une réponse, la plus improbable possible : « Je suis engagé sur le prochain film de Terry Gilliam, je ne peux en dire plus ». Et pour cause... J'avais dit Gilliam comme j'aurais dit Kubrick, deux réalisateurs que j'admire.

À quelque temps de là — on peut voir dans l'affaire un petit rien de cabalistique, — le téléphone me réveille en pleine nuit.



La ville assiégée.

malins : « Moi, j'ai une idée plus folle que la tienne ! » « Oui, mais moi, mon idée, elle est si belle que tu ne pourrais même pas en avoir une pareille ! » Nous faisons essai d'imagination, mais aussi de citations — qui devraient s'intégrer à l'action un peu comme des gags, des souvenirs qui se mélangent. Ainsi, dans *Munchausen*, peut-on « repérer » Méliès, Gustave Doré bien sûr, mais aussi Botticelli et Chirico, et Magritte, Pinocchio, les illustrations des *Mille et Une Nuits*, les

qui me cache, qui ne veut rien montrer de ce que je fais, j'avais été saisi par un tel enthousiasme et une telle fièvre, que j'avais couvert les murs d'énormes dessins. Il y avait déjà la ville assiégée, le campement des Turcs, les vaisseaux volants, l'intérieur de la baleine, et la Lune. Surtout la Lune, que je voyais comme une Venise meringuée, un énorme gâteau renversé.

Les Américains ont été convaincus. Nous avions l'argent

tourné ailleurs, en Espagne, à Almería, où la couleur du sable me convenait... Et d'importer ensuite ce sable à Cinecittà pour les scènes de plage !

C'est alors que le rêve gigantesque a failli tourner au cauchemar. Coca-Cola a vendu la Columbia et David Puttnam, qui était très attaché à *Munchausen*, a dû l'abandonner. Les nouveaux dirigeants du studio étaient beaucoup moins chauds. Pour des raisons subjectives, mais également... objectives. Les bruits les plus fous couraient. Non seulement le budget initial de 25 millions de dollars (dont 8 millions environ pour les décors) ne serait pas respecté, mais il allait atteindre le double... Articles incendiaires dans la presse américaine : on parlait, ni plus ni moins, de changer de metteur en scène.

Il était évident qu'il aurait fallu alors changer également de décorateur. Une entreprise aussi folle que *Munchausen* ne pouvait être mise entre les mains d'un homme raisonnable, d'un « film maker » ordinaire. Terry Gilliam a sa folie propre. C'est un fou en liberté. Avec une formidable santé mentale.

Soixante-sept décors

Il me rappelle beaucoup Federico Fellini. Comme lui, il fait des caricatures, il dessine. Il est rompu à la technique du cartoon. De là provient la vivacité de son récit et la vélocité de son montage. Un montage névrotique ! Le reflet de sa façon de penser, de voir, d'être, de ressentir le cinéma.

Avec Fellini, c'est différent, bien sûr. Avec Fellini, je suis différent. Je suis un bon professionnel à son service. Avec devoir de raconter son monde à lui. Qui mieux que lui peut connaître la forme du lit où il couchait avec la petite femme de chambre lorsqu'il avait seize ans, à Rimini ? Si je prends quelque liberté, il me dit : « Ton lit est bien, mais ça n'est pas le mien. Celui dont je me souviens. C'était en pitchpin, avec la commode assortie, et une petite boîte ronde sur la commode pleine de bonbons acidulés... »

Mais si le travail avec Gilliam a été heureux, gratifiant, il faut quand même avouer que je n'étais pas sûr d'arriver vivant à la fin du film ! Il faut savoir que chaque décor — il y en a eu soixante-sept — impliquait jusqu'à trois cents personnes, menuisiers, staffeurs, peintres, sculpteurs, machinistes. Par exemple le salon de Vénus,

Communication

Loi de 1 million de francs

Assurance de paiement

pour la construction des équipements de la télévision... (Text continues with details about insurance and equipment for television construction).

Le qu'aux riches

Il y a eu la version ancestrale de Méliès, puis celle commandée par Goebbels pendant la guerre, puis d'autres encore, tchèque ou française. Le baron de Munchausen, authentique héros utopique, a inspiré bien des textes et bien des films. Celui de Terry Gilliam, cofondateur des Monty Python et auteur de l'inoubliable *Brazil*, sort en France le 8 mars. C'est une fête pour les yeux, orchestrée par un artisan de génie, le décorateur Dante Ferretti.

Avant les municipales

Le câble, partout !

Le câble, partout ! (Text continues with news about cable television expansion and municipal elections).

Le Monde (Text continues with various news snippets and advertisements, including a large 'Le Monde' logo at the bottom).

Un entretien avec le réalisateur

« La folie est nécessaire »

C'était il y a assez longtemps. Près de deux ans. Terry Gilliam commençait à Cinecittà la préparation de son *Baron*. Il savait déjà exactement où il irait. Le plus extraordinaire, c'est qu'il y soit allé, malgré l'emprise sévère de la réalité. Il ne savait pas encore que son budget initial de 26 millions de dollars serait largement dépassé. Il ne savait pas encore qu'il perdrait en route son producteur principal, David Puttnam, « remercié » par la Columbia. Mais il savait que rien ni personne ne le ferait dévier de sa folle mais cohérente trajectoire.

« Q'ÊTES-VOUS devenu depuis *Brazil*, en 1985 ? »

— Après que *Brazil* eut commencé son heureuse carrière en Europe, il faut que je livre une grande bataille aux États-Unis pour obtenir que le film y soit seulement distribué. C'était Universal qui en avait la charge : les responsables du studio décrétèrent que la fin n'était « pas assez positive » et qu'il fallait en outre beaucoup couper.

— J'ai porté le conflit sur la place publique, prenant des pleines pages de publicité dans *Variety* et posant la question au patron d'Universal : « Quand allez-vous sortir mon film ? »

— Et ça a marché ?

— Pas du tout. Le bagarre a duré sept mois. Sans interruption. Robert De Niro et moi allions de télévision en télévision. Et puis nous sommes allés à l'attention des critiques de Los Angeles. Lorsque ces critiques ont eu à voter pour désigner le film de l'année, *Brazil* a obtenu les plus hautes récompenses : « Meil-

leur film », « Meilleure mise en scène », « Meilleure scénarisation ». Et il n'était toujours pas sorti. Les responsables d'Universal, vertes de rage, ont été contraintes d'abdiquer. *Brazil* est enfin sorti, intact, aux États-Unis, où il a remporté un grand succès.

— Mais moi, j'étais épuisé. Tout ça avait été tellement déprimant... Puis je me suis remis. Il était temps de penser à *Munchausen*. Bien sûr, j'ai vu toutes les versions existantes. Celle de Méliès qui date de 1911, celle de Joseph von Baky, la superproduction nazie, le dessin animé de Jean Image. Mais la version que je préfère est celle du Tchèque Karel Zeman, *Baron Prásl*, tournée au début des années 60.

— La difficulté avec *Munchausen* est que tout le monde a l'impression de connaître le sujet. J'ai donc voulu, en premier lieu, éviter de tomber dans le piège du respect absolu aux textes originaux. Nous avons décidé de prendre le personnage, quelques-unes des aven-

tures qu'on lui prête, et d'inventer le reste. Lorsqu'il apparaît au début du film, le baron a quatre-vingt ans. C'est la fin du dix-huitième siècle, le siècle des Lumières, l'âge de raison. Ce siècle n'a donc ni raison ni tête pour le baron qui est tout sauf raisonnable...

— Pendant tout le film, il va former un couple avec une petite fille de huit ans. Elle va voyager avec lui, contre sa volonté. Chaque fois qu'il a une velléité d'héroïsme, il y a cette petite fille dans ses pattes. Elle est son guide, sa part de sagesse.

— Le film est d'ailleurs basé sur les rapports du baron avec les femmes. Il rencontre donc cette petite fille, puis une adolescente, puis une personne plus mûre, puis une merveilleuse vieille dame. Et puis, à plusieurs reprises, la mort, assez séduisante, et qui est une femme...

— Quel est votre message ? Que la folie est utile ?

— Pas seulement utile. Nécessaire. Ainsi que les mensonges.

— Ce n'est pas la première fois que vous le dites !

— Non, je dis toujours la même chose. En fait, *Munchausen* constitue le dernier volet d'une trilogie sur les trois âges de la vie. *Bend Sinister* : le petit garçon, *Brazil* : l'adulte. Et *Munchausen* : le vieil homme.

D. H.

(Lire la suite page 14.)

OPERA-COMIQUE

LE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
LES SPECTACLES LUMINOSES
LES SPECTACLES ALAP
PRESENTENT

A PARTIR DU 14 MARS 89
REPRISE EXCEPTIONNELLE

SAMI
FREY

DANS
JE ME SOUVIENS
DE
GEORGES PEREC



48.78.75.00

CINÉMA

Mort de la Jenny-des-lupanars



Margo Lion et Albert Préjean.

Margo Lion est morte le 25 février, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Comédienne, « diseuse » de cabaret dans la tradition allemande, avant 1933, elle était vedette à Berlin où elle est revenue en 1977 invitée par le Festival dans le cadre d'une grande exposition sur les années 20. C'est à Berlin qu'elle a tourné en 1931 pour G.W. Pabst la version française de *l'Opéra de quat'sous* d'après Brecht, sur la musique de Kurt Weill.

Une voix qui grince sur une vieille bande sonore, une voix qui vibre et marie des mots amers. Jenny-des-lupanars chantant *la Fiancée du pirate* dans ses dentelles blanches et ses bas noirs, et ses paupières lourdes, son regard qui en sait trop sous ses cheveux moussus : c'est ainsi que Margo Lion reste dans la mémoire, dans

le cœur des cinéphiles — et des simples spectateurs ayant l'âge requis.

Margo Lion a symbolisé les filles à la dérive, lâchées dans le chaos des années sans hommes, sans liens avec le passé. Des années folles. Elle a trébuché son allure de grande brigue ambiguë, son sourire pointu, sa démarche lassée dans les films d'atmosphère glauque de l'entre-deux guerres. Chez Pierre Cheval notamment (*l'Affaire Lafarge*, *l'Alibi*, *l'Homme de nulle part*...).

Et puis le chaos a recommencé. Margo Lion s'est retirée. Elle a juste tourné *Lola* avec Jacques Demy. Elle a vécu avec une orgueilleuse dignité les années de l'oubli.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

Les mutations de l'Opéra flamand

Plus d'idées que de « monnaie »

De l'audace, toujours de l'audace : c'est la devise de Gérard Mortier à l'Opéra de la Monnaie. La preuve vient encore d'en être donnée avec un Parsifal visuellement iconoclaste et particulièrement bien chanté. Intrépide, jaloux, Mortier est un vrai directeur d'opéra, l'un de ceux que notre Bastille n'a pas su retenir et qu'elle regrettera. Mortier le Bruxellois vient, de surcroît, d'être chargé de restructurer et de réanimer, d'Anvers à Gand, l'Opéra flamand.

« A une époque où l'on ne parle plus que de cachets et de contrats, voici quelque chose de positif pour l'opéra », dit Gérard Mortier. Presque incroyable en effet, en ces temps troublés, de voir une équipe soudée se pencher avec passion et de manière désintéressée sur un projet bien ficelé, peu coûteux en regard de ses ambitions, déjà financé par les partenaires concernés, projet qui va bon train alors qu'il vient tout juste de donner lieu à une première conférence de presse ! Pas de Bastille à prendre, pas de quartier à défoncer, pas de scandale financier, pas de révolution sinon — et ce n'est pas rien — la résolution de réveiller l'art lyrique curieusement ensommeillé dans l'ambitieuse et dynamique Belgique flamande.

Magouilles ? Rivalités ? Non. On a tout bonnement demandé à un directeur compétent (en activité dans l'enclave bruxelloise, c'est vrai, mais né à Gand) de former une équipe et de présenter un plan. Des établissements existaient, vêtus mais méritants, historiquement intéressants : nul n'a songé à les désaffecter. Et puis un grand ravalement s'imposait, concernant l'équipe

de la scène bloquée par un canal. Henri Oeschlin ne désespère pas d'obtenir de la municipalité qu'un pont soit construit jusqu'à la rive opposée pour permettre l'acheminement direct des décors. Là, des maisons insalubres devraient être détruites pour laisser place à un parking, précise Jef de Roock, ancien journaliste, homme de théâtre, directeur musical de l'Opéra flamand depuis le 1^{er} janvier dernier (encore une idée à la Mortier). Un second pont pourrait doubler le premier, destiné à ramener les piétons jusqu'au parterre.

La ville de Gand, futur siège administratif de l'entité Opéra flamand, a débloqué l'équivalent de 100 millions de francs français pour financer les travaux (évalués à 70 millions, ceux-ci dureront deux ans), et pour permettre de rembourser les agios.

Naguère existait, à cheval sur les deux villes également, l'Opéra de Flandre, qui n'a pas connu que des succès, et dont le passif s'élevait à 1 milliard de francs belges (150 millions de francs français). Cette dette, la communauté flamande l'a intégralement épouée. Comme elle a liquidé, pour la même somme exactement, le « passif social » lié au licenci-

jumeaux flamands nouveau-nés : cela fait beaucoup d'opéras pour un peu plus de neuf millions de Belges ! « Pas beaucoup plus que pour les dix millions de Parisiens », répond Gérard Mortier.

La Monnaie, réparons-en. Tous les espoirs du projet flamand reposent sur l'exemple de son dynamisme, sur la place à part que cet établissement s'est créée dans une Europe lyrique en voie de banalisation. Cette identité — la fameuse « image de marque » que le palais Garnier a perdue depuis Liebermann — il suffit de trois heures de train pour qu'elle vous crève à nouveau les yeux et les oreilles.

Un exemple ? Le Parsifal qu'on peut voir actuellement à la Monnaie. A mi-chemin entre Dark Cristal et Francis Bacon, suspendu entre psychanalyse et science-fiction, la production domine un sérieux shamponing au rituel wagnérien. On y voit un Amfortas au corps torturé, emmaillotté de langes sanguinolantes, face à un Graal inexistant, donner des gouttes de son sang à une armée de chevaliers erratiques, décharnés, sortes de mutants à crêtes de coqs trébuchant au dernier acte sur un sol noirâtre et caoutchouteux.

On y voit un Parsifal en bleu de chauffe dévidant une pelote de laine bleue layette ; un Klingsor adipeux, en frac jaune à paillettes ; une lance jaune aussi ; beaucoup de néons, de vagues traces sanguinolantes, traces d'un doigt distrait sur de hauts panneaux transparents et mobiles ; et des filles-fleurs déjà fanées, barcales, boudelairiennes... Peter

Au premier plan : Harald Staum (Gurnemanz) et Gary Bachlund (Parsifal).



Un entretien avec Terry Gilliam

« La folie est nécessaire »

(Suite de la page 13.)

« Bizarrement, j'essaie de concevoir Munchausen comme un dessin animé de Walt Disney. Une espèce d'extravagance plus facile à dessiner qu'à mettre en scène... Car, bien entendu, pour cette science-fiction du dix-huitième siècle, les effets spéciaux posent un vrai problème. Ils font partie de l'histoire, ils doivent intervenir naturellement. Sans ostentation. Ne jamais noyer les personnages, les gêner. Etre, si possible, plus raffinés, plus poétiques, que ceux de Star Wars... »

— Ainsi, la Lune...

— Vous y verrez des personnages de 20 mètres de haut, avec des têtes séparables qui vivent leur propre vie... Nos héros s'échappent de l'astre mort en se servant de la chevelure de la reine comme d'une corde lisse. Mais la chevelure casse, et ils atterrissent brutalement dans une caverne où ils rencontrent Vulcain et Vénus sortant de sa coquille avant d'être avalés par une gigantesque baleine...

— C'est Dante Ferratti qui donne une forme à vos rêves ?

— Oui. Et c'est très étrange... Lorsque j'ai fait mes premiers films, *Monty Python, sacré Graal* et *Jabberwocky*, j'étais fasciné par la beauté plastique des films de Pasolini, *les Mille et Une Nuits* ou les *Contes de Canterbury*. J'essayais servilement de les copier. Et c'est Dante Ferratti qui en était le décorateur...

— Qui joue le baron ?

— Un acteur anglais, John Neville. Dans les années 60, il était considéré comme le nouveau John Gielgud. Et puis il a quitté Londres, préférant jouer le répertoire dans des théâtres de province. Il a ensuite émigré au Canada, sans jamais songer au cinéma.



« Au début, pour incarner le baron, je cherchais une ancienne star un peu oubliée... En bonne santé, parce que le rôle est très physique. Je ne trouvais que des comédiens encore célèbres, dont on connaissait trop le visage. Ce n'est pas le cas de John Neville, excellent acteur, en excellente santé, mais que personne ne connaît... »

— Le baron a quelque chose à dire aux hommes d'aujourd'hui ?

— Ah oui ! Nous vivons dans un univers où le progrès technologique n'a débouché que sur le matérialisme. Où les gens acceptent la façon dont marche le monde et considèrent que tout cela à un sens, prisonniers qu'ils sont d'une illusion de confort. Je conteste vivement pour ma part cette attitude. Tout comme le baron. Lui et moi pensons qu'on peut s'échapper de ce monde figé. Qu'il faut s'en échapper. »

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN.

ment technique essentiellement, on a décidé de fermer, de restaurer et de rouvrir au plus vite. Que résonne à nouveau la musique, le mouvement se prouve en marchant.

D'abord, une équipe. Chargé de mission pour trois ans, patron de la coordination, tête pensante de la programmation, Gérard Mortier devait, dit-il, à ses attaches flamandes de transmettre à des Flamands un peu de son expérience. Et de passer trois années écartelées entre Bruxelles, Anvers et Gand, cela sans se faire payer. A ses côtés, quelqu'un que les Parisiens connaissent bien, dernier licencié de la « folie-Bastille », ancien directeur technique de la Monnaie : Henri Oeschlin, qui n'aura pas longtemps cédé et auquel ont été tout naturellement confiés la direction du bureau d'études, le choix des entreprises chargées des travaux (deux en concurrence à Gand, pour plus de prudence), la définition des priorités pour la restauration et l'équipement des deux établissements.

Réaménagement de la fosse, meilleure isolation acoustique, élargissement du cadre de scène : trois mois et demi de travaux seulement à Anvers, et vogue la galère. L'Orchestre philharmonique de Flandre et son nouveau directeur musical, Rudolph Werthen (violoniste, il devient chef pour avoir remplacé au pied levé Klaus Tennstedt en tournée), seront basés, ainsi que le Ballet de Flandre, dans ce petit théâtre douillet du début du siècle.

Le 30 août 1840, Franz Liszt inaugure le Grand Théâtre de Gand, sa longue salle de bal dorée à l'antichambre, son lustre royal, ses balcons haut perchés comme dans les salles d'opéra : proportions délicates, acoustique parfaite, décor délicieux bien qu'à dépoussiérer, superstructures entièrement boisées, dégagements

intégral des équipes préexistantes. Sainement édifié sur cette « table rase », le budget global de l'Opéra flamand sera de l'ordre de 65 millions de francs français (40 millions versés par le gouvernement, 12,5 millions par chacune des municipalités), auxquels viendront s'ajouter plus de 4 millions de recettes propres et encore 4 millions de la Loterie nationale. A titre de comparaison, le budget actuel de la Monnaie est de 150 millions de francs français. Le budget supposé de la Bastille ? 460 millions de nos francs environ.

Mais, direz-vous, de ces millions, qu'est-ce qu'ils feront ?

L'idée est de ne pas faire doublement avec la vitalité bruxelloise. Priorité, donc, à l'école d'interprétation flamande et à sa spécialité : le baroque. Collaboration suivie avec Sijtsward Kuijken et sa Petite Bande (*l'Indefelto Delusa*, de Haydn, dès janvier 1990) ; à la Chapelle royale et à Philippe Herreweghe (*Orfeo*, de Monteverdi, en collaboration avec Montpelier). Place aussi, un peu plus tard, à René Jacobs.

A Anvers, une tradition wagnérienne s'est perpétuée : un Ring complet sera le coup d'éclat du lancement de l'Opéra flamand (à partir de juin 1990). Les artisans en seront Herbert Wernicke (Allemand, il vient de monter *les Maîtres chanteurs* au palais Garnier) et, à la baguette, le chef attitré de la Monnaie : Sylvain Cambreling (les quatre journées seront reprises à Bruxelles en 1991).

Huit productions différentes chaque année donneront ainsi lieu à quatre-vingts représentations réparties entre les deux villes. Alors, si l'on compte bien, l'Opéra de Wallonie, que dirige dans la vieille tradition Raymond Rossius à Liège (1), la Monnaie, de vocation résolument européenne, à Bruxelles ; et, ces

Mussbach (Allemand lui aussi, et metteur en scène du *Château de Laporte/Kafka* à la Monnaie en 1986) n'a pas le fantôme gai. Mais il a le courage de ses paradoxes (une Kundry toujours sur le qui-vive et debout alors que Wagner la décrit perpétuellement ensommeillée ; un refus évident de croire au héros messianique). L'essentiel est peut-être qu'il ait trouvé en Johannes Schütz un décorateur et un complice, que tous deux aient déjà travaillé à la Monnaie (*le Monde* du 24 décembre 1986) ; et qu'ils soient sûrs d'y être réinvités (dans un Janacek). Cette confiance, plusieurs fois accordée à de jeunes équipes quand, ailleurs, les brèves rencontres sont de mise, voilà peut-être l'essentiel de la méthode Mortier.

Sans oublier bien sûr, outre les progrès accomplis par Sylvain Cambreling et l'orchestre maison dans le sens d'un vrai son wagnérien, des distributions homogènes et soignées. José Van Dam est l'Amfortas bouleversant que l'on sait ; Livia Budar-Baky, une des rares Kundry possibles (physiquement, hélas, en trop bonne santé) ; Franz Mazura compense en présence ce que sa basse a perdu de puissance. Enfin, malgré la pénurie de témoins wagnériens, Bruxelles s'est trouvé un Parsifal. Beau, blond, américain. Ancien baryton à la technique encore fragile. Mais il se pourrait que Gary Bachlund laisse dans quelques années son nom à l'impossible rôle.

ANNE REY.

(1) Deux productions de l'Opéra royal de Wallonie, *André Chénier* de Giordano (mise en scène de Raymond Rossius), et *la Traviata*, de Verdi (mise en scène de Jacques Karpo), seront montées cet été par le Festival d'opéra du château de Versailles (du 15 au 30 juillet).

* Prochaines représentations de *Parsifal* : les 7 et 9 mars, à 18 heures ; le 12, à 15 heures. Tél. : (19) 32-2-217-22-11.

Nicolas Bonini François Bonini Catherine Hugel Pance Katorat
HOPASIRE EXCEPTIONNEL SOIRÉE 20 H. MATINÉE DIMANCHE 15H30
LOCATION PAR CORRESPONDANCE **SANS S'ÊTRE**
 M _____ tel _____
 adresse _____
 je réserve _____ (n) places à 110 F. F. _____
 date choisie _____ 2ème date _____
 et joindre un chèque à l'ordre de Théâtre National du La Colline

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LA VEILLÉE Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun.) 20 h; dim. 15 h 30.

DEVOS EXISTE, JE L'AI RENCONTRÉ Au Boc fin (42-96-29-35) (dim.) 20 h 30.

UN COEUR SIMPLE Théâtre de l'ombre qui rime (43-26-29-61) (dim. soir lun.) 21 h; dim. 17 h (1).

LA SAVETIÈRE PRODIGEUSE Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (lun.) 20 h 30; dim. 16 h 30 (1).

LE FOU DE MADEIRA Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (jeu, dim, lun.) 21 h (1).

L'AQUARIUM Lacenaire Forum (43-44-57-34) (dim.) 18 h 45 (1).

JEU DE DAMES (22 Jours) Cliché (43-57-35-13) (dim, lun.) 21 h (1).

LA FAUSSE SUIVANTE OU LE FOURRE PUNL Cité internationale universitaire, Grand Théâtre (45-89-38-69) (dim, lun, mar.) 20 h 30 (1).

SUR LE FIL Théâtre Montepari (42-96-04-06) (lun.) 20 h 30, dim. 19 h (2).

NATIONALITÉ FRANÇAISE Théâtre national de la Colline (43-66-43-60), Petite salle (lun.) 21 h; sam. 15 h 30; dim. 16 h (2).

L'HOMME OBJET Au Boc fin (42-96-29-35) jeu, ven, sam. 18 h 30; dim. 16 h (2).

CALLAS Adrien-Louis Jovet (47-42-67-27) (dim, lun.) 20 h 30; mar. 18 h 30 (2).

LETTRES DE LA MARQUISE DE M. AU COMTE DE R. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim, lun.) 22 h (2).

COMME IL VOUS PLAIRA Théâtre 13 (43-08-16-30) (lun.) 20 h 30; dim. 15 h (2).

Callas jeu, ven, sam. 20 h 30, mar. 18 h 30. Rel. dim. lun.

AU COULANT DES CORDELIERS (43-60-63). Une folie électrique: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

BATACLAN (47-00-30-12). D. Match d'improvisation: lun. 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-90). Le Roi de Nidaga: 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFES PARISIENS (42-96-04-06). D. Ma vie n'est plus un roman: sam. 20 h, lun. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-53-53). D. L'Homme objet: jeu, ven, sam. 18 h 30; dim. 16 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (43-21-24-34). Iphigénie: jeu, mar. 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE (43-87-23-23). D. La Fête de l'amour: 20 h 30 (Ven.). D. Les Enfants du Soleil: jeu, mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalousie: sam. 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jovet. Les Amants magnifiques: 20 h 30. Rel. dim, lun. D.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). O. L'Œuvre providentielle: 21 h (jeu, ven, sam. dernière). D. Aristophane vivant: lun. mar. 14 h.

ANTOINE - SIMONE-BERREAU (42-06-76-38). La Ritonnette: 21 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCA (43-41-12-45). D. Clowns et Objets en solo: jeu. 21 h.

ARCANES (43-38-19-70). D. La Voce: lun. mar. 20 h 30.

AREQUIN (45-89-43-22). O. A la mesure de Sherlock Holmes: 20 h 30 (Jeu, ven, sam. dernière). D. Degré deux cents ans, où merde!: mar. 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). D. Mède la Britain: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mar.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). O. La Fête de l'amour: 20 h 30 (Ven.). D. Les Enfants du Soleil: jeu, mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalousie: sam. 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jovet. Les Amants magnifiques: 20 h 30. Rel. dim, lun. D.

TEMPÊTE (43-28-36-36). D. Le Petit Triptyque des jumeaux: jeu, ven, sam. 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira...: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). O. Les Droits de l'homme en question: 18 h 30. D. Chénier et Nodou: jeu. 18 h 30. Isaïe, sept collines, sept poètes: jeu. 20 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). D. Quelques uns des mille uns: sam. mar. 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. O. La Fausse Suivante ou le Fourre-punl: 20 h 30. Rel. dim. lun, mar. La Reserve. La Chevalerie: 20 h 30. Rel. dim, lun. D. Zaire ou le Fanatisme religieux: ven, sam. mar. 20 h 30. Rel. dim, lun.

CITÉRA (43-57-35-13). O. Jeu de dames (El Jongo): 21 h. Rel. dim, lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). D. Des gens, Bré: jeu, ven, sam. 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mar.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête: 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du bœuf: 20 h 30. Rel. dim. lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Cagote: 14 h, sam. 14 h, dim. 20 h 30, mar. 20 h 30. O. La guerre de Troie n'aura pas lieu: 20 h 30 (Sam.). D. Britannicus: lun. 20 h 30, dim. 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITOIRE (40-15-00-15). D. Discours Grands Textes du répertoire: lun. 18 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-36). Le Cœur de France: 21 h, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres: 20 h 15. Rel. dim. Noms on fait son théâtre: 21 h. Rel. dim.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne: 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (43-68-32-36). O. Rêve de Violette: 14 h 30, jeu, sam. dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

FONDACTION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (43-27-22-09). O. Les Bains de la Reine de Saba: 20 h. Rel. dim, lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille!: 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITE-MONTFARNASSE (43-22-16-15). Frédoles Chépa on le Malheur de l'Idéal: 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30. Rel. dim. lun.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Le Maghreb de caudat: 20 h 30. Rel. dim, lun.

GALERIE PEINTURE FRAICHE (45-10-06-55). La Mignotte d'Ophélie: mar. 20 h 30.

GUCHET MONTFARNASSE (43-27-88-61). Histoire d'un fou: 18 h 45. Rel. dim, lun. Adieu Agathe: 20 h 30. Rel. dim, lun. Jangliers ou Histoire de digre et autres histoires: 22 h 15. Rel. dim, lun.

HOTEL LUTETIA (SALON BOGHESS) (45-44-05-05). Le Dernier

43 57 42 11

21 février-18 mars

Alice

de Nathalie Schmidt
très librement inspiré de
Lewis Carroll

la Forêt

D. A. N. OSTROVSKI
MISE EN SCÈNE
BERNARD SOBEL
DU 21 FÉVRIER
AU 2 AVRIL

Alpha Franc

DU 18 MARS
AU 23 AVRIL

direction Giorgio Strehler

LA MOUETTE

Anton Tchekhov

Texte français Macha Gagarine et Macha Zonina

Mise en scène Andreï Konchalovsky

Avec
Niels Arstrup, Jean Bouise, Clotilde de Bayser,
Albert Delpy, Jean-Philippe Ecoffey, Yves Eliot,
Geoffroy Guerrier, Macha Méril, Christine Murillo,
Michel Parent, Rose Thiéry, Pierre Vial,
Esther Vorob-Desez

Production du Théâtre de l'Europe

Du mardi au samedi à 20h30. Dimanche à 15h. Location: 42 57 70 52

Nom _____ Prénom _____ Code postal _____

Adresse _____

Ville _____ Tél. (numéro) _____ (num) _____

Réserve pour LA MOUETTE (18 mars - 23 avril)

places à: 175F □; 122F □; 85F □; 56F □;

Le _____ à _____ h. Dates de rep: le _____ à _____ h, ou le _____ à _____ h.

Je joins le règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal
à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au:
Théâtre national de l'Odéon, 1 place Paul-Claudel - 75006 Paris

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain - Paris 7^e - Tél.: 42 22 77 57

HEURTAUX

ŒUVRES 1933-1982

Vernissage mercredi 1^{er} mars à 19 h.

lo hatos

Nouveau recital:
Paul Broutin, violoncelle, percussions

Du 6 au 11 mars à 20 heures

CAFE DE LA DANSE 43 57 05 35

5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e, métro Belleville

GALERIE CLAUDE AURY

2, rue des Beaux-Arts
Angle rue de Seine - 6^e

Tél.: 43-26-27-27

Exposition de peinture et pastel

COLAS GUERIN

du 1^{er} au 31 mars
10 h 30 - 12 h - 14 h 30 - 18 h 30

Fermé le dimanche
et lundi matin

GALERIE LOUISE LEIRIS

47, r. de Monceau, 75008 PARIS

Tél.: 45 83 28 85 et 37 14

Télécopteur: 45 63 76 13

PICASSO

Peintures et Dessins
1932-1972

1^{er} mars - 15 avril

THEATRE DE POCHÉ MONTFARNASSE - Loc.: 45 48 92 97

Salle 1: 20 h 45

LABICHE

mise en scène: Suzanne BERRY

Intéressante. LE QUOT. DE PARIS. Un succès. LE MONDE. Un comique impitoyable.

LE FRIDA. Le plus heureux de tous c'est le spectacle. LE PARISIEN.

Salle 2: 21 h

JOURNAL D'UNE PETITE FILLE

adaptation et mise en scène: Pierre TABARD

Un théâtre unique en son genre, drôle, poignant... comme un très bon sucre d'orge

exposé, irrésistible. LE MONDE. Un mélange de délicatesse. LE FRIDA. Charmant et grave, gai et comique comme le cœur d'une petite fille. LE QUOTIDIEN DE PARIS.

Ce journal est un petit joyau. S. FREUD

CARRÉ SILVIA MONFORT

JEAN RACINE

IPHIGÉNIE

Mise en scène Silvia Monfort

"Un remarquable spectacle, clair, vif et fidèle"

LA PRESSE FRANÇAISE

15 31 28 34

COSMOS - TRIOMPHE

ETAMPES - LE PETIT THÉÂTRE

DU 18 MARS AU 23 AVRIL

LA VIVINA

LE BONHEUR D'ASSIA

LE FILM DE

CHALOVSKY

Festival de Berlin

SAISON 1988-1989

OPERA NATIONAL DE PARIS

LA BELLE AU BOIS DORMANT

TCHAIKOVSKI - NOURIEV

18, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 28, 30, 31 mars,
1, 18, 19, 21, 23, 27, 29 avril

SPECTACLE DE BALLETS

AGON (BALANCHINE)
LES PRESAGES (MASSINE)
AS TIME GOES BY (THARP)
RULES OF THE GAME (THARP)

27 février, 3, 4, 5, 7, 8 mars

OPERA-COMIQUE - Salle Favart

SPECTACLE DE L'ECOLE DU BALLET DE L'OPERA

LA SYLPHIDE (BOURNONVILLE)
MOUVEMENTS (BESSY)

7, 10, 11 mars

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SPECTACLE «JEUNE DANSE»

GROUPE DE RECHERCHE CHOREGRAPHIQUE DE L'OPERA DE PARIS (G.R.C.O.P.)

Trois créations de BRUMACHON, AUBIN, LAMBERT

19, 20, 22, 23, 24 mars

Location par téléphone: 47 42 53 71
Renseignements: 47 42 57 50 - MINITEL 3615 Code COM21

REPRODUCTION INTERDITE

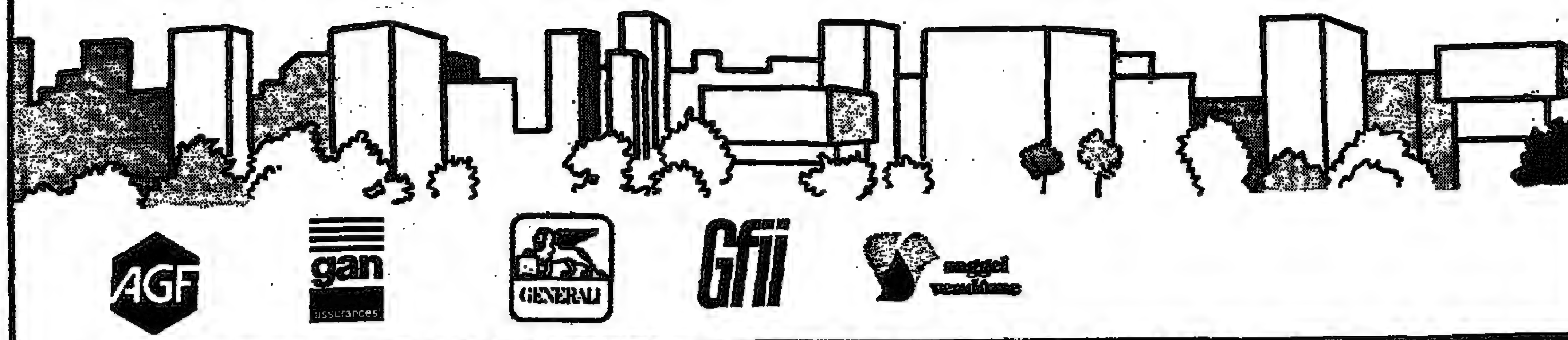
LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurance - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Et, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
Studio 38 m ² , 5 ^e étage	4 250 550		65-67, av. des Champs-Élysées AGF 42-44-00-44		4 Pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette Rés. Les Gdes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans un parc Chauff. collectif
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 110 m ²	5 615 300	OUI	Gif-sur-Yvette Rés. du Bois-de-Graville SAGGEL 46-08-80-36	Pavillon Chauff. ind. gaz.
4 Pièces 74 m ² , 3 ^e étage	5 180 512		110, av. de la République SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Vis./r.-v.	92 - HAUTS-DE-SEINE				
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces 82 m ² , R.-de-C.	7 700 1 660	OUI	Boulogne 33-35, rue Anne-Jacquin AGF 42-44-00-44	Chauff. Collect. Imm. de tr. bon stand. du parc, proximité Bois Boulogne, vis./r.-v.
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	6 870 870	OUI	13, rue de la Lancette LIPE/GAN 45-45-21-51	Chauff. indiv. électr. S. pl. jeu, ven., sam., 11 h/13 h.	Studio 56 m ² , 3 ^e étage	4 400 1 000	OUI	Boulogne 33-35, rue Anne-Jacquin AGF 42-44-00-44	
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 100 m ² , 5 ^e étage	5 700 1 342	2	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. électr.
5 Pièces 105 m ² , 2 ^e étage	10 250 1 000	OUI	10, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	Chauff. ind. électr. S. pl. jeu, 11 h/13 h, et mer. 11 h/13 h, 14 h/30/19 h.	3 Pièces 68 m ² , 2 ^e étage	3 850 913	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. électr.
4 Pièces 85 m ² , 5 ^e étage	9 300 900	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	+ terrasse S./place lundi 11-13 h, mer. 11-213 h, 14-19 h, Chauff. ind. électr.	4 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	5 000 1 182	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf Chauff. ind. électr.
4 Pièces 113 m ² , 4 ^e étage	11 300 1 100	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19		4 Pièces 86 m ² , 7 ^e étage	5 100 580	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-85	Imm. récent Chauff. ind. électr. Vis./r.-v.
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					Studio 41 m ² , 1 ^e étage	3 000 230	OUI	Courbevoie 2, avenue du Parc AGF 42-44-00-44	Chauff. ind. électr. Imm. récent Vis./r.-v.
4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	8 720 850	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	Chauff. ind. électr. S. pl. jeu, jeu, ven., sam. 15 h/19 h.	2/3 Pièces 86 m ² , 7 ^e étage	7 740 1 382		Neuilly 39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, vue dégagée, soleil
3 Pièces 82 m ² , 1 ^e étage	6 460 630	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	Chauff. ind. électr. S. pl. jeu, jeu, ven., sam. 15 h/19 h.	5 Pièces 138 m ² , 1 ^e étage	13 250 1 400		Neuilly 15/17, avenue Sainte-Foy AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, Imm. anc. vis./r.-v.
5 Pièces 130 m ² , 5 ^e étage	13 530 1 320	2	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	Duplex, chauff. ind. électr. S. pl. jeu, jeu, ven., sam., 15 h/19 h.	3 Pièces 73 m ² , 12 ^e étage	4 300 990	OUI	Puteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Doble liv. 1 chbre Chauff. coll. Vis./r.-v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces 72 m ² , 3 ^e étage	5 550 470	OUI	Saint-Cloud 2 à 6, sq. Sainte-Clothilde AGF 42-44-00-44	Imm. récent, bon stand. Vis./r.-v.
Studio 28 m ² , 2 ^e étage	4 200 893	OUI	90-92, av. Henri-Martin GCI 40-16-28-88	Chauff. collectif	4 Pièces 82 m ² , 4 ^e étage	5 400 1 380	OUI	Suresnes 16-22, r. S.-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Chauff. coll. Imm. récent Vis./r.-v.
2 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 900 1 300		136, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif	4 Pièces 89 m ² , 4 ^e étage	5 100 1 300	OUI	Suresnes 16, r. Salomon-de-Rothschild AGF 42-44-00-44	Chauff. coll. Imm. récent Vis./r.-v.
1/2 Pièces 39 m ² , 5 ^e étage	4 095 825		19, rue Reynoard SAGGEL 47-42-44-44	Catme, refait à neuf. Chauff. coll.	94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 88 m ² , 1 ^e étage	5 040 850	OUI	Cachan 34, avenue Carnot AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
2 Pièces 57 m ² , R.-de-C.	3 800 640	OUI	74-80, rue de Buzenval AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis./r.-v.					
78 - YVELINES									
5 Pièces 111 m ² , 3 ^e étage	11 800 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc Chauff. ind. électr.					
3 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 800 805	OUI	Verailles 96, avenue de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Rés. calme, verdure Chauff. ind. électr.					
91 - ESSONNE									
4 Pièces 87 m ² , R.-de-C.	2 500 1 000		Ris-Orangis à La Thénardière 3 GFI 89-06-21-37	Chauff. coll. Parc à proxim. centre comm.					

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



**ACHETER
VENDRE
LOUER**

Sil vous
avez mal
aux pieds
Lipez du doigt
36.15
code FNAIM
ou téléphonez
au 42 27.44.44

FNAIM
la meilleure
vue sur
l'immobilier.

FNAIM

Le Monde

SÉLECTION-IMMOBILIÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

AGENDA IMMOBILIER

LES CITADINES

Louez votre studio et 2 pièces neuves prêts à vivre pour un jour pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADERO (1) 47-04-88-02
PARIS JARDIN DES PLANTES (1) 45-84-13-09
PARIS MONTMARTRE (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE.
TÉLÉX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-50-57.

AZAHAR DEL MAR

Nous avons le plaisir de vous inviter au cocktail qui aura lieu de 10 à 13 heures et de 15 à 20 heures le samedi 4 MARS à l'Hôtel International de Paris, 58, boulevard Victor-Hugo, NEUILLY, salon Caucan, et le dimanche 5 MARS au Novotel Paris Orgeval, R.N. 13, 78630 ORGEVAL, salon Flora, de 11 à 13 heures et de 15 à 20 heures.

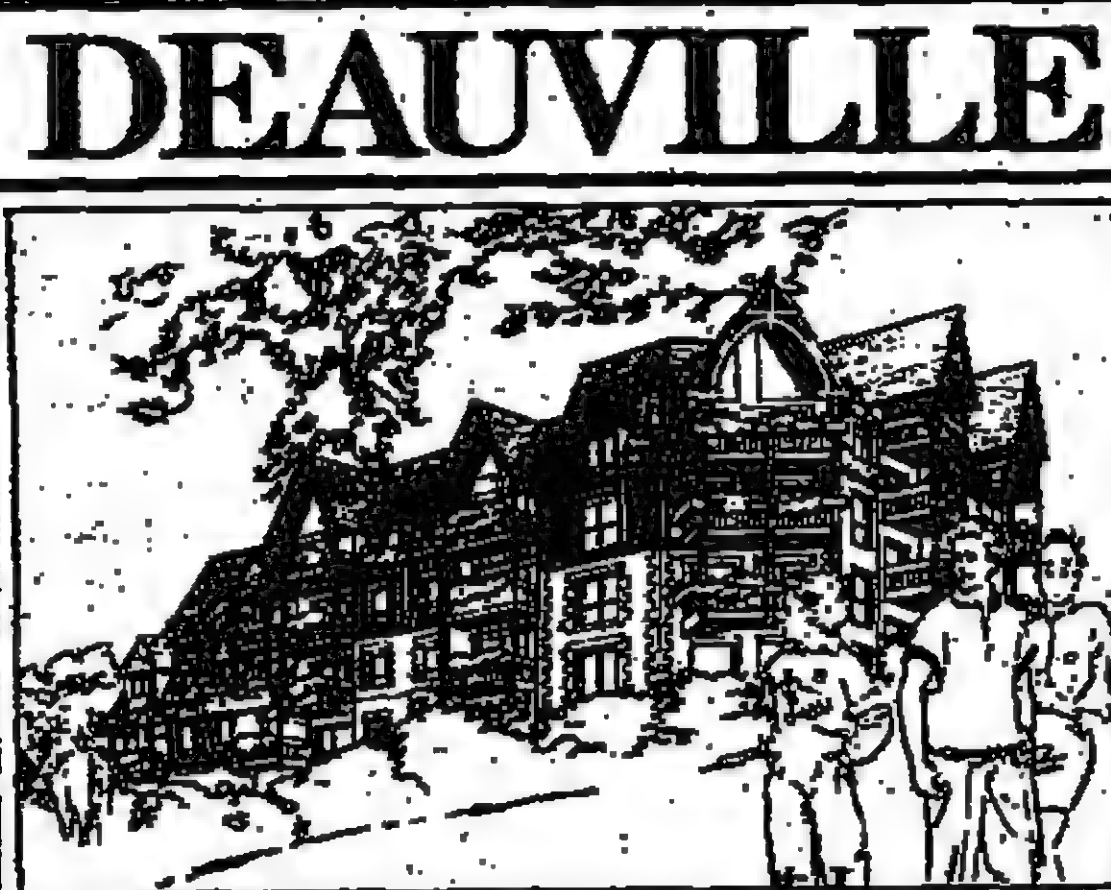
Dans cette ambiance agréable et raffinée nous vous renseignerons sur les avantages que

vous offre dans les meilleures zones de Torrevieja (Alicante) Espagne.

Toute l'information sur les duplex et sur les appartements avec jardin privé accompagnée de photos, de maquettes, de plans, de vidéos, etc., sera fournie par nos hôtes dans les lieux indiqués ci-dessus.

Pour d'autres renseignements adressez-vous à :

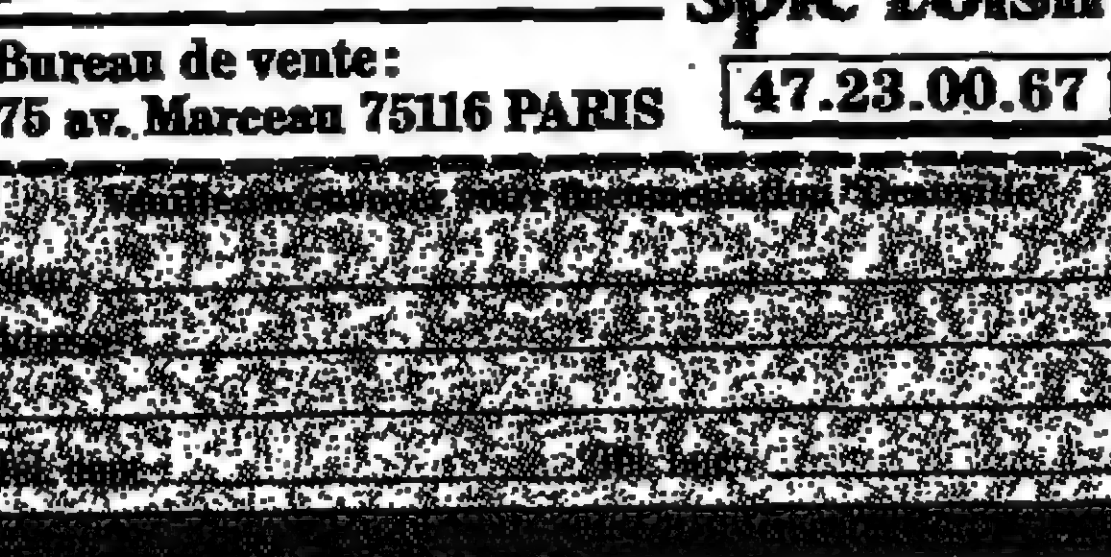
Sofia Pérez
4, rue Edouard-Branly,
78130 LES MUREAUX.
Tél. : (1) 30-91-48-64.



DEAUVILLE

Au cœur de la vie deauvillaise, entre l'hippodrome et l'hôtel du Golf, votre appartement grand confort dans le "Domaine des Yearlings", prestigieuse résidence avec piscine privée.

Bureau de vente :
75 av. Marceau 75116 PARIS
47.23.00.67



Spic Loisirs

CAUSE DÉPART
Pris ind. 1000 F. VILLA
R. de ch. : 1 ch., séjour, cuisine, salle à manger, 22 m² + 2 ch. + cuisine aménagée + s. de b. + garage. 1100 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
157 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

ANDRÉSY GARE (78)
107 m², belle maison, 5 p., 3 s., 1000 F. 30-19-21-27.

maisons individuelles

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

CONFLANS-PR. GARE (78)
Maison, belle allée, 5 p., 3 s., 1300 000 F. 30-19-21-27.

Le Carnet du Monde Bicentenaire

Décès

M. et M^{me} Claude Sargent, M. et M^{me} Jean-Pierre Adine, M. et M^{me} Thierry Massand, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean ADINE, née Marie-Thérèse Mistrail, survenue le 23 février 1989 en Avignon.

23, rue de Turin, 75008 Paris.
20, rue Marquis-Jouvenot, 13210 Saint-Rémy-de-Provence.

Remmes, Le Rheu, Les Issambres, Pont-A-Mousson.

M^{me} René Bardot, son épouse, M. et M^{me} Lefebvre-Bardot, M. et M^{me} Vannier, ses enfants, Karine, Carole, Koïg et Frédéric, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. René BARDOT, survenue le 28 février 1989 à Remmes.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Augustin, à Remmes, le vendredi 3 mars, à 9 h 45.

M^{me} Jean-Claude Emile-Henriot, M. Pierre Emile-Henriot, M. et M^{me} Pauline Manourguet, M. et M^{me} Olivier Henriot, M^{me} Colette Manourguet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude EMILE-HENRIOT, survenue le 26 février 1989.

L'inhumation aura lieu le 2 mars, dans l'inhumation, à Nèules-la-Vallée.

Une messe sera célébrée le samedi 4 mars, à 12 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 88 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Robert Geisser, sa fille et son gendre, MM. et M^{me} Jean-Yves, Mireille, Marie-Odile, Vincent Geisser, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Horst FRIESE, chef du bureau des échanges socio-professionnels et spécialisés, survenue le 24 février 1989.

Office franco-allemand pour la jeunesse, Rhododendro Str. 23, D 5340 Bad Honnef 1, 51, rue de l'Amiral-Monchev, 75013 Paris.

— Liliane Jenkins, son épouse, Jeanne, Nicolas et Christophe, ses enfants, M^{me} Jacques Blanc, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Anthony Burridge, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Françoise Burridge, Et tous leurs amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

William JENKINS, ancien ambassadeur du Canada, survenue à son domicile, le lundi 27 février 1989.

Une cérémonie d'adieu sera célébrée au cimetière du cimetière du Père-Lachaise (porte Gambetta), le jeudi 2 mars, à 11 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons peuvent être adressés à la Fondation Constant.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, rue de Vernueil, 75007 Paris.

M. et M^{me} Michel Lesage, ses parents, Nathalie Lesage, sa sœur, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Jean-Michel LESAGE, décédé accidentellement à Chaville, le 27 février 1989, dans sa vingt-troisième année.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 3 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Bruyères, 25, rue du Docteur-Roux à Sèvres.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wavran-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) dans la plus stricte intimité.

103, rue Brancas, 92310 Sèvres.

M^{me} Geneviève Mondon, née Fager,

M. et M^{me} François Hartmann et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Mondon et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Mondon et leurs enfants, M^{me} Anne Mondon, M. Jacques Angérol, M. et M^{me} Dany Mondon et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges MONDON, avocat honoraire, survenue le 23 février 1989.

Emmanuelle et Dominique Debray et leurs enfants, Marie-Claude et Philippe Saïg et leurs enfants, Sylvie et Patrick Diner et leurs enfants, François Nezey, ont la douleur de faire part du décès de

Micheline NEZEY, leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue en son domicile, le 28 février 1989.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Médard (Paris-5^e), le 2 mars, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu à Jambville (Yvelines).

Une pensée est demandée pour

Raymond NEZEY décédé le 26 novembre 1979.

70, boulevard Arago, 75013 Paris.

— Dans la simplicité, comme il a vécu, est décédé, le 27 février 1989 à Montpellier

M. le général de division de gendarmerie (C.R.) Yves OURTA, commandeur de la Légion d'honneur, ancien sous-directeur de la gendarmerie nationale, ancien chef de corps de la Légion de Saïga (gendarmerie), ancien maire de Conques (12), entouré de sa famille :

M^{me} Simone Ourta, née Charbonnier, sa femme, M. et M^{me} Robert Geisser, sa fille et son gendre, MM. et M^{me} Jean-Yves, Mireille, Marie-Odile, Vincent Geisser, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Horst FRIESE, chef du bureau des échanges socio-professionnels et spécialisés, survenue le 24 février 1989.

Office franco-allemand pour la jeunesse, Rhododendro Str. 23, D 5340 Bad Honnef 1, 51, rue de l'Amiral-Monchev, 75013 Paris.

— Liliane Jenkins, son épouse, Jeanne, Nicolas et Christophe, ses enfants, M^{me} Jacques Blanc, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Anthony Burridge, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Françoise Burridge, Et tous leurs amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

William JENKINS, ancien ambassadeur du Canada, survenue à son domicile, le lundi 27 février 1989.

Une cérémonie d'adieu sera célébrée au cimetière du cimetière du Père-Lachaise (porte Gambetta), le jeudi 2 mars, à 11 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons pourront être faits, en mémoire du général, au foyer de l'Institut national des invalides, 6, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

CCP 967 26 T Paris, en mémoire du général.

— Une messe sera célébrée le samedi 4 mars 1989, à 16 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris (1^{re}), en présence de la famille, à la mémoire de

M^{me} Alegría BERACASA, décédée à Caracas le 5 janvier dernier.

Communications diverses

— Le collège des hautes études psychanalytiques organise un cycle de conférences sur la psychopathologie de l'hérédité, présenté par Eric Toubiana, avec la participation de : Pierre Aulpière, psychanalyste, Marie-Claude Labrousse, philosophe, Anne Göttsche, sociologue, les mercredi 8 et 22 mars, à 20 h 45, salle Puget-Girard, 18, rue de Valenciennes, Paris (7^e). Inscriptions : écrire à Jacques André, 30, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris, ou sur place, selon disponibilité.

— Université Paris-II, le mercredi 1^{er} mars, à 15 h 30, salle des conseils, M^{me} Tsvetangulka Mavrounskova-Aïdant : « Le pouvoir constituant, le cas de la Grèce de 1833 à 1909 ».

— Université Paris-II, le jeudi 2 mars, à 10 heures, salle Apt. découl, M. Basile Azangou-Kouss : « La politique extérieure de la Libye en Afrique subsaharienne (1969-1985) ».

Économie

SOMMAIRE

■ Dans l'attente d'une nouvelle législation financière, les tensions entre banques et maisons de titres s'exacerbent au Japon (lire page 30).

■ Soutenu notamment par Generali, la Caisse des dépôts et Paribas, M. Claude Bébér prend, à l'issue d'une assemblée générale animée, le contrôle de la Compagnie du Midi aux dépens de son président, M. Bernard Pagézy (lire page 27).

■ Après une hausse record de ses bénéfices en 1988, le géant anglo-néerlandais Unilever prévoit une pause en 1989 (lire page 28).

■ Nouvelle surenchère dans la bataille autour de la Ruche Méridionale: la CFAO prête à acheter le groupe pour trente-cinq fois ses bénéfices (lire page 30).

DETROIT

de notre envoyé spécial

Pas moins de six discours et un show automobile digne de Hollywood viennent de marquer à Detroit l'annonce officielle du retour imminent de Chrysler sur le marché français. La firme américaine en était absente depuis plus de dix ans. Entre diverses réceptions, les derniers modèles de la marque ont été présentés dans le Styling Dome, sorte de cirque mi-sphérique fait de béton, d'acier et à plancher escamotable que le troisième constructeur américain a fait bâtir dans la capitale de l'automobile d'outre-Atlantique. Cette présentation a confirmé le dynamisme actuel d'une entreprise quelque peu chancelante voilà quelques années.

Seul Lee Iacocca, l'énergique président du groupe, n'a pu assister aux réjouissances à la suite, semble-t-il, d'une méchante grippe. C'est donc à Bob Lutz, le président de la branche automobile, et à Jerry Greenwald, le vice-président de la holding, qu'est revenue la mission de définir le programme de la marque pour la France. Un objectif bien modeste puisqu'il n'envisage qu'une diffusion de cinq mille voitures dans notre pays en 1989. En fait, la France n'est dans ce programme qu'un des maillons de la reconquête du Vieux Monde envisagée par Chrysler (50 000 voitures envisagées cette année, contre 31 000 en 1986).

Après dix ans d'absence

Chrysler revient en France

Trois raisons ont amené le constructeur à reprendre l'an dernier la décision d'attaquer le marché européen : 1) c'est un marché majeur, l'économie y est solide, les ventes d'automobiles aisées ; 2) il y a beaucoup à apprendre des constructeurs européens qui fabriquent des voitures destinées à une clientèle très exigeante ; 3) l'impossibilité pour une entreprise de s'internationaliser signe de nos jours l'arrêt de mort de la marque (« Elle mordra la poussière », dit Jerry Greenwald en évoquant une réflexion que l'on attribue à feu John Wayne).

Fort de sa place de premier constructeur américain qui lui a accordée une récente enquête auprès des consommateurs locaux, Chrysler pense que la réussite du programme est au bout de l'effort, bien que des progrès soient encore à accomplir dans la conception des automobiles telles que les Européens les aiment.

Essence sans plomb

Dès avril, les premières unités produites à Windsor, du côté canadien de Detroit, arriveront en France. Ensuite, l'importateur de Porsche, de Mitsubishi et de Yamaha (quelque soixante-dix concessionnaires à la fin de 1988), distribuera la marque. Renault, bien qu'American Motors ait été absorbé par Chrysler, continuera de vendre sur son propre réseau les Jeep.

Cinquante avions achetés en quatre mois

TAT sur la piste des grands

La compagnie TAT (Transport aérien transrégional), basée à Tours, a commandé, le 27 février, au néerlandais Fokker douze bi-réacteurs F-100, dont quatre en option, livrables à partir de 1990 et équipés de moteurs Rolls Royce. Le montant du contrat est de 300 millions de dollars, soit 1,9 milliard de francs. Cet achat s'ajoute à la commande de trente-huit turbopropulseurs ATR-42 et 72 que TAT a passée en novembre 1988 auprès du consortium franco-italien Aeritalia-Aérospatiale.

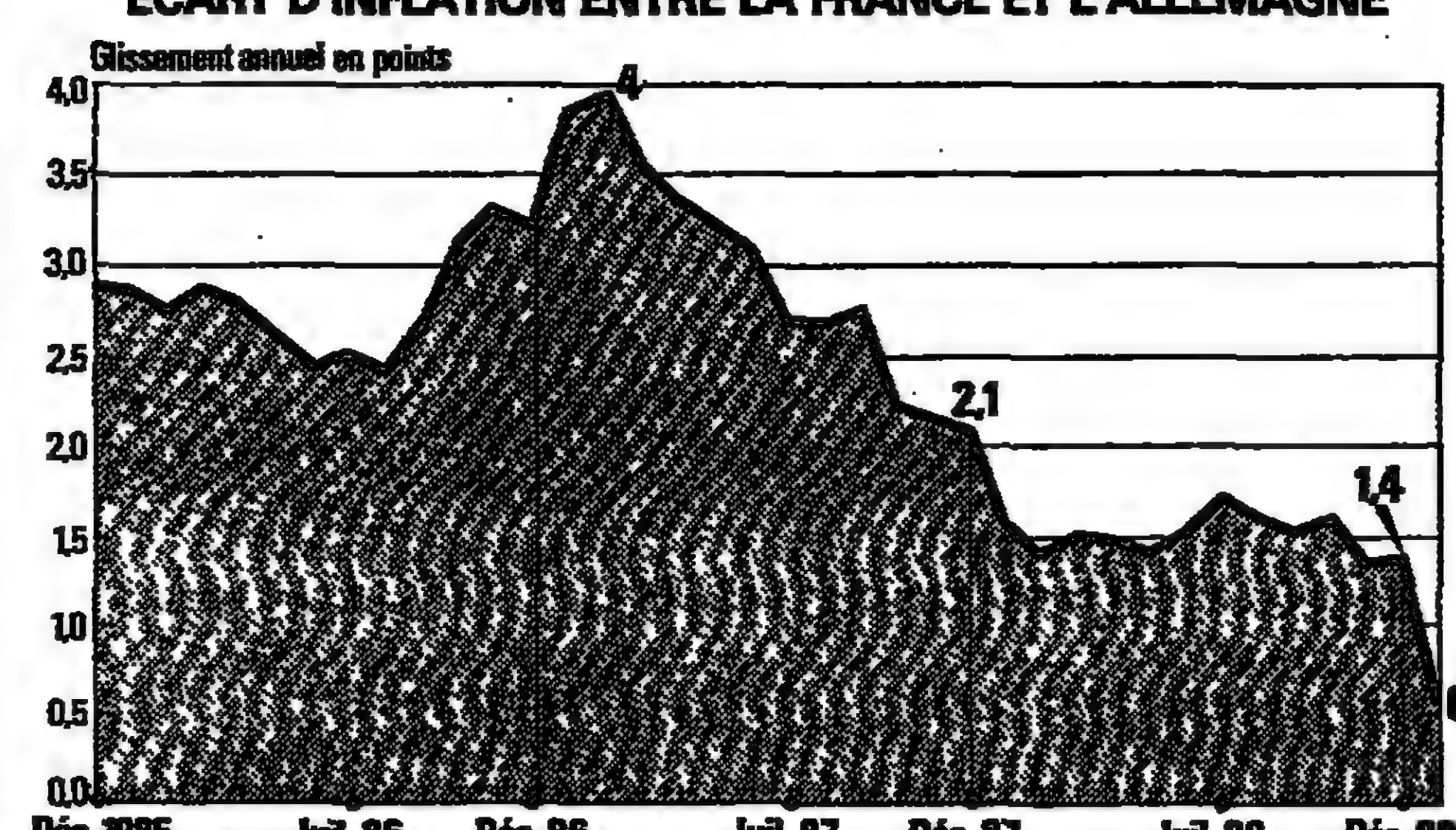
M. Michel Marchais, PDG de TAT, a-t-il abandonné sa prudence paysanne ? Dans les années 70, ce Breton obstiné avait su traverser indemne les turbulences qui avaient affecté les prix du pétrole et le transport aérien. Mieux : il avait profité des déconforts à répétition que cette époque connaissait pour absorber une douzaine de concurrents malheureux. Parmi les plus connus, citons Air Alpes, Rousseau Aviation et, le dernier en date, en 1981, Air Alsace. TAT avait digéré patiemment ces acquisitions et mené une politique de sage développement en s'associant avec les grandes compagnies comme Air France et, dans une moindre mesure, Air Inter pour le transport des passagers, et avec la Poste et les deux compagnies précitées pour l'acheminement de fret.

Voici que M. Marchais se lance dans une politique accélérée d'achat puisque, en quatre mois, il vient de commander cinquante avions et, pour la première fois, des avions de plus de cent places, les Fokker-100. Cède-t-il à la folie des grands en un temps où le marché est tellement porteur que tout le monde veut acheter des avions ? Abandonne-t-il

sa politique d'association avec les grands et se prépare-t-il à leur faire concurrence à l'horizon 1993 ? « Pas du tout, répond-il. Demain comme aujourd'hui, les compagnies aériennes ne pourront se développer qu'en coopérant, et TAT continuera dans cette voie qui a fait son succès. » Des preuves : « Comme pour les ATR-42 et 72 avec Aérospatiale et la banque Indosuez, nous achèterons les douze F-100 par le biais d'une société de leasing que nous constituerons avec Fokker et avec un établissement financier. » Cette formule permet d'éviter d'emprunter les 2 ou 3 milliards de francs nécessaires au renouvellement de la flotte ou de se lancer dans une augmentation périlleuse de capital.

Les bi-réacteurs serviront d'abord à renforcer les capacités de TAT sur ses routes les plus fréquentées, comme Paris-Chambéry. Mais leurs cent places correspondent exactement aux besoins des organisateurs de voyages, aussi seront-ils affectés à des vols charters sous le pavillon d'Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter. Toujours la complémentarité.

ÉCART D'INFLATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE



La hausse des prix en RFA serait de 0,3 % en février selon une première estimation. La progression de 1,1 % constatée en janvier était due pour moitié à l'augmentation des taxes. Les instituteurs allemands n'ont redouté pas moins une poussée du taux d'inflation de l'ordre de 3 % sur l'année alors que le gouvernement français continue de tablir pour la France sur une hausse de 2,2 % pour 1989. En janvier, l'écart d'inflation (0,7 point) entre les deux pays est tombé à son plus bas niveau depuis décembre 1987.

Hitachi reprend en main la vente de ses ordinateurs aux États-Unis

Les groupes japonais, dont l'offensive dans la grande informatique a tendance à s'essouffler depuis quelques années, notamment face à IBM, semblent devoir entamer un virage stratégique. C'est du moins ce que laisse entendre la proposition de rachat par Hitachi de la firme américaine National Advanced Systems (NAS), la filiale commerciale de National Semiconductor, le numéro deux des ordinateurs compatibles IBM (machines qui fonctionnent avec les mêmes logiciels). Hitachi distribuit auparavant ses ordinateurs (également compatibles IBM) au travers de NAS aux États-Unis.

Pour opérer le rachat, évalué à 400 millions de dollars (2,5 milliards de francs), Hitachi va créer une société commune avec Electronic Data Systems (EDS), filiale informatique de General Motors. Le groupe japonais en détiendra 80 %. La filiale européenne de NAS serait cédée à Compaq (possédée par BASF à 65,5 % et par Siemens à 33,5 %), distributeur de Hitachi en

Europe. L'accord final devrait être conclu en avril prochain.

Voilà plusieurs mois que National Semiconductor cherchait à vendre NAS dont les marges ont été érodées par la montée du yen. Un accord de vente semblait jusqu'ici devoir se conclure avec Memorex Telex, autre fabricant de compatibles basé à Londres, mais il a buté sur des problèmes financiers.

Les groupes japonais de matériels compatibles (Hitachi et Fujitsu) avaient décliné, dans les années 70, de passer par des revendeurs sur les marchés américain et européen, concluant des accords avec une kyrielle de fabricants concurrents. Une remise en ordre, doublée d'une reprise directe en main, semble devoir s'opérer. Hitachi pourrait en ce sens prendre une part du capital de Compaq et y faire entrer Olivetti, autre distributeur.

Après les succès perdus de Copyright contre IBM, les japonais, juridiquement bridés, ont besoin d'une nouvelle stratégie. Le resserrement du réseau commercial en marque la première étape.

Locations

« Nous n'oublions pas la synergie nécessaire entre nos différentes activités », poursuit le PDG de TAT. En effet, les F-100 comme les ATR commandés excèdent les besoins de la compagnie régionale, qui se tient prête à multiplier les locations d'avions dans le monde entier et à entretenir ces appareils dans ses ateliers de Dinard, et, pour les faire voler, à former chaque année cent pilotes de ligne et cent hôtesses ou stewards.

Pourquoi TAT devrait-il modifier une stratégie qui lui a si bien réussi ? Grâce à ses deux cents salariés et à ses cinquante-quatre bimoteurs, elle a achevé en 1988 2,25 millions de passagers (+ 15 %) et réalisé 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires (+ 16,3 %) avec un bénéfice net de 53 millions de francs (+ 35,9 %).

Si la stratégie reste immuable, l'objectif ne l'est pas moins : « Être la plus petite des grandes compagnies françaises ». Le numéro quatre, derrière Air France, UTA et Air Inter. Pas plus, pas moins.

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Février 1989

Emprunt à taux fixe
de 1,3 milliard de Francs

soit 260 000 obligations de 5 000 F

Emprunt assimilable à l'emprunt 9 %
d'Octobre 1988

Prix d'émission : 4 870 F

Taux nominal : 9,00 %

Taux de rendement
actuel brut : 9,34 %

1^{er} coupon payable le 20 Novembre
1989 pour un montant de 310 F

Durée : 14 ans et 252 jours

Amortissement en totalité
le 20 Novembre 2003

Emprunt à taux fixe
de 700 millions de Francs

soit 140 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 909 F

Taux nominal : 8,80 %

Taux de rendement
actuel brut : 9,13 %

Durée : 8 ans

Amortissement en totalité
le 13 Mars 1997

Modalités communes aux deux emprunts :

Jouissance, règlement : 13 Mars 1989

Subscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne, des Sociétés de Bourse et des Comptes de Titres

Une fiche d'information (sur C.N.A. n° 89-44 du 21/02/89) peut être obtenue sans frais auprès de la

C.N.A. 36, rue de Lille - 75007 Paris

et des établissements chargés de placement. Émission sans prime.

Souscrire aux emprunts de la CNA

pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

LESEUR ALIMENTAIRE

Réuni le 27 février 1989 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, le conseil d'administration de Leiseur Alimentaire a pris acte de la démission de M. Gilles Gros en qualité d'administrateur-directeur général de la société.

Le conseil a coopté à ces mêmes fonctions M. Jean-Louis Raymond, ancien élève de l'École polytechnique.

**SOCIÉTÉ MUTUALISTE
DE L'ASSOCIATION
DES TRAVAILLEURS
INDÉPENDANTS
ET SALARIÉS DE FRANCE**

51, rue Waldeck-Rousseau

16006 ANGOULÊME CEDEX

Tél. : 45-95-29-03

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE**

Le quorum n'ayant pas été atteint lors

de la première assemblée générale

extraordinaire qui s'est déroulée le 2

courant, les adhérents sont convoqués

pour une deuxième assemblée générale

extraordinaire le VENDREDI 10

MARS 1989 à 14 heures au CIPOF

2000 Industriels n° 2, 16340 l'ISLE

d'ESPAGNAC à l'effet de délibérer

sur l'ordre du jour suivant :

— Mise en harmonie des statuts avec

les nouvelles dispositions imposées par

le code de la Mutualité.

Nous vous prions d'agréer l'expression

de nos sentiments distingués.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330

Les ambitions d'ICI-Pharmaceuticaux s'appuient sur ses innovations

Figurer parmi les dix premiers mondiaux de la pharmacie en l'an 2000 : tel est l'objectif que s'est fixé ICI-Pharmaceuticaux, division santé du géant britannique ICI, quatrième grand de la chimie au classement international.

Trois semaines auparavant, le groupe français Rhône-Poulenc avait manifesté la même ambition. Au-dessous de 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires, un chiffre désormais communément admis, les grands laboratoires ne peuvent plus espérer à l'orée du vingt et unième siècle être en mesure de financer l'innovation et son développement, dont le coût devient astronomique.

Si Rhône-Poulenc n'exclut pas de recourir à la croissance externe se qu'elle vient de faire en se portant candidate au rachat des activités « antalgiques » (Aspirine, Paracétamol) de l'américain Monsanto, ICI refuse au contraire de procéder de la sorte. « Trop cher et tout juste bon pour les sociétés soucieuses de s'introduire sur ce marché ». Après avoir recentré ses activités sur quelques grandes classes thérapeutiques — maladies cardiovasculaires (60 % des ventes), cancer (14 %), antiseptiques (10 %), anti-acides (5 %), ICI-Pharmaceuticaux a plus que jamais mis l'accent sur la recherche et le développement : elle emploie 3 309 chercheurs. Ce budget croît de 10 % l'an. Il a atteint 170 millions de livres pour 1988 (1,87 milliard de francs), soit 15 % du chiffre d'affaires contre 14 % en 1987 et 12,5 % au début des années 80. Au cours de

la prochaine décennie ICI se propose de consacrer 3 milliards de livres (33 milliards de francs) à la mise au point de nouveaux médicaments.

Encore vingt-septième mondial en 1980, ICI Pharmaceuticaux est désormais numéro vingt, au coude à coude avec Rhône-Poulenc, avec un chiffre d'affaires de 1 050 millions de livres (11,5 milliards de francs). Le groupe débute désormais 1,4 % du marché mondial du médicament très éclaté et sur lequel la part du premier, l'américain Merck, atteint seulement 4 %.

Ces trois dernières années, la division a lancé une foule de nouveaux médicaments, notamment un antibiotique et un anesthésique injectables, un combiné bêta-bloquant-bloqueur de calcium pour traiter l'hypertension, un nouveau médicament pour soigner le cancer de la prostate, un inhibiteur de l'anhydrase carbonique (également contre l'hypertension) et une nouvelle thérapie pour l'insuffisance cardiovasculaire.

Même si toutes les molécules développées ne parviennent pas à franchir toutes les barrières de sécurité pour donner naissance à de nouveaux produits, ICI, de toute façon, dispose d'un important gisement de profits (3,36 milliards de francs pour 1988) pour les années 90. Sa forte position aux États-Unis (2 % du marché avec un chiffre d'affaires de 5,2 milliards de francs) lui permet de faire la fine bouche sur d'éventuels rachats d'entreprises.

A. D.

50 من الأصل

Économie

La bataille autour du premier groupe privé français d'assurances

M. Claude Bébear prend la tête de la Compagnie du Midi



rend une société vulnérable, par exemple face à des Japonais qui peuvent facilement mettre 50 ou 100 milliards de francs sur la table

Neuf mois à peine après son accord avec M. Bernard Pagézy, PDG de la Compagnie du Midi, pour lui apporter son groupe d'assurances Axa et en devenir le principal actionnaire avec 28,6 % du capital, M. Claude Bébear a pris la tête de cette même Compagnie du Midi, mardi 28 février, chassant virtuellement M. Pagézy de son poste de PDG. (Nos dernières éditions du 1^{er} mars.)

Ce dénouement, pas tout à fait inattendu pour qui connaît les deux hommes, aussi passionnés et intransigeants l'un que l'autre, a eu lieu à l'issue de l'assemblée générale de la Compagnie du Midi, tenue à Paris.

En emportant 85 % des suffrages exprimés à l'assemblée, y compris les 17 % du numéro 1 italien de l'assurance, les Generali, qui obtiennent deux sièges au conseil d'administration (Le Monde du 11 février), M. Bébear a emporté aussi le rallie-

ment de la place de Paris : « On a parlé de raid, a-t-il commenté ; avec 85 %, ce n'est plus un raid, c'est un consensus », faisant remarquer qu'il avait pu prendre le pouvoir sans l'aide des Generali, contrairement à ce que l'on pouvait croire avant l'ouverture du scrutin. Pour lui, ce n'était pas un conflit de personnes mais plutôt un conflit de stratégies.

M. Bébear, dès le début de sa courte association avec M. Pagézy, estimait que la vocation de la Compagnie du Midi était d'être un groupe d'assurances qui, en outre, doit avoir des services financiers, et non pas un groupe diversifié sur quatre secteurs : assurances, finance, industrie et immobilier. Comme le précisait M. Pagézy, M. Bébear estime que le rôle d'un assureur est d'accompagner les industriels dans leur développement et non de devenir leur actionnaire de référence : chacun son métier. Ensuite, il conteste la thèse de M. Pagézy pour lequel la meilleure protection contre les raids est le grossissement, dangereux selon lui, car il dilue les participations des grands actionnaires et

ou même comme les Generali, riches de leurs 200 milliards de francs de réserve, peut-être 500 milliards après réévaluation. Pour M. Bébear, le meilleur rempart est un noyau d'actionnaires solides. Celui qu'il a réuni autour de la Compagnie du Midi dépasse 48 % du capital, avec les 28,6 % du groupe Mutuelles unies, les 9,5 % d'autocontrôle, les 3 % de Paribas et de Michelin, et les 4,5 % de la Caisse des dépôts.

Effectivement, les dirigeants des Generali, gens calmes et d'âge certain, avaient été piqués au vif par les manœuvres de M. Pagézy, qui, faute d'avoir pu s'entendre avec eux, multipliait les tentatives pour diluer leur participation, ramenant de 20 % au départ à 12 %, avant de remonter à bientôt 20 %. « Mais, assure le nouveau maître du Midi, nous devons collaborer, dans le respect de notre indépendance, notamment en Italie et dans le midi de l'Europe. »

Un joli succès aussi pour M. Antoine Bernheim, l'un des associés géants de la Banque Lazard, actionnaire des Generali, qui a participé à leur offensive dès l'automne 1987, et qui, maintenant, prend place au conseil d'administration de la Compagnie du Midi.

Ainsi la guerre des chefs, que dénonçaient les quatre mille agents généraux du groupe d'assurances Axa-Midi, inquiète pour le sort du nouvel ensemble ainsi créé, est terminée ; mais on peut en tirer au moins deux conclusions. La première est que, dans les affaires, tout est une question d'hommes : c'est un lieu commun mais on l'oublie trop souvent. MM. Bébear et Pagézy n'ont pu coexister parce que leurs tempéraments étaient trop semblables : autoritaires, passionnés et entiers. Ils s'accusaient de trahison dès le départ. « On ne peut pas être

associé et ne pas se dire les choses », assure M. Bébear, qui rappelle les tentatives de M. Pagézy pour traiter « dans son dos » avec M. Carlo De Benedetti ou essayait de fusionner le Midi avec la Compagnie financière de Suez, ou même de lancer une offre publique d'échange sur le même Suez. M. Pagézy, de son côté, reprochait à M. Bébear ses liens avec le groupe Schneider, vieux ennemi, ou son accord avec la SOVAC, filiale de Lazard, « très grave parce que c'était pactiser avec l'ennemi ». Les relations entre les deux hommes étaient devenues impossibles.

La seconde conclusion est que, dans l'Europe de 1993, une stratégie hexagonale devient impuissante et irréaliste. Au nom de quel principe peut-on interdire à une compagnie d'assurances italienne de prendre une participation dans une compagnie française, ou même d'en prendre le contrôle, comme l'a fait la Compagnie financière de Suez pour la Société générale de Belgique.

La seule façon de limiter les dégâts, si on veut que les centres de décision restent dans l'Hexagone, c'est de former un solide noyau dur. M. Bébear assure y être parvenu pour la Compagnie du Midi : c'est son pari.

FRANÇOIS RENARD.

Le capitalisme mixte

(Suite de la première page.)

La France ne bénéficie pas non plus d'un appareil bancaire puissant pour cadencer ses principales firmes, à la manière des Allemands, ni des groupes intégrés à la japonaise où industrie, banque et assurances sont intimement liées.

Ce « capitalisme à la française » saurait-il voir le jour sans retomber dans les travers d'autan : autocentrisme et réseaux de holdings — qui assuraient le pouvoir à un *Establishment* sans apporter d'argent aux sociétés ? Saura-t-il dépasser la frontière idéologique entre sociétés privées et sociétés nationalisées pour faire jouer la « solidarité » entre les uns et les autres ? Admettra-t-il, sans fausse honte, qu'une des composantes majeures de l'économie française, le secteur public, qui compte dans ses rangs les principaux investisseurs du pays, banquiers et assureurs, devient un atout ?

Les Français découvrent qu'ils ont des financiers, mais pas de capitalistes. L'irruption d'étrangers offensifs et riches, prêts à prendre le contrôle d'entreprises françaises, leur fait prendre conscience de cette faiblesse.

Aura-t-on, jusqu'à l'aube des années 90, sur les « capitalistes sans capitaux », des sociétés françaises ? Le marché financier était quasi inexistant. Les États-majors des sociétés faisaient peu de cas d'actionnaires qui leur rendaient bien et étaient incapables de renflouer des groupes exsangues. Pechiney saigné par les pertes de ses aciéries en était un exemple. Le système financier devait se constituer, sinon sa solidité, à des structures complexes d'actionnaires, fondées sur l'autocontrôle et l'entente des holdings.

La Compagnie Paribas excellait dans le montage de ces « raffineries », dont le groupe Empain-Schneider était la meilleure illustration. A défaut d'assurer la pérennité des entreprises, ce système assurait la pérennité des dirigeants, ni contrôlés ni sanctionnés. Et comme la non-agression était de règle entre gens de l'*Establishment*, nul n'avait besoin de capitaux pour attaquer ou pour se défendre.

Les nationalisations de 1982 n'ont pas changé fondamentalement les choses. Elles ont simplement consacré l'échec du système passé en mettant sous la houlette de l'État des groupes lourdement déficitaires, dans lesquels celui-ci a injecté les milliards de francs nécessaires. L'issue fatale du groupe Cressat-Loire à la fin de 1984 démontre les limites de l'actionnariat privé de l'époque.

Ouverture à la concurrence

C'est en 1984 que fut pris le véritable tournant, avec l'ouverture de la France au vent du libéralisme et de la concurrence venue d'outre-Atlantique. Abandonnant monopoles et contrôles, multipliant les instruments financiers — MATIF, second marché, billets de trésorerie... — l'Hexagone a su attirer des liquidités mondiales abondantes. Mais les chefs d'entreprises n'ont pas tiré tout de suite les conséquences de la place qui prenait peu à peu le marché financier dans le paysage économique français. Les OPA (offres publiques d'achat) n'étaient pas encore fréquentes.

Il faudra attendre avril 1986 pour en connaître une première spectaculaire avec l'offensive de l'italien Carlo De Benedetti sur le premier équipementier automobile français Vélo. Au demeurant, les principales entreprises françaises de l'industrie et de la finance étaient préservées de toute attaque par leur statut de nationalisées. Quant aux

autres, leur état financier ne justifiait pas encore qu'un étranger s'y intéressât.

C'est à partir de la fin de 1986 que le problème de l'actionnariat des sociétés françaises a commencé à se poser, notamment avec l'engagement du programme de privatisations mis en œuvre par Edouard Balladur. Conscient du danger qu'il y avait à remettre sur le marché la totalité des titres d'entreprises, grandes à l'échelle de la France mais non par rapport à celle des principaux concurrents (Allemagne, Grande-Bretagne ou États-Unis), le ministre d'État du gouvernement Chirac avait entrepris de créer un embryon d'actionnariat avec les fameux « noyaux durs », groupes d'investisseurs choisis par lui et s'engageant à garder leurs titres un certain temps.

Contestable par les méthodes de sélection employées, le système l'est aussi sur le fond : comment espérer structurer un « tour de table » en éparpillant 15 à 20 % du capital entre les mains d'une vingtaine d'actionnaires ?

Réduits à la portion congrue, les membres des « noyaux durs » de se sentent ni responsables ni engagés financièrement. Les PDG des privatisées ont pu, fait de se rendre compte des dangers encourus : un mois après la privatisation, le CCF faisait ainsi l'objet d'un rattachement de 5 % de ses titres par le groupe Lazard, qui devait les revendre peu après.

Ils ont alors tous entrepris, sauf la Société générale, de doter d'actionnaires mieux structurés, avec quelques « grands » actionnaires dont la participation pouvait atteindre jusqu'à 5 %. En égard à la valeur boursière de la plupart des groupes concernés (de 20 à 30 milliards de francs), cela représente un coquet engagement qui justifie que les investisseurs aient leur mot à dire sur la gestion et la stratégie de l'entreprise concernée.

Actionnaires forts

Actionnaires forts, actionnaires forts : les chefs d'entreprise n'ont pas tardé à s'en rendre compte. Une contrainte dont certains se seraient peut-être dispensés si l'on en juge par les mésaventures survenues à MM. Alain Chevalier chez l'VMH et Bernard Péroz, à la Compagnie du Midi, évincés par des actionnaires récents mais encombrants.

Les sociétés privatisées n'ont pas été les seules à ressentir la nécessité de disposer d'actionnaires solides. Les principaux investisseurs, privés ou publics, venaient ainsi défrayer les PDG des grandes firmes françaises venant leur demander de participer à leurs augmentations de capital. Depuis qu'ils ont goûté aux charmes des marchés financiers, les patrons ne s'en lassent plus.

Avec l'assainissement de leur situation financière, les entreprises ont perdu l'habitude de vivre à crédit. Elles sont passées de l'ère de l'endettement à celle des fonds propres. Leur boulimie de capitaux est encore accrue par les projets d'acquisitions qui se présentent à elles. Mais comment procéder à une augmentation de capital à partir d'un actionnariat atomisé sans augmenter les risques d'attaques ? Les généraux pourvoyeurs de fonds ne sont pas légion. Ce sont donc toujours les mêmes qui sont sollicités.

Autant dire qu'ils sont incapables de répondre à toutes les demandes, leurs propres moyens étant limités et les impératifs de leur gestion leur interdisant de mobiliser une trop grande part de leurs fonds sur une même participation. M. Jean Peyrelevade, le président de l'UAP, première compagnie française d'assurances, ne cesse ainsi de répéter

qu'au nom de la division des risques il serait imprudent pour lui d'investir plus de 5 % (soit 1,5 milliard de francs) si l'on prend les plus grosses sociétés françaises dans une même entreprise, et qu'en outre il n'a pas les ressources suffisantes pour multiplier le nombre de participations de cette importance. Deuxième investisseur public français derrière la Caisse des dépôts, il dispose d'une capitalisation boursière qui n'atteint pourtant que le quart de celle d'Allianz, son homologue ouest-allemand, ou des Generali, son concurrent italien.

« Solidarité de place »

A défaut d'avoir les moyens de leurs concurrents étrangers, les Français n'ont, pour résister aux attaques étrangères, que deux solutions. La première, ancienne, est de se tourner vers l'État pour lui demander une protection contre les OPA minimales. Certains ont été voir M. Mitterrand, a-t-il rappelé à « 7 sur 7 », sur TF 1, il y a trois semaines. D'autres ont fait appel au parlementaire sur les OPA. La seconde, nouvelle et qui se généralise, est de s'unir. Une « solidarité de place » qui permet à six à huit investisseurs de verrouiller jusqu'à 40 % du capital d'une entreprise. C'est dans cet esprit que Lazard fait le tour de la place (Crédit agricole, BNP, UAP...) pour constituer un fonds « LBO-OPA », qui permettrait aux salariés de reprendre leur entreprise tout en se défendant des attaques.

La particularité de ces « fronts communs » réside dans la cohabitation d'actionnaires publics et privés. La plupart des entreprises qui font appel à leurs services n'en tirent pas grand profit. Par la force des choses, les « publics » tels les assureurs (UAP, AGF, GAN) ou les « vieilles » banques (BNP, Crédit lyonnais), principaux investisseurs de la place, sont « incontournables ». Rares sont ceux qui contestent leur autonomie de gestion vis-à-vis des pouvoirs publics depuis 1984. L'attitude des deux assureurs publics, l'UAP et les AGF, qui n'ont pas voulu participer à l'opération de « recomposition du capital » de la Société générale privatisée en juin 1987, est là pour en témoigner. Même si, a contrario, le rôle joué par la Caisse des dépôts dans la même affaire a pu laisser croire au regain du dirigisme d'État.

M. Jacques Calvet, patron du groupe Peugeot SA, appartient au clan de ceux qui se défient des investisseurs publics quels qu'ils soient, et il prône la constitution de participations entre gens du privé pour se défendre en cas d'attaque. Deux investisseurs privés, la Société générale et Axa-Midi (à hauteur de 3 %) sont ainsi au capital du constructeur, tandis que lui-même est présent pour une participation minime au sein de la Société générale.

La reconstruction en cours du capitalisme français doit répondre à deux soucis : assurer la sécurité des entreprises (les dirigeants doivent travailler dans la durée), mais aussi, et c'est nouveau, la sanction des États-majors (ils doivent être jugés sur leur gestion). Le modèle allemand privilège le premier, le système américain le second, avec dans l'un et l'autre cas des excès.

La France est en quête d'un équilibre qui concilie les deux. Actuellement au milieu du gué, réussira-t-elle à marier les deux nécessités au travers d'une construction typiquement nationale, alliant capitaux privés et capitaux publics, symbolisée par le concept d'économie mixte cher au président de la République ?

CLAIRE BLANDIN.

La chute de Bernard Pagézy

« Je ne suis pas un jésuite, mais... »

Mardi 28 février, en début de matinée, au siège de la Compagnie du Midi, un hôtel particulier savamment restauré, 76, rue de l'Université à Paris, c'était l'atmosphère des grands jours, le branle-bas de combat. Pour l'assemblée générale ordinaire de la Compagnie, les tentes avaient été dressées pour l'accueil des actionnaires qui n'avaient pu trouver place dans la grande salle de conférences en sous-sol, et des écrans vidéo étaient disposés un peu partout pour permettre à tous de suivre l'assemblée.

Les votes des actionnaires devaient départager le président, M. Bernard Pagézy, et son vice-président et rival, M. Claude Bébear, qui, chacun, avaient battu le ban et l'arrière-ban de leurs troupes. Le Tout-Paris de la finance et de l'assurance avait délégué ses représentants ou ses observateurs, sous l'œil des médias, qui attendaient avec impatience, comme tout le monde, l'issue de l'affrontement.

M. Bébear réclamait pour lui et pour son groupe trois sièges d'administrateurs supplémentaires en sus des trois qu'il détenait déjà, afin de mieux consacrer son rôle d'actionnaire de référence et parce qu'il se jugeait trop mal représenté. M. Pagézy refusait ces trois sièges pour des raisons à la fois stratégiques et éthiques. Si M. Pagézy était dévoué, il était pratiquement contraint de se retirer pour laisser la place à M. Bébear. Tel était l'enjeu de l'affrontement, le pouvoir tout simplement.

Oh ! certes, on écoutait le ronron propre au cérémoniel habituel des assemblées générales avec ses rites fastueux : lecture du rapport de gestion par le président, ou, cette fois-ci, par le secrétaire général, M. Augustin de la Bourlière, un peu nerveux, avec un commentaire sur le bilan, le dividende, l'affectation des résultats, les perspectives d'avenir et le renouvellement du conseil. Toutefois, avant d'aborder la lecture et le vote des fameuses résolutions qui permettaient tous les ans à l'assemblée souveraine d'entériner le plus souvent les propositions formulées par le conseil, on assistait à une première passe d'armes.

Bien sûr, le sang ne coulait pas, mais, déjà, les intentions assassines se dissimulaient sous l'écran des mots. Ainsi, en

réponse à des questions, M. Bernard Pagézy prenait l'assistance à témoin : « Qu'est-ce que diraient les actionnaires du Midi si un groupe d'autres actionnaires, qui a apporté des actifs et reçu, en contrepartie, 28,6 % du capital, prétendait régner en maître ? Je ne suis pas un jésuite [effectivement, M. Pagézy est protestant...], mais il faut mettre les choses au point : je ne suis pas propriétaire du Midi, que j'ai édifié. L'essentiel de mon patrimoine ne dépasse pas cinq à six mille actions (8 à 10 millions de francs), et les Mutuelles unies n'appartiennent pas davantage à M. Bébear. Lui et moi sommes des managers salariés, et il n'est pas souhaitable que l'un ou l'autre se conduise comme en terrain conquis. »

Langage militaire : on allait entendre d'autres. Avec M. Bébear, le ton montait. « Je ne partage pas les vues de Bernard Pagézy sur l'orientation de la Compagnie du Midi et le rôle que doit jouer l'assurance. Nous voulons que la composition du conseil d'administration reflète mieux la compensation de l'actionnariat », autrement dit, il comprend tout de suite que le conseil doit nous représenter. Et M. Bébear d'en appeler aux actionnaires, évoquant le refus opposé à toutes ses propositions par M. Pagézy. « Voilà comment on traite ceux qu'on est venu chercher il y a dix mois pour se sortir d'un mauvais pas ». Ce coup-là, les épées étaient tirées du fourreau.

Mais la surprise allait venir de M. Coppola di Carzano, administrateur délégué du groupe d'assurances italien Generali, entretenant le suspense avec ses 17 % du capital, de quoi faire basculer la majorité. Bien qu'on s'attendait qu'il voterait pour le conseil ou s'abstînt, M. Coppola, rappelant les durs affrontements de l'an dernier entre M. Pagézy et les Generali, se déclarait intéressé surtout par le développement des assurances et annonçait tout uniment qu'il défendrait des résolutions présentées par M. Bébear.

Coup de théâtre ! Comme à Waterloo, on attendait Grouchy et ce fut Blucher. En additionnant ses voix, 28,6 % plus 5 % d'autocontrôle et les 17 % des Generali, M. Bébear était d'ores et déjà assuré de l'emporter. Le dépouillement du scrutin montra

qu'il n'avait même pas besoin des voix de Generali puisqu'il gagnait 85 % des suffrages exprimés représentant 75 % du capital social.

« Dallas ! »

En fait, M. Bébear, avec les suffrages des investisseurs institutionnels, Caisse de dépôts et grands assureurs nationalisés, plus ceux de son allié Paribas (3 %), disposait déjà de la majorité : la place de Paris avait pratiquement lâché M. Pagézy, qui comptait bien tout de même sur le vote de la Caisse des dépôts, et habituellement à la disposition des présidents.

Mais beaucoup estiment que l'accord réalisé récemment pour la redistribution des actions de la Société générale, détenues par M. Georges Pébereau et ses alliés de Marcuse Investissements, a rapproché la Caisse des dépôts de M. Bébear, qui lui a prêté main-forte, emporté la conviction des autres investisseurs institutionnels et probablement celle des Generali qui n'auront pas voulu prendre le risque de se heurter de front au pouvoir ou à la place de Paris.

M. Jacques Calvet, PDG de PSA, qui avait été nommé au conseil d'administration au début de l'été dernier pour animer une commission des bons offices chargée de concilier les frères ennemis, exhalait discrètement son amertume de n'avoir pu y réussir et, à ce sujet, parle de « l'économie française qui a bien besoin de se rassembler ». M. Olivier Lecoq, PDG de Lafarge, autre actionnaire conciliateur, se déclara très « choqué » d'avoir « appris en décembre dernier que la tactique du groupe Bébear pour prendre le pouvoir était déjà arrêtée ». S'adressant aux Generali, il affirma que « leur image serait très ternie s'ils participaient à une opération à la hussarde ». C'est bien ce qu'a reproché assez vivement à ces mêmes Generali M. Pagézy, après un vote qui consacrait sa défaite. Il avait perdu son Midi, son travail de vingt ans, pour s'être jeté dans les bras de M. Bébear par peur des italiens. Un comble ! C'est Dallas ! commentait un actionnaire en quittant les lieux. On ne saurait mieux dire !

F. R.

● Aussedat-Roy reste sur ses positions. — Le président du groupe papeterier Aussedat-Roy, M. Jacques Celloud, a indiqué, le 28 février, vouloir rester sur ses positions, au lendemain de l'offre de reprise faite par son concurrent français Arjomari, pour contrecarrer l'OPA lancée par l'américain International Paper. Aussedat-Roy considère l'offre de ce dernier « amicale », et seule susceptible de lui assurer un nouveau développement. Le plan d'investissement présenté le 27 février par Arjomari n'a pas emporté la conviction d'Aussedat-Roy.

● Aussedat-Roy reste sur ses positions. — Le président du groupe papeterier Aussedat-Roy, M. Jacques Celloud, a indiqué, le 28 février, vouloir rester sur ses positions, au lendemain de l'offre de reprise faite par son concurrent français Arjomari, pour contrecarrer l'OPA lancée par l'américain International Paper. Aussedat-Roy considère l'offre de ce dernier « amicale », et seule susceptible de lui assurer un nouveau développement. Le plan d'investissement présenté le 27 février par Arjomari n'a pas emporté la conviction d'Aussedat-Roy.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE RÉGIONALE
D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

RÉSULTATS ET ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 1988

Le conseil d'administration, réuni le 20 février 1989 sous la présidence de M. Paul Faciot, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Le total du bilan atteint 61,6 milliards de francs, en augmentation de 21 % sur celui de 1987 ;
- Le résultat brut d'exploitation, avant amortissements, provisions et impôts sur les sociétés, s'établit à 431,2 millions de francs (+ 17,3 %) ;
- Le bénéfice net est de 180,4 millions de francs, en progression de 36,4 % sur celui de 1987 ;
- Le montant de l'intéressement du personnel, résultant de la progression du ratio produit net bancaire-frais de personnel, s'élève à 16,8 millions de francs.

Au cours de la même réunion, le conseil a aussi arrêté les comptes consolidés qui regroupent les comptes de la BRED et de ses sociétés dans lesquelles elle détient un pourcentage de contrôle égal ou supérieur à 20 %. Ces comptes font apparaître un bénéfice net de 208,5 millions de francs dans lequel la part du groupe BRED est de 201 millions de francs contre 169,9 millions de francs en 1987, soit + 18,3 %.

Le montant de la participation des salariés, au sens de l'ordonnance du 21 octobre 1986, calculée sur la base des comptes consolidés de la BRED et des filiales à plus de 50 % s'élève, quant à lui, à 24,9 millions de francs contre 20,9 millions de francs en 1987 (+ 19,1 %).

Le conseil a pris connaissance des principaux chiffres relatifs à l'activité de l'ensemble de l'exercice 1988, d'où il ressort :

- une augmentation des crédits de 25,2 % en valeurs moyennes journalières (16,4 milliards de francs) et de 32 % en valeurs instantanées (17,8 milliards de francs au 31 décembre 1988) ;
- une progression des dépôts, en valeurs moyennes, de 7,5 % (32,4 milliards de francs) s'élevant, en valeurs instantanées, à 25,4 % (37 milliards de francs le 31 décembre 1988) ;
- un accroissement de la conservation de titres de 13 % dans l'année : 33,2 milliards de francs le 31 décembre ;
- une progression des actifs gérés sous mandat de 27 % : 23,3 milliards de francs à la même date ;
- une progression des mouvements avec l'étranger de 21,9 % ;
- une croissance de 9,3 % du nombre des écritures relatives à la clientèle.

Sur les résultats de la banque, le conseil propose la distribution d'un dividende de 37,5 millions de francs sur la période - 750 millions de francs - du capital de 1 milliard de francs, portant jouissance du 1^{er} janvier 1989 et l'affectation aux réserves de 142,9 millions de francs.

Économie

Les bénéfices du géant anglo-néerlandais en hausse de 15 %

Unilever « allegro » en 1988 et « sostenuto » en 1989

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les dirigeants d'Unilever, la multinationale anglo-néerlandaise (agro-alimentaire, produits d'entretien et de toilette, cosmétiques et parfums, produits chimiques spéciaux) ont la fibre musicale. Alors qu'ils s'attendaient à un exercice 1988 en « andante moderato », la partition des résultats européens se lit en « allegro », a constaté le président du directoire, M. Floris Maljers, mardi 28 février, à l'issue de la présentation des comptes de l'exercice : les comptes sont bons et même meilleurs que prévu.

S'établissant à près de 62 milliards de florins (186 milliards de francs), le chiffre d'affaires a progressé de 12 %. Le bénéfice d'exploitation est passé d'environ 14 milliards de francs à plus de 16 milliards, en hausse de 20 % ; quant au bénéfice net, il s'est inscrit à un niveau historique, en franchissant, pour la première fois, la barre des 9 milliards de francs (plus 20 %).

« Nous ne sommes pas mécontents », a sobriement commenté M. Maljers, qui, comme s'il craignait d'avoir péché par autosatisfaction, a ensuite expliqué que la seule méthode juste pour apprécier l'évolution des résultats était d'appliquer

aux chiffres les plus récents le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice précédent. Auquel cas le chiffre d'affaires et le bénéfice net ne sont plus en augmentation que de 6 % et de 15 %. « Nous ne pourrions certainement pas suivre ce tempo », a-t-il prévenu, annonçant néanmoins que les responsables du groupe industriel envisageaient de jouer 1989 en « andante sostenuto », expression qu'il a lui-même traduite par « progression soutenue ».

Le ton a d'ailleurs été donné par le rachat, il y a moins de trois semaines, de l'abergé et d'Elisabeth Arden (le Monde du 11 février). Grâce à cette acquisition, la société de Rotterdam fait désormais jeu égal au plan mondial avec le groupe L'Oréal dans le domaine des cosmétiques et des parfums.

Mais le pilier du développement d'Unilever reste l'agro-alimentaire, qui, toutes productions confondues (matières grasses, produits congelés, glaces, boissons), a représenté l'an dernier la moitié du chiffre d'affaires - et du résultat d'exploitation - et a absorbé plus des deux tiers des 9 milliards de francs investis. Dans ce secteur, la stratégie d'Unilever porte sur la mise au point de « produits apportant aux consommateurs qualité, valeur nutritive et facilité d'utilisation ». Un membre du directoire a été tout spécialement

chargé du secteur des produits « nutritifs et sains ».

Un renforcement de la présence d'Unilever dans les secteurs des produits chimiques spéciaux (colorants, hormones), de l'agro-business (pisciculture, semences) et du diagnostic médical particulier (tests de grossesse et dérivés) est également à l'ordre du jour.

En 1988, la multinationale se défait de quatorze entreprises, n'appartenant pas à son cœur d'activités traditionnelles, telle une fabrique de matériaux d'emballage et une société de location automobile, et en a racheté trente et une, qui lui permettent d'amplifier le recentrage décidé en 1984. La même ligne directrice sera suivie cette année et au-delà, a déclaré M. Maljers.

Géographiquement, la stratégie d'Unilever, qui emploie 335 000 personnes dont 114 000 en Europe, s'oriente vers les États-Unis et le Japon où sont en construction notamment des usines de lessive et de produits de toilette. Mais « l'Europe restera le cœur d'Unilever ». La firme y réalise 112 milliards de francs de chiffre d'affaires et près de 10 milliards de francs de bénéfices d'exploitation (+ 18 %). Mais pas toute l'Europe : le groupe s'intéresse aussi peu aux pays de l'Est qu'il se réjouit de l'avènement du marché des Douze.

CHRISTIAN CHARTIER.

Conjoncture

Etats-Unis :
moins de croissance
et remontée
de l'inflation

La croissance s'est bien ralentie aux États-Unis, avec une hausse de 2 % en rythme annuel du produit national brut au quatrième trimestre, confirme le département du commerce. Cette expansion, inférieure aux 2,5 % du troisième trimestre, s'accompagne d'une accélération de l'inflation : 5,3 % selon le défateur du PNB durant les trois derniers mois de l'année contre 3,4 % pour l'ensemble de 1988. L'activité a été soutenue par une hausse sensible des dépenses de consommation (3,5 % contre 2,5 % durant le troisième trimestre). Par contre, les comptes extérieurs du pays ont joué un rôle négatif : le déficit commercial s'est creusé de 10 % par rapport au troisième trimestre, pour représenter 32 milliards de dollars (192 milliards de francs). Ce dernier chiffre, calculé sur la base de la balance des paiements, ne tient compte ni des exportations de matériel militaire ni des coûts d'assurance et de fret des exportations.

SOCIAL

La CNAM
autorisée à établir
un fichier électoral
des assurés sociaux

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAM) a été autorisée sous conditions, mardi 28 février, par la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL) à établir un fichier national des assurés : ce fichier pourra servir à l'établissement de listes pour les élections à la Sécurité sociale. Mais il ne devra mentionner ni l'adresse, ni la situation familiale (ni a fortiori les ayants-droit), ni la situation professionnelle, ni la nationalité, ni aucune donnée d'ordre médical. Enfin, ce fichier, temporaire, devra être détruit après les élections.

Depuis, par un jugement de Salomon, la CNIL a dénoncé la Caisse nationale d'assurance-maladie (et transmis le dossier au parquet) pour avoir commencé son fichier avant d'avoir obtenu (et même demandé) l'autorisation et ne l'avoir interrompue que sur injonction de la CNIL, le 7 février.

La CNIL entend, d'autre part, que le fichier national, prévu pour éviter les doubles inscriptions (qui peuvent dans certaines caisses aller jusqu'à 10 % des assurés) entraînés par les changements de domicile, ne serve pas à la gestion individuelle des remboursements.

Huit militants CGT réintégrés
à l'usine Renault-Billancourt

Le succès judiciaire obtenu par la CGT une semaine plus tôt a été confirmé, mardi 28 février, par la cour d'appel de Versailles (nos dernières éditions du 1^{er} mars). Celle-ci a demandé l'exécution provisoire du jugement du tribunal des prud'hommes, le 17 février, demandant la réintégration de huit militants CGT de Renault-Billancourt licenciés à l'automne 1986, après des incidents survenus à l'usine pendant l'état d'urgence.

Il s'agit de MM. Pierre Léri, secrétaire du syndicat CGT et délégué du personnel, Michel Bonin, élu au comité d'établissement, Abdellatif Hamzaoui, délégué et membre du bureau syndical, Saïd Iloual, délégué du personnel, Jean-Pierre Lamisse, secrétaire du syndicat et élu au comité d'entreprise, Yves Perrin, rapporteur au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), Joël Jégouzo et Jean-Pierre Quilgars, élus au CHSCT : tous ont retrouvé leur travail mercredi.

Les six premiers avaient été licenciés pour « faute lourde », les deux derniers figuraient sur la liste des licenciés pour raisons économiques, mais tous les licenciements avaient été autorisés par l'inspection du travail, et tous les intéressés avaient été

traduits devant le tribunal de Nanterre sur plaintes de la Régie et des cadres. Le 17 février, le juge déparateur du tribunal des prud'hommes avait, en vertu de la loi d'amnistie, ordonné à la Régie de les réintégrer, sous astreinte de 500 F par jour de retard (le Monde daté 19-20 février).

Faisant appel du jugement, la direction de la Régie avait demandé en référé à la cour d'appel de Versailles de surseoir à l'exécution du jugement et de payer les huit militants sans les réintégrer, en attendant l'examen de l'affaire au fond : le retour, faisait-elle valoir, en matière de licenciement de l'usine. L'argument a été rejeté par le président du tribunal, qui s'était rendu sur place le samedi 25 février. Déjà deux autres militants de la CGT avaient été réintégrés, lundi, à la suite d'un premier arrêt en référé de la cour d'appel (le Monde daté 25-26 février).

Ces arrêts, d'une certaine façon, anticipent sur l'examen au fond de l'appel présenté par la Régie, qui doit venir à l'audience le lundi 20 mars. Cela explique la modération de la CGT. Celle-ci n'a pas obtenu satisfaction pour toutes ses demandes. En particulier, le tribunal des prud'hommes de Douai a refusé, le 20 décembre dernier, la

réintégration de deux anciens responsables du comité d'entreprise, licenciés à l'automne 1985 pour avoir attaqué deux agents de maîtrise pendant la nuit du 15 au 16 octobre 1985 sur le parking de l'usine.

Elle a obtenu, en revanche, la réintégration au moins provisoire de huit des dix militants, dont elle avait depuis l'automne 1986 fait un symbole de la « lutte pour les libertés », avec l'appui du Parti communiste - dont presque tous font partie. Une campagne qui n'a pourtant suscité que peu de mobilisation parmi les salariés de Billancourt : vendredi 24 février encore, le meeting organisé devant les portes de l'usine à l'heure du déjeuner n'a guère fait recette.

L'attitude de la CGT fait pendant à celle de la direction du centre de Billancourt qui a lancé un appel au calme. Si une partie des cadres et de la maîtrise de l'établissement n'a pas « digéré » la décision du tribunal des prud'hommes, il n'y a plus que M. Paul Marchelli, président de la CGC, pour affirmer que la réintégration des militants cégétistes est « impensable », « porterait un coup fatal à l'honneur des cadres » et « mettrait en cause leur capacité à exercer leurs responsabilités ».

G. H.

Eurostaf Dafsa

Europe Strategic Analysis Financière

vient de faire paraître plusieurs études dans les secteurs d'activité suivants :

- Les laboratoires pharmaceutiques
- Les industries de l'équipement automobile en Europe
- L'industrie européenne du matériel électrique
- Les leaders de la brasserie dans le monde
- Les leaders de la chaussure en Europe

Les grands groupes européens de la chimie :

Une étude financière détaillée est disponible pour chacun des groupes suivants : Alcoa, Alcan, BASF, Bayer, CDF Chimie, Ciba Geigy, Hoechst, ICI, Montedison, Norsk-Hydro, Rhodaflex, Solvay, Sommer Alkabetz

vous informe de ses prochaines parutions d'études :

- Les leaders de la parfumerie-cosmétique
- Les sociétés de financement de crédit à la consommation

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Strategic Analysis Financière), 10, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383.

Nos représentants à l'étranger :

- ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid - Tél. : 275.45.38. Téléc. 42 040
- ITALIE : DATABANK à Milan - Tél. : 80.52.855. Téléc. 330 438
- PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne - Tél. : 57.55.75. Téléc. 42 620.



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS
ET DES SERVICES AGRICOLES
ONAPSA

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de matériel de traitement, irrigation et conditionnement :

- Lot 1 : Pulvérisateurs à dos.
- Lot 2 : Poudreuse à dos.
- Lot 3 : Atomiseurs à dos.
- Lot 4 : Palle injecteurs manuels.
- Lot 5 : Pulvérisateurs 600 l.
- Lot 6 : Pulvérisateurs 1 000 l.
- Lot 7 : Atomiseurs 1 000 l.
- Lot 8 : Atomiseurs simples.
- Lot 9 : Pompes immergées.
- Lot 10 : Euroleureurs 2 HA.
- Lot 11 : Calibreux pomme de terre.
- Lot 12 : Extracteurs de semences piment-poivron.
- Lot 13 : Extracteurs de semences cucurbitacées.
- Lot 14 : Batteuses de légumineuses.
- Lot 15 : Batteuses de graines potagères.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de pouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin Hassan Benamane, les Oliviers - Bir Mourad Rais - Alger B.P. 155 Birkhadem Alger.

Téléc. : 62.325 - Tél. : 56-19-60/56-19-47 à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de 600 DA convertibles.

Les offres en huit (08) exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP. (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence national et international » 05/89 à ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

TRANSPORTS

10500 tués sur les routes françaises en 1988

Automobile et pulsion de mort

Le nombre des tués de la route est passé en France de 9855 en 1987 à près de 10548 en 1988, soit une aggravation de 7 % en dépit d'une nette accalmie constatée à partir de l'été quand le gouvernement a tapé sur la table. Un groupe d'experts travaillant à un Livre blanc sur la sécurité routière. L'un de ses membres, M. Gérard Miller, y apporte le point de vue du psychanalyste.

Ne lui demandez pas comment ramener l'hélicoptère routier en France à des chiffres moins scandaleux. Il vous répondra qu'il veut bien « être conciliant, mais pas au-dessus de la rampe », c'est-à-dire que le psychanalyste ne peut pas donner de recettes. Ne croit-il pas, à la suite de Lacan, qu'il n'y a d'espoir que du particulier ?

Gérard Miller, membre de l'École de la cause fraudienne et rédacteur en chef du magazine fraudien l'Ano, siège au sein du groupe de réflexion sur la sécurité routière, à la demande du secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre. Il s'y livre avec un plaisir évident à la robotique : entreprise de démythification - et de démythification - que les disciples de Freud ne manquent jamais de lancer lorsqu'on leur demande d'aider à comprendre l'incompréhensible.

Deux fois plus de morts sur les routes françaises que sur les voies britanniques, une morbidité routière qui, en Europe, place la France lanterne rouge de la sécurité, avec le Portugal. Pourquoi ?

« Je suis frappé », dit Gérard Miller, « que les gouvernements chinois échouent dans leur tentative de réguler les naissances et que les gouvernements français ne parviennent pas à empêcher le tabagisme ou l'insécurité routière. Dans tous les cas, l'intérêt du citoyen coïncide pourtant avec le vouloir public, mais ça échoue parce qu'on ne peut tout régler par décret, parce que, contrairement à ce que nous prétendons, nous ne voulons pas notre bien. Quelque chose - la pulsion de mort - travaille en chacun de nous et le conduit à sa propre perte. C'est le concept le plus insupportable que Freud nous ait légué ».

Il faut donc réintroduire l'inconscient pour comprendre l'insécurité routière. La fatalité et le hasard n'existent pas. Le plus ? L'éclatement d'un pneu. En observant chaque accident, on s'aperçoit que ces aléas techniques dissimulent des erreurs de comportement. Il n'y a pas des accidents, mais un accident, dont l'étude permet à la psychanalyse de dire à chacun : « Ceci est l'œuvre de tes mains ».

Il ne faut donc pas négliger ce curieux mécanisme que Lacan baptisait le « je-n'en-veux-rien-savoir ». Les discours de la délégation à la sécurité routière font appel à la liberté et à la responsabilité des conducteurs. « Sois ou sois pas, il faut choisir » : un slogan qui repose sur l'idée que nous ferons nécessairement le bon choix. Raté ! « Car nous sommes toujours deux à choisir. Il y a « l'autre », et celui-ci ne fait pas forcément le choix raisonnable ».

Gérard Miller n'est pas loin de juger schizophrénique le système

répressif français. « Nous avons tous entendu des parents menacer leurs enfants de punitions impossibles, du genre : « Si tu n'es pas gentil, maman, qui t'aime », l'abandonnera ». Ces messages contradictoires, simultanés, et auxquels personne ne croit, laissent l'enfant désorienté. Ce double lien peut mener à la schizophrénie. Je vois des similitudes avec le système répressif routier. Par exemple, en matière de limitation de vitesse, la police commence à sanctionner non pas au-delà des 90 km/h imposés sur la route, mais 20 km/h au-dessus de cette limite. N'est-ce pas frappant de constater que les constructeurs fabriquent des voitures dépassant largement les maxima autorisés ? Il existe dans l'opinion française le concept étrange de ce qui est « vraiment » interdit. Autrement dit, la loi est doublée d'une interdiction personnelle de ce qu'elle doit être. Aux États-Unis, lorsque vous êtes arrêté pour une infraction, les choses sont claires : vous savez que vous n'avez aucune marge de manœuvre. Vous devez payer ».

Enigme

Peut-on espérer du progrès un rattrapage des erreurs humaines ? « Je suis persuadé du contraire. Les accidents les plus spectaculaires sont provoqués par les engins les plus sophistiqués. Ce monde qui réduit la part d'initiative et de présence humaine, la seule façon qui nous reste de l'humaniser est de commettre des actes manqués. La psychopathologie des machines n'existe pas. En revan-

che, plus les ordinateurs seront sophistiqués et plus les informations se casseront la figure dans l'escalier ou cubiteront les valises sur les quais. Voilà pourquoi le système de freinage ABS dernier cri ne me rassure pas ».

Décidément l'inconscient n'est pas domestiquable. Nourri de cette lucidité, l'analyse ne peut pas nous endormir avec des remèdes miracles. Bien sûr, il existe des solutions de bon sens. « Quand il pleut, le conducteur doit allumer ses codes. Personne ne le fait. Qu'est-ce qui empêcherait de coupler les phares et l'essuie-glace ? » Il y a aussi les poisons dangereuses. « Les messages de la sécurité routière ne peuvent jouer avec la culpabilité des gens, car on ne sait pas ce qu'on manie. La culpabilité est de la dynamite. Grâce à Freud, nous savons qu'elle se forme, avant et non après, qu'elle antécède et dirige l'acte préférentiel. Les criminels éprouvent peu de culpabilité ».

Retour au Sphinx. « La psychanalyse met en évidence un certain nombre de nos contradictions. Elle nous oblige à nous arrêter et à nous interroger sur notre propre énigme ». Quelle énigme ? Par exemple, qu'un Français puisse supporter comme un tribut inévitable la verser au Minotaure automobile les dix ou onze mille vies égrées chaque année sur les routes, tout en se dépendant en lamentations par la voix des pouvoirs publics.

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OLYMPUS C'EST PLUS

PERSPECTIVES D'AVENIR

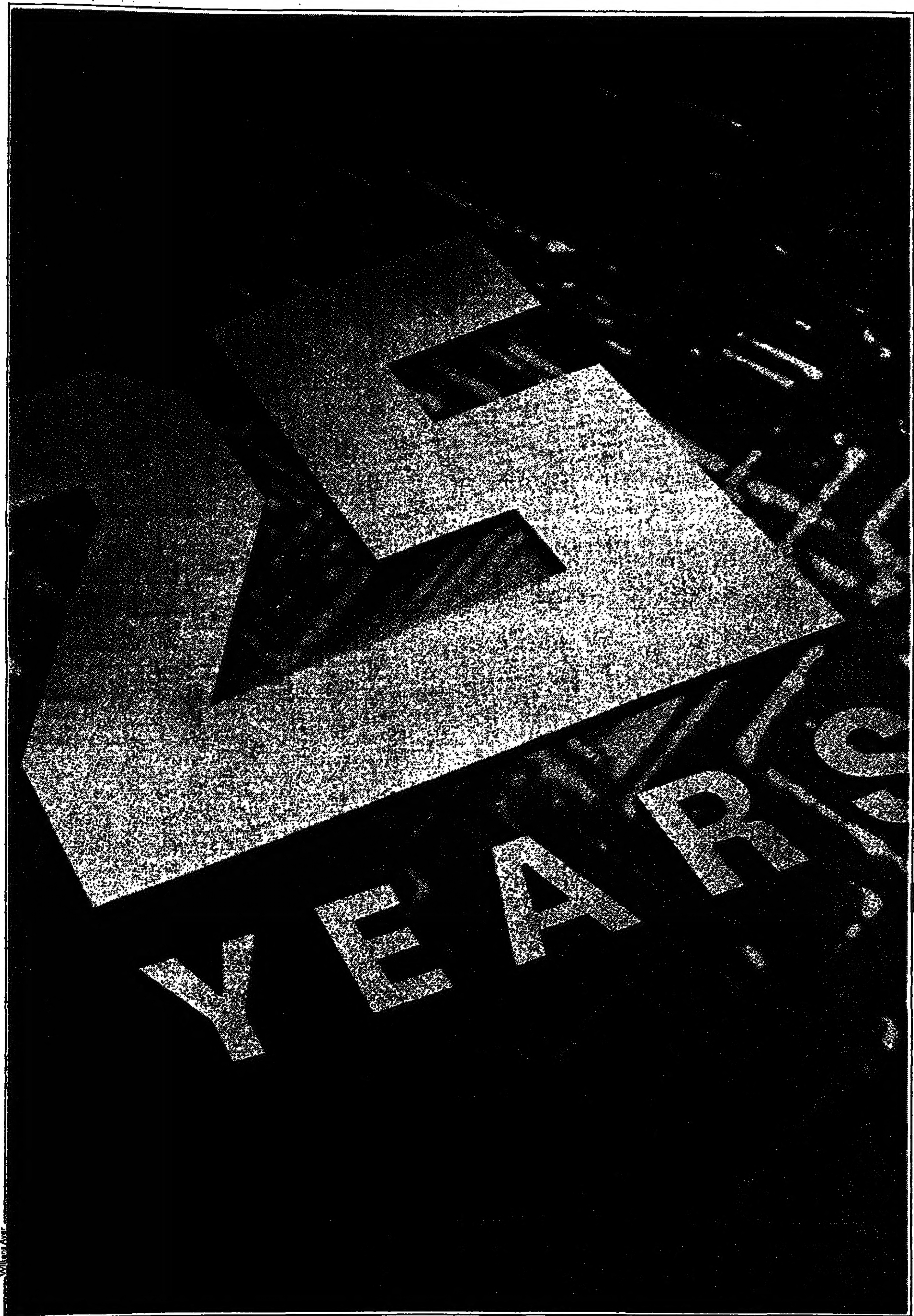
Olympus est aujourd'hui mondialement connu comme fabricant de matériels d'avant-garde, dans les domaines les plus divers de l'optique et de l'électronique de pointe. A cela, la représentation centrale européenne d'Olympus a contribué pour une large part. Créée il y a 25 ans, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européens, elle a évolué vers une structure européenne indépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader, dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels opto-électroniques.

ESPRIT DE L'ENTREPRISE

Plus que jamais, les entreprises se jouent aujourd'hui à leur engagement social. Olympus en est tout à fait conscient et assume une réponse à cette exigence avec la création, en 1988, de la Fondation « Olympus - la science pour la vie » dont l'objectif est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir.

POUVOIR D'INNOVATION

L'histoire récente de l'évolution des appareils photo n'est pas concevable sans l'apport des innovations dues à Olympus. Une nouvelle preuve de sa position de leader technologique : L'AZ-300 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des appareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante, pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact européen de l'année '88/'89.



Olympus c'est plus : appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits biomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, veuillez demander une documentation détaillée. Olympus Optical Co. (Europe) GmbH, Wendenstraße 14-16, D-2000 Hamburg 1, R.F.A.

OLYMPUS
LA SCIENCE POUR LA VIE

M. Bazargan
La «bête noire»

IN
lamnations
de compteurs

CHANGEMENT
LA SÉLECTION MONDIALE
du Monde

C'est une affaire
du Monde

Marchés financiers

Les tensions entre banques et maisons de titres s'exacerbent au Japon

TOKYO
correspondance

Les escarmouches se multiplient sur le front mouvant de la dérégulation financière japonaise. Les deux camps, banques d'un côté, maisons de titres de l'autre, manifestent une nervosité croissante et l'arbitre, le ministère des finances, court d'un côté à l'autre du terrain pour tenter de calmer le jeu.

L'enjeu n'est rien moins que le respect de la vieille frontière tracée par l'article 65 de la loi sur les transactions boursières, version japonaise du Glass-Steagall Act américain de 1933 séparant strictement le métier de banquier de celui d'agent de change.

L'annonce par Nomura Securities, première maison de courtage du monde, d'un accord avec American Express pour l'introduction en commun d'une nouvelle carte de crédit au Japon a fait pousser des hauts cris aux banques commerciales, attaquées sur un secteur d'activité en pleine expansion.

La banque Mitsubishi, actuellement à la présidence de Zengingkyo (Fédération des associations de banquiers du Japon), a menacé American Express de quadrupler (de 25 à 100 yens) la commission mensuelle de transfert appliquée à ses cartes. Amex serait en mesure d'absorber cette commission bancaire additionnelle sans difficulté, estime un analyste d'une maison de titres étrangère, mais une telle proposition témoigne de la forte tension.

Les banques ont également pris à témoin le ministère des finances, se disant prêts à envahir à leur tour le précaté des maisons de titres, en vendant des actions aux détenteurs de comptes bancaires et en créant un instrument de dépôt, dont le rendement serait lié à l'évolution des indices boursiers.

La nouvelle carte Nomura-Amex aurait dû faire son apparition le 4 janvier, mais son introduction a été retardée sine die par la levée de boucliers des banques.

Une législation obsolète

La carte permettrait aux millions de Japonais détenteurs d'un compte obligatoire, *chukoku fundu*, chez Nomura de régler leurs achats par débits de ce compte. Les *chukoku* sont des comptes d'obligations gouvernementales à moyen terme, servant un taux d'intérêt de 3,35 %. Ils représentent une composante significative du bas de laine de la ménagère japonaise.

Les banques affirment que ce système rendrait à autoriser une maison de titres à exercer une fonction de règlement réservée par la loi au seul système bancaire.

Les maisons de titres n'ont pas le monopole de la provocation, loin de là. Le ministère des finances a été conduit à intervenir, fin janvier, pour demander à IBI International, filiale londonienne de l'institution de crédit à long terme, Industrial Bank

of Japan, de cesser ses transactions sur les actions d'entreprises japonaises à la Bourse de Londres.

Bien qu'effectuée par une filiale, qui, plus est membre du London Stock Exchange (LSE), cette activité de courtage peut être considérée comme une violation de l'article 65 et du célèbre « accord des trois bureaux ». Conclu en 1974, entre trois grandes directions du ministère des finances chargées respectivement des finances internationales, du système bancaire et des activités boursières, cet accord étend en quelque sorte aux places financières étrangères la protection accordée sur le territoire japonais aux maisons de titres japonaises face aux banques.

Le regain de tension actuel n'a rien de surprenant. A la demande du ministère des finances, plusieurs commissions d'experts étudient en ce moment un remodelage du paysage financier nippon qui doit aboutir à la création d'une grande partie de son contenu une législation considérée comme obsolète.

La dérégulation et l'internationalisation des marchés financiers japonais ont conduit à multiplier, sur place et à l'étranger, les « zones grises » où banques et maisons de titres japonaises cohabitent tant bien que mal.

Prises en sandwich entre la titrisation qui réduit la dépendance bancaire des entreprises, et la libération des taux d'intérêt sur les dépôts qui augmente le coût de leurs ressources, les banques commerciales ne peuvent plus accepter d'être tenues à l'écart d'activités boursières hautement profitables. Elles ont d'ailleurs toutes tissé des liens étroits avec des maisons de courtage de dimension moyenne.

De leur côté, les « quatre grandes » maisons de titres (Nomura, Daiwa, Nikko et Yamachi) qui dominent outrageusement les bourses nippones, ont compris qu'elles devaient se préparer à un nouveau partage du gâteau.

Les experts, dont les conclusions sont attendues avant la fin de l'année, ne recommanderont pas l'adoption du système européen de « banque universelle », dans lequel tout le monde fait tout ou presque, qui impliquerait une modification en profondeur de la législation.

Plus probablement, les banques seront autorisées à créer des filiales spécialisées dans les transactions boursières alors que les maisons de titres mettront sur pied des filiales bancaires. BERNARD HAMP.

Nouvelle surenchère de la CFAO pour le contrôle de La Ruche méridionale

Nouvelle surenchère de la CFAO dans la bataille qui l'oppose à Rallye pour le contrôle de La Ruche méridionale : le « chevalier blanc » confirme ainsi son soutien en offrant 3 000 F par action en échange de sept obligations convertibles 6,25 % CFAO pour quatre actions LRM. La cotation du titre LRM a été suspendue, mardi 28 février à la Bourse de Bordeaux, et la nouvelle offre devrait être déclarée recevable jeudi 2 mars. Le groupe Rallye aura jusqu'au 10 mars pour présenter une éventuelle surenchère.

Le prix offert est maintenant très élevé, puisque la CFAO, si Rallye renonce à suivre, devra déboursier 1 milliard 575 millions de francs, soit trente-cinq fois le bénéfice de 1987 de La Ruche.

Quelle que soit l'issue de la bataille boursière, l'importance de l'effort fourni pour prendre le contrôle de LRM met ses dirigeants, MM. Robert et Jean-Pierre Guignard, dans une position affaiblie en face de leurs nouveaux partenaires.

QUATRE-QUARTS RETRAITE

Société d'investissement à Capital Variable
Loi n° 79-12 du 3 janvier 1979
Siège social : 8, rue d'Argenson à Paris 8°
RCS : PARIS B 343 835 688

Prelevant en considération, d'une part, la faible développement des souscriptions effectuées dans le cadre du Plan d'Épargne en vue de la Retraite (PER) et, d'autre part, la forte demande de la clientèle pour une Sicav investie principalement en actions françaises, le conseil d'administration a décidé de modifier l'orientation de gestion de la Sicav QUATRE-QUARTS RETRAITE et d'en faire une Sicav investie en actions françaises.

Ces propositions seront soumises à l'approbation des actionnaires convoqués en assemblée générale extraordinaire le 29 mars 1989.

Dans le même temps, la commission de souscription qui était calquée au taux de 3 % sera remplacée par un barème dégressif par tranches de souscription allant de 3,25 % pour la tranche de souscription inférieure à 100 000 F à 1,50 % au-delà de 1 000 000 F.

NEW-YORK, 28 février ↑

Nouvelle avance

Encore irrégulière, la tendance a continué de se raffermir, mardi, à Wall Street. Après un démarrage hésitant, le marché a repris lentement son avance. A la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 2 258,39, avec un gain encore modeste de 8,03 points. Cette fois, le bilan de la séance a été positif. Sur 1 941 valeurs traitées, 891 ont monté, 530 ont baissé et 520 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, malgré les appréhensions toujours assez vives sur un nouveau resserrement des conditions de crédit, les investisseurs ont été un peu rassurés par le coup d'arrêt à la croissance enregistré pour le quatrième trimestre de 1988.

Personne autour du Big Board ne parvient encore. D'autres statistiques que le PNB doivent être publiées cette semaine, dont l'analyse sera intéressante. Si ce n'est plus tout à fait l'attente, la prudence n'a pas encore abandonné la Bourse new-yorkaise, bien que celle-ci soit jugée « survenue ». L'activité a un peu augmenté, avec 147,43 millions de titres échangés, contre 139,90 millions la veille.

VALEURS	Cours de 27 fév.	Cours de 28 fév.
Alcoa	61 1/2	61 1/2
A.T.	61 1/8	61 1/8
Bell	61 1/8	61 1/8
Chrysler	31 3/8	31 3/8
Deere	54 1/4	54 1/4
Eastman Kodak	47	46 7/8
Ford	43 3/4	43 3/4
General Motors	46 1/8	46 1/8
IBM	121 5/8	121 1/2
ITT	52 3/4	52 1/2
Johnson & Johnson	46 1/4	46 1/4
McDonald	54 1/8	54 1/8
Pfizer	54 1/8	54 1/8
Schlumberger	36 1/4	36 3/8
Union Carbide	30 1/8	30
USX	31 3/8	31 3/8
Wendel	10 1/8	10 1/8
Xerox Corp.	61 1/4	61 5/8

LONDRES, 28 février ↑

Légère hausse

Après la forte baisse de lundi (-1 %), le marché s'est repris et l'indice Footsie a clôturé en progrès de 5,7 points, à 2 002,4. Toutefois, à l'issue de la séance, le volume des échanges est demeuré modéré avec 357,8 millions de titres échangés, contre 431,8 millions la veille. L'attente de la publication, mercredi, des chiffres de la balance des paiements courants britanniques pour le mois de janvier a pesé sur la tendance. Les investisseurs redoutent un relâchement des taux si ce résultat est mauvais.

La journée a été marquée par l'annonce de l'augmentation de capital de 158 millions de livres (1,6 milliard de francs) de Lescage. Le groupe pétrolier financier ainsi l'acquisition partielle de Thomson North Sea Holding. Le groupe électronique STC a progressé après la publication de résultats annuels encourageants, tandis qu'Unilever s'est déprécié, malgré la hausse de ses bénéfices. Les valeurs minières (De Beers) ont terminé en baisse, alors que les fonds d'Etat ont fini en hausse, soutenus par une livre plus ferme.

FAITS ET RÉSULTATS

La Banque de participation et de placement à l'étranger pour le prochain conseil du mois d'avril. Le conseil a également examiné les prévisions budgétaires pour l'exercice 1989, hors dépenses exceptionnelles. L'activité a porté sur 1 milliard de titres, contre 1,2 milliard la veille.

PARIS, 1^{er} mars ↓

Accès de faiblesse

Nouvel accès de faiblesse mercredi rue Vivienne où, après une petite hausse en début de matinée (+0,6 %), l'indice instantané chutait pour se maintenir à 0,9 % durant l'après-midi. A l'origine de ce retournement de tendance intervenu en fin de matinée, le relèvement des taux lors de l'adjudication en Allemagne. Ce mouvement faisait pressager une hausse possible des taux directs outre-Rhin jeudi, une décision qui pourrait être prise par le conseil de la Bundesbank. Les investisseurs étaient donc très prudents, préférant s'abstenir et se tenir en retrait du marché. De ce fait, les échanges étaient très réduits, les milieux financiers se montrant très timorés après les remous de ces derniers jours (-1,75 % lundi, +2,37 % mardi) dus à la reprise de l'inflation et à la remontée des taux d'intérêt, un peu partout dans le monde.

L'annonce d'une aggravation de déficit commercial britannique en janvier confirme cette tendance et les craintes généralisées. « La semaine sera rude », écrivait, inquiet, un géant de portefeuilles ne sachant que faire. Dans ce contexte, les plus fortes hausses ne dépassaient pas les 3 % avec Alpin, Immoles Morcasu, filiale de la Compagnie du Béat, dont le président M. Bernard Pagézy a été mis en minorité par M. Claude Bébéar, ainsi que des valeurs pétrolières (Elf Aquitaine, Total, OFP). Du côté des baisses, l'ampleur était également limitée, les écarts n'excédant pas 2 % sur les 15 % d'écart des Comptoirs Modernes, Cap Gemini Sopel, Pêchebren et de la Navigation Mixte. Sur le MATIF, le marché était également nerveux, évoluant à la hausse puis à la baisse. En début d'après-midi, près de 52 000 contrats étaient négociés.

La firme IFR Informa la Société des Bourses françaises qu'elle détenait 10,41 % de Random France.

TOKYO, 1^{er} mars ↓

La baisse se ralentit

Après avoir encore fortement baissé durant la première partie de la séance de mercredi, le marché nippon s'est un peu ressaisi. Mais il n'a pas réussi à rattraper tout son retard. L'indice Nikkei, qui avait perdu 133,39 points en fin de matinée, redressait l'écart à 21,30 points à la clôture, en s'inscrivant à 31 964,30.

Selon les professionnels, les investisseurs se refusent pour l'instant à reprendre trop de positions à la veille d'une journée qui pourrait être décisive sur le plan monétaire. Tous les yeux sont braqués sur Francfort, où jeudi la Bundesbank devrait faire savoir si oui ou non elle décide de relever ses taux directeurs. Ajoutons que l'évolution du scandale Recruit Cosmos a continué de peser sur le marché. Les valeurs à forte capitalisation se sont encore alourdies. L'activité a porté sur 1 milliard de titres, contre 1,2 milliard la veille.

VALEURS	Cours de 28 fév.	Cours de 1 ^{er} mars
Asahi	710	732
Fujitsu	1 270	1 280
Canon	1 480	1 540
Fuji Xerox	2 820	2 840
Hitachi	1 980	2 010
Minolta	2 370	2 420
Nissan	1 170	1 180
Sony	8 080	8 080
Toyota Motors	2 580	2 580

PARIS: Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amend & Amend	485	485	Le gél de la vie	324	324
Amend	283	283	Le gél de la vie	286	286
BAC	327	327	Le gél de la vie	180 80	180 80
B. Deschamps & Assoc.	510	510	Le gél de la vie	180	180
BULM	510	510	Le gél de la vie	573	573
CEP	730	730	Le gél de la vie	133	133
CEP	465	465	Le gél de la vie	708	708
CEP	880	880	Le gél de la vie	210 10	210 10
CEP	1015	1015	Le gél de la vie	248	248
CEP	819	819	Le gél de la vie	510	510
CEP	985	985	Le gél de la vie	400	400
CEP	349	349	Le gél de la vie	286	286
CEP	132 90	132 90	Le gél de la vie	400	400
CEP	1298	1298	Le gél de la vie	100	100
CEP	780	780	Le gél de la vie	400	400
CEP	232	232	Le gél de la vie	588	588
CEP	1730	1730	Le gél de la vie	670	670
CEP	1129	1129	Le gél de la vie	306	306
CEP	589	589	Le gél de la vie	228	228
CEP	487	487	Le gél de la vie	371	371
CEP	325	325	Le gél de la vie	100 80	100 80
CEP	819	819	Le gél de la vie	427	427
CEP	380	380	Le gél de la vie	436	436
CEP	161	161	Le gél de la vie	318 10	318 10
CEP	1380	1380	Le gél de la vie	710	710
CEP	1080	1080	Le gél de la vie	230	230
CEP	880	880	Le gél de la vie	361 80	361 80
CEP	100 70	100 70	Le gél de la vie	184	184
CEP	21 60	21 60	Le gél de la vie	212	212
CEP	228	228	Le gél de la vie	212	212
CEP	380	380	Le gél de la vie	212	212
CEP	230	230	Le gél de la vie	212	212
CEP	218	218	Le gél de la vie	212	212
CEP	240 10	240 10	Le gél de la vie	212	212
CEP	80	80	Le gél de la vie	212	212
CEP	258	258	Le gél de la vie	212	212
CEP	720	720	Le gél de la vie	212	212
CEP	284	284	Le gél de la vie	212	212

Marché des options négociables le 28 février 1989

Nombre de contrats : 15 450.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
Accor	690	15	35	25	-
CCE	360	28	38	5	16
EN-Applique	440	9	24	-	27
Lafarge-Capelle	1 550	21	63	85	100
Michelin	182	17	25,50	3	7
Midi	1 355	281	-	7,50	-
Paribas	440	21,50	38	8	21
Pfizer	1 400	196	246	4	23
Saint-Cobain	560	26	49	12	26
Société générale	440	24,50	-	-	28
Thomson-CSF	280	25	37	2	4

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 fév. 1989

Nombre de contrats : 100 496.

COURS	ECHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	104,82	103,26	103,64
Précédent	103,12	102,32	102,72

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
104	0,82	1,37	1,56	1,74

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,2575 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)
Le dollar a poursuivi sa progression, mercredi 1 ^{er} mars, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,2575 F (contre 6,2250 F). La mise en garde contre l'inflation lancée par le président du Fed, après la révision en hausse de l'indice implicite des prix pour le quatrième trimestre, a été créditée l'idée d'un nouveau relèvement des taux. Selon les cambistes, l'incompréhension de la Bundesbank reste l'attitude de la Bundesbank.	Valeurs françaises... 108,6 102,9
FRANCORT 28 fév. 1 ^{er} mars	Valeurs étrangères... 104,7 105,8
Dollar (en DM) ... 1,2556 1,2595	(Shit, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 28 fév. 1 ^{er} mars	Indice général CAC... 428,4 422,5
Dollar (en yen) ... 127,15 127,60	(Shit, base 1000 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	Indice CAC 40 ... 1 541,81 1 580,97
Paris (1 ^{er} mars) ... 87,84 %	(OMF, base 100 : 31-12-81)
New-York (28 fév.) ... 93,49 93,16 %	Indice OMF 50 ... 433,93 444,87

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEPT. MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	62,478	62,500	- 50	- 35	- 85	- 60
S. em.	52,189	52,258	- 124	- 98	- 227	- 189
Yen (100)	4,8943	4,8985	+ 272	+ 283	+ 396	+ 451
DM	3,4625	3,4698	+ 60	+ 76	+ 129	+ 153
Franc	3,4619	3,4679	+ 60	+ 60	+ 101	+ 117
FR (100)	16,1923	16,2422	+ 89	+ 285	+ 242	+ 394
FR	3,9641	3,9685	+ 188	+ 126	+ 217	+ 364
L (1 000)	4,6286	4,6362	- 189	- 77	- 199	- 160
£	16,8448	16,8563	- 348	- 323	- 690	- 610

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	5/8	9/8	15/8	16/8	10/8	3/16	5/16	10/16
DM	6 1/2	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 3/4	6 7/8	7	7 1/8
FR (100)	6 3/8	6 5/8	6 15/16	7 1/16	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 3/4
FR	7 5/8	8 1/8	8 1/2	8 1/4	8 5/8	8 3/4	8 1/2	8 3/4
£	5	5 1/4	5 11/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
L (1 000)	8 3/4	9 3/4	11 1/2	12	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 3/4
£	12 1/2	12 3/4	13	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
£	8 7/8	9 1/8	9 3/8	9 1/2	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 1^{er} MARS

28/2

Marché libre de l'or

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'affaire des Versets sataniques. 4 Des intellectuels algériens s'inquiètent de la « montée des intolérances ». 6 Gigantesque manifestation à Belgrade. 7 Prochain débat public sur la nomination de M. Tower.	8 Le sort des minorités dans les conseils municipaux. 9 M. Vigoroux exclut tout rapprochement entre les deux tours avec le PS. — M. Barre continue de croire en l'urgence d'une force libérale européenne.	10 La table ronde sur le projet de loi d'orientation de M. Jospin. 11 Le nombre des centres agréés de fécondation « in vitro » va augmenter. 12 La mort de Konrad Lorenz. — Communication : « Poités » en cessation de paiement.	13 Un entretien avec Terry Gilliam, réalisateur des Aventures du baron de Münchhausen. 14 Les mutations de l'Opéra flamand. 15 Le troisième SAGA au Grand Palais. 16 Expositions.	26 Le retour en France de Chrysler. 27 La prise de contrôle de la Campagne du Midi par M. Bédar. 28 Sécurité routière : automobile et pulvérisation de mort. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 à 25 Cartes 25 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-télévision 20 Spectacles 17 à 19	● Calculez vos impôts... IMPOTS ● Si : choisissez votre station... SEJOUR ● Les heures de neige... COURUS 3615 taping LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 taping LEMONDE

Selon Amnesty International

Les forces de sécurité irakiennes torturent systématiquement les enfants d'opposants politiques

GENÈVE
de notre correspondant

L'organisation humanitaire Amnesty International a révélé, mardi 28 février, que les forces de sécurité irakiennes s'en prennent systématiquement aux enfants des opposants politiques, les gardant en otages, les torturant devant leurs proches ou les massacrant. La plus jeune de ces innocentes victimes serait un bébé de cinq mois que les forces de répression ont enlevé et privé de nourriture pour que ses cris forcent ses parents à « passer aux aveux ».

Les enfants considérés comme « disparus » auraient été victimes d'exécutions massives à plusieurs reprises. Amnesty affirme que, en janvier 1988, lorsque les corps de huit enfants kurdes ont été remis à leurs familles, celles-ci ont été contraintes de payer une « taxe d'exécution ». Toujours selon Amnesty, l'Irak use contre les enfants de trente formes de tortures,

depuis l'électricité jusqu'aux sévices sexuels.

Cette organisation, après avoir fourni des exemples précis assortis des noms de personnes et de lieux, demande à la Commission des droits de l'homme des Nations unies de mettre tout en œuvre pour protéger les enfants irakiens et d'entreprendre une enquête sur les violations systématiques des droits de l'homme dans ce pays. On prête à plusieurs pays occidentaux l'intention d'appuyer cette initiative.

Tout cela n'a pas empêché l'Irak d'échapper à une condamnation de l'ONU. Il est vrai que les indignations de la Commission des droits de l'homme de Genève apparaissent trop souvent sélectives ou sont le fruit de curieuses négociations de couloir. Des pays où les droits de l'homme sont violés de manière patente parviennent à éviter que l'on parle d'eux lors des séances publiques de la commission. Certains d'entre eux font, en effet, l'objet d'une procédure confidentielle dite

« la 1503 », d'après le numéro d'une résolution qui permet à la commission d'examiner à huis clos la situation de pays soupçonnés, par exemple, de pratiquer des arrestations arbitraires, la torture et des exécutions sommaires. Tout ce qui touche à ces débats demeure secret et ne donne lieu à aucune résolution ni à aucun commentaire.

La délégation irakienne, dirigée par M. Barzan Takriti, demi-frère du président Saddam Hussein et ancien chef des services secrets de son pays (le Monde daté 22-23 janvier), vient ainsi de remporter une victoire diplomatique de taille. L'Irak, pourtant inscrit à l'ordre du jour de ces débats secrets, en a été retiré à l'issue d'un vote ayant adopté les propositions d'un groupe spécial de travail composé de représentants de la Bulgarie, du Pérou, du Portugal, du Togo et de... l'Irak.

Sur les quarante-trois membres de la commission, vingt-quatre ont voté en faveur du retrait de l'Irak de la « 1503 » (Etats arabes et communistes), douze ont voté contre (Les Occidentaux dont la France) et les autres participants se sont abstenus.

ISABELLE VICHNIAC.

Des avalanches font plusieurs morts dans les Alpes et dans les Pyrénées

Avec les très importantes chutes de neige qui continuent depuis plusieurs jours sur tous les reliefs de la moitié sud de la France, les avalanches ont probablement tué neuf personnes, aussi bien dans les Alpes que dans les Pyrénées.

Trois Britanniques et un Allemand sont portés disparus depuis le 23 février : ils étaient partis ce jour-là pour faire l'ascension de la tour Ronde, dans le massif de Mont-Blanc. Le mauvais temps du 28 février a empêché l'hélicoptère et les patrouilles des gendarmes de haute montagne d'aller à la recherche des disparus. Dès que le temps le permettra, les recherches reprendront. De même, un skieur suisse, parti le 25 février pour descendre la vallée Blanche, malgré l'interdiction formelle des responsables, a été emporté le même jour par une coulée de neige et n'a pas été retrouvé.

A Gourette (Pyrénées-Atlantiques), le 28 février, une avalanche a emporté dix-neuf militaires du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine stationné à Bayonne, qui étaient en stage. Bilan : trois morts et quatre blessés.

Enfin, on est toujours sans nouvelles d'un jeune Mexicain parti, le 3 janvier, pour faire l'ascension du mont Blanc en solitaire. — (AFP, AP.)

Sur le vif

Couple et couplets

Je me suis cramponnée à ma télécommande pour ne pas m'écrouler de rire en voyant ce matin sur la 5 l'irrésistible Djack faire campagne dans sa circonscription, avec un sourire de rosière, les yeux modestement baissés, tandis que retentissaient, sur l'air de la Mer, les couplets que lui a dédiés Trenet. Les voici :

Le maire, le maire de Blois
Sara Jack Lang, je crois
Car tout l'monde l'aime et l'vénère

Sous le grand soleil
Du sous la pluie

Le maire, le maire de Blois
Ne restera pas d'bois
Il agira pour tous ma foi
Dans l'esprit des lois
En famille

Le maire ne dansera pas
Le long des golfes clairs
Chez vous, il restera, le maire
A Blois, Loir-et-Cher
Pour la vie

Non, c'est pas une blague. J'ai eu aucun mal à me procurer la cassette diffusée avec empressement par le secrétaire enthousiaste de celui qui réclamait, en toute simplicité, le titre de ministre de l'Intelligence. Pourquoi ? lui a pas donné, mon Mini ? C'est vache quand même. Il le méritait. Faut vraiment en avoir sous les bigoudis pour se hisser avec autant d'aisance au sommet du grotesque et de la suffisance.

Vous me direz, qu'est-ce que ça a de tellement extraordinaire ? C'est très courant. On n'arrête pas de détourner des chansons de Piaf ou de Brassens pour lancer des lessives, des couches-culottes ou des camemberts. Peut-être, mais là, c'est une commande de l'Etat, pareil que les colonnes de Buren. Et connaissant Trenet — il n'y a pas plus près de ses sous : autrefois, plutôt que de payer une amende, il a préféré faire de la prison, — Djack va la sentir passer, ça pommade ! Enfin, pas lui, nous, les contribuables. Remarquez, ça vaut le coup. Faut subventionner les clowns. C'est un métier qui se perd.

CLAUDE SARRAUTE.

Décès de Roger Gardet, ancien président de la cour militaire de justice

Le général (CR) Roger Gardet, compagnon de la Libération, est décédé le 27 février à Fréjus (Var). Ses obsèques seront célébrées vendredi 3 mars, à 10 heures, en l'église de Chevigny (Jura).

Né le 15 avril 1900 à Epinal (Vosges) et ancien élève de Saint-Cyr, Roger Gardet sert dans l'infanterie coloniale, notamment, au Cameroun où, dès 1940, à l'appel du général de Gaulle, il rallie la France libre. En 1942, il rejoint en Egypte la 1^{re} division française libre (DFL). Dès lors, il participe à toutes les campagnes, de Libye, de Tripolitaine et de Tunisie. Le 2 juin 1943, il est fait compagnon de la Libération comme lieutenant-colonel à la 2^e brigade de la 1^{re} DFL. Après les campagnes d'Italie et de France, il termine la guerre, en 1945, comme colonel commandant le 2^e régiment d'infanterie coloniale de la 1^{re} DFL.

Après plusieurs séjours en Afrique de 1946 à 1950, Roger Gardet, promu général de brigade, sert auprès du commandement des forces françaises au Laos et au Sud-Vietnam. En 1956, avec le grade de général de division, il est commandant supérieur des forces armées à Madagascar, puis en Afrique occidentale française (AOF). En 1958,

il est élevé au rang de général de corps d'armée.

Placé en deuxième section (cadre de réserve) en 1960, le général Gardet, président, en juin 1962, la cour militaire de justice qui eut à juger certains officiers « perdus » de la guerre d'Algérie, comme le lieutenant Deguelde, chef des commandos Delta de l'OAS et les accusés de l'attentat de Petit-Clamart, dont s'échappa en août 1962, le général de Gaulle. Le chef des conjurés, le lieutenant-colonel Bastien-Thiry, condamné à mort, fut fusillé.

La cour militaire, qui siège au Fort-Neuf de Vincennes, avait été créée après la dissolution par Charles de Gaulle du haut tribunal militaire, lui-même mis en place au lendemain du putsch d'Alger d'avril 1961, pour en juger les auteurs principaux et qui devait accorder les circonstances atténuantes à Raoul Salan, chef de l'OAS. La cour militaire de justice aurait dû être présidée par le général de Lamoignon, autre compagnon de la Libération, mais celui-ci devait alors se donner la mort.

Titulaire de nombreuses décorations étrangères, parmi lesquelles la Distinguished Service Order, l'Officer British Empire et la Distinguished Service Cross, le général Gardet était Grand-Croix de la Légion d'honneur.

Au conseil des ministres

Renforcement de la protection des animaux

Réuni au palais de l'Elysée le mercredi 1^{er} mars, le conseil des ministres a examiné un projet modifiant et complétant certaines dispositions du code rural relatives à la protection des animaux.

Parmi ces mesures : l'allongement à huit jours des délais de garde en fourrière, l'obligation de tatouage des chiens et des chats changeant de propriétaires, l'interdiction d'attribuer ces animaux en loterie, l'inscription obligatoire, pour les vendeurs, de certaines maladies et tares héréditaires sur la liste des vices rédhibitoires.

Une autre communication a été faite au cours du conseil par le secrétaire chargé de l'enseignement technique tendant à renforcer le rapprochement entre celui-ci et le monde économique, en particulier par un accroissement du rôle des lycées techniques et professionnels dans le développement économique local.

Hausse de 2,1 % du SMIC au 1^{er} mars

En raison de la dernière hausse de prix (+ 0,4 % en janvier), le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) augmentera de 2,1 % à partir du 1^{er} mars. Le taux horaire du SMIC passe de 28,76 F à 29,36 F, et le SMIC mensuel brut de 4 860,44 F à 4 961,84 F en métropole et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

M. Jean-Claude Barreau président de l'Office des migrations

M. Jean-Claude Barreau a été nommé président de l'Office des migrations internationales (OMI), mercredi 1^{er} mars, au conseil des ministres.

[Né le 10 mai 1933 à Paris, Jean-Claude Barreau est licencié en lettres et en droit. Ordonné prêtre en 1960, il a exercé son ministère à l'église Saint-Séverin, puis à Saint-Jean-le-Montmartre, tout en étant responsable d'une association chargée de la prévention de l'enfance et de l'adolescence délinquantes. Par la suite, il a été numéraire d'université, directeur du catéchisme du diocèse de Paris et vicaire à Saint-Honoré-d'Eylau.]

Jean-Claude Barreau est retourné à l'état laïc en 1971 et s'est marié. Il devait ensuite occuper successivement les fonctions de conseiller littéraire aux éditions Stock (1972-1980), directeur littéraire des éditions Nathan (1980) et directeur général de la production littéraire aux éditions Belfond (1981).

Rapporteur de la commission du livre au ministère de la culture en 1981, Jean-Claude Barreau devait être nommé l'année suivante conseiller à l'ambassade de France à Alger, responsable notamment de la coopération. Il a été chargé de mission à la présidence de la République en 1985 et nommé inspecteur général de l'éducation nationale en 1986. Parmi ses principaux ouvrages : *La Foi d'un poète* (1967), *Questions à mon Eglise* (1972), *La Foi qui reste* (1987) et *Du bon gouvernement* (1988).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} mars 1989 a été tiré à 515 388 exemplaires

EN BREF

● **COLOMBIE** : La guérilla communiste dénonce un cessez-le-feu. — Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, guérilla communiste) ont décrié, mardi 28 février, un cessez-le-feu unilatéral et annoncé qu'elles étaient prêtes à entamer un dialogue avec le gouvernement du président Virgilio Barco pour consolider le processus de paix. Cette décision, qui intervient après celle d'un autre mouvement d'extrême gauche, le M 19, qui avait entamé des pourparlers en décembre dernier, a été accueillie avec satisfaction par le chef de l'Etat. Deux autres organisations de guérilla, l'Armée de libération nationale (ELN, pro-cubaine) et l'Armée populaire de libération (EPL, marxiste-léniniste) ont pour leur part refusé la négociation et annoncé leur intention de renforcer leur lutte.

● **EDF** : quatre heures de grève le 7 mars. — La fédération CGT d'EDF appelle les personnels à un arrêt de travail de quatre heures, le 7 mars, « avec incidences sur la production ». La décision, annoncée le 28 février, vise à protester contre un projet de la direction d'EDF, soumis à la commission supérieure nationale interne, et qui modifie le niveau de qualification et d'embauche.

● **RATP** : La ligne 7 et la ligne A du RER sont perturbées. — Comme le 28 février (le Monde du 1^{er} mars), le trafic du métro parisien sur la ligne 7 (La Courneuve-Ivry-Villégis) et du RER sur la ligne A a été perturbé dans la matinée du 1^{er} mars. A 8 heures, la circulation des rames était assurée à 80 % sur la ligne 7 et à 60 % sur la ligne A. La

situation devait revenir progressivement à la normale en fin de matinée, mais des perturbations étaient à nouveau à prévoir vers 17 heures, au moment du changement de service. Ces arrêts de travail ne sont pas couverts par un préavis de grève valable, fait-on observer à la direction de la RATP, où l'on considère que les mouvements partiels de deux heures par jour ne sont possibles que sur une seule journée. La mention utilisée par les syndicats CGT, CFDT et SAT (autonomes) d'arrêts prévus pour les 27, 28 février « et les jours suivants » ne correspond pas à l'interprétation qui prévaut, semble-t-il, depuis la longue grève de la fin 1988.

● **Nettoyage du métro** : la RATP envisage de faire appel à d'autres sociétés. — Les négociations entre la COMATEC et la CFDT

de la RATP, qui soutient les grévistes, ont de nouveau échoué, le 28 février. La grève des nettoyeurs a été reconduite, alors que M. Jacques Chirac a dénoncé, mardi, la « scandaleuse » saleté du métro parisien.

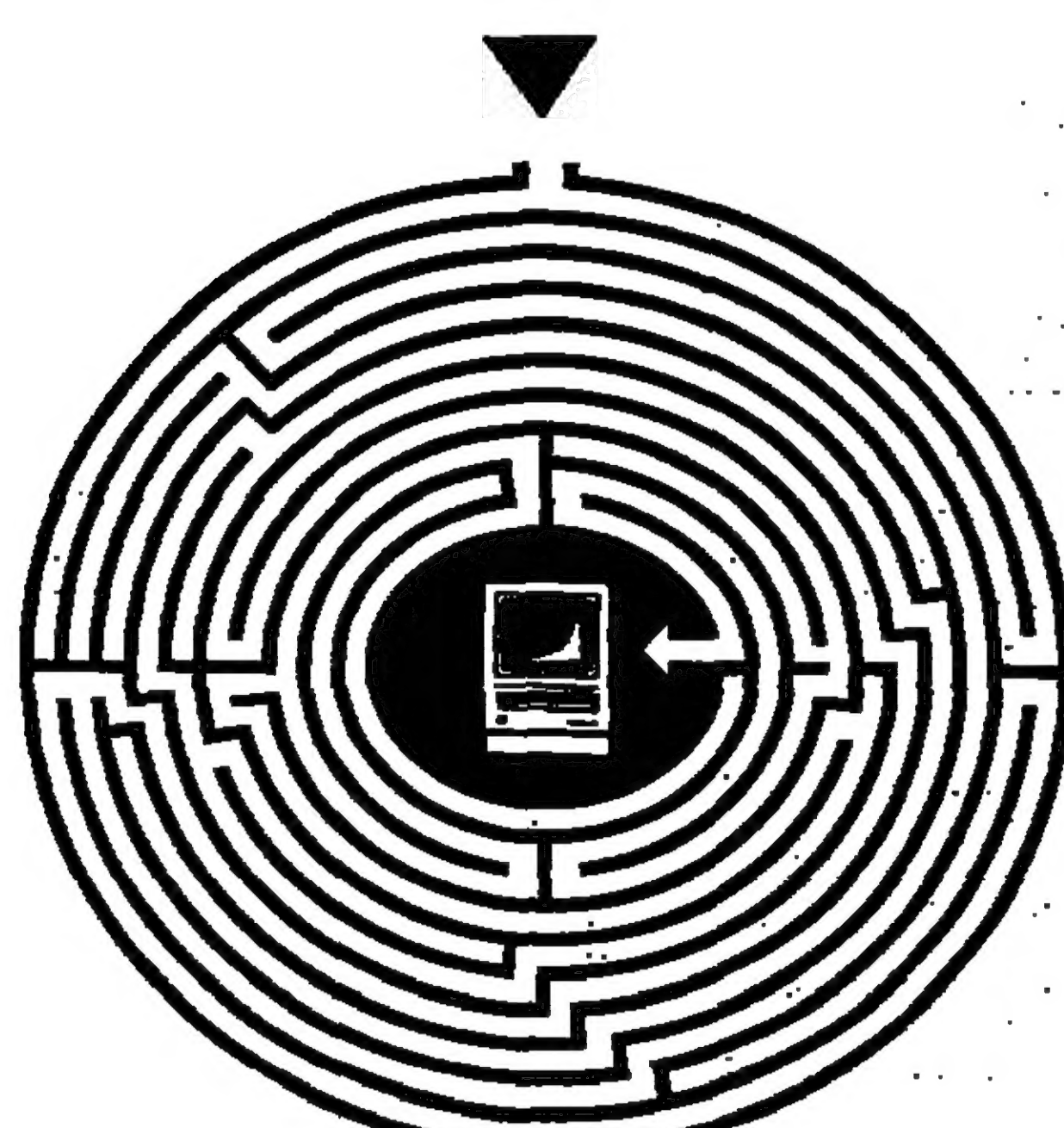
Le maire de Paris a annoncé qu'il « saisisait le jour même » le ministre des transports. « Il y a un ministre de tutelle de la RATP, qu'il fasse son métier, sinon qu'il s'en aille », a-t-il ajouté.

● **L'ancien pilote automobile** Didier Calmels tue son épouse. — Au cours d'une dispute dans leur appartement de l'avenue Henri-Martin à Paris (16^e), Didier Calmels, trente-huit ans, a tué son épouse Dominique, mardi soir 28 février, d'un coup de fusil de chasse. Le meurtrier, très choqué, a été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu.

Passionné de courses automobiles, Didier Calmels avait participé pendant dix ans à des compétitions avant de créer sa propre écurie de Formule 1 avec Gérard Larousse fin 1986. Syndic de profession, Didier Calmels dirige un important cabinet spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficulté.

● **Coupe de France de football**. — Les 16^e de finale de la Coupe de France de football (22 et 23 mars) opposeront Montpellier et Monaco, Nîmes et Toulouse, clubs de première division. Beauvais (2^e division), qui avait éliminé Bordeaux au tour précédent, affrontera cette fois Lens (1^{re} division). Dans les autres rencontres, on note aussi : Cannes-Mulhouse, Lille-Rouen, Caen-Dunkerque, Marseille-Quimper, Auxerre-Grenoble, Metz-Rennes et Sochaux-Mont-de-Marsan.

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



INTERNATIONAL COMPUTER, LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

International Computer, c'est un grand choix de matériels et de périphériques en démonstration sur près de 500 m².

INTERNATIONAL COMPUTER
26 rue du Renard Paris 4^e
42 72 26 26

La Présidence de Rodin pose la question :
MODE : QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : un prix d'un simple accessoire, une nouvelle garde-robe de printemps ! Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des vêtements et des accessoires de beaux tissus, imprimés pimpants, toiles d'été, linéaires, polyester, soie, etc. À moins que vous ne préfériez pour cette somme, finalement très raisonnable, au seul et très bon tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A B C E F G H

هكذا من الأصل